



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL 2017

N°03

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	07
Séance du jeudi et vendredi 06 et 07 avril 2017	08

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 06 ET 07 AVRIL 2017

N° 17-61 -1 – DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-62 -1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1489-1 PORTANT PARTICIPATION À LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SEML) POUR LA CONSTRUCTION, LA PRODUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN CYCLOTRON TEP-SCAN 08

N° 17-63 -1 – PORTANT PRISE EN CHARGE DE FRAIS DANS LE CADRE DE L'INSTALLATION DU CYCLOTRON EN MARTINIQUE 10

N° 17-64 -1 – PORTANT PAIEMENT DE LA COTISATION AFFÉRENTE AU RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À CITÉS UNIES FRANCE POUR L'ANNÉE 2017 12

N° 17-65 -1 – PORTANT PAIEMENT DE LA COTISATION AFFÉRENTE AU RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE POUR LES ANNÉES 2016 ET 2017 14

N° 17-66 -1 – PORTANT DÉNOMINATION DU LYCÉE POLYVALENT SAINT-JAMES DE SAINT-PIERRE EN LYCÉE POLYVALENT «VICTOR ANICET» 16

N° 17-67 -1 – PORTANT SUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'EXPOSANTS POUR LE SALON FORMEO 2017 18

N° 17-68 -1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOUTH CLASH POUR L'ORGANISATION DU FESTIVAL« PAWOL KA MONTÉ» 20

N° 17-69 -1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION TING BANG SHOW POUR LA CRÉATION D'UN SPECTACLE ITINÉRANT 22

N° 17-70 -1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR ROLAND PAVILLA POUR LA RÉALISATION DU PROJET « JARDIN ATELIER » 24

N° 17-71 -1 – PORTANT CESSIION DES ACTIONS DÉTENUES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE (SEMAFF) 26

N° 17-72 -1 – PORTANT MODIFICATION POUR REPORT D'EXÉCUTION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-96-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE 28

N° 17-73 -1 – DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-74 -1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES « ÉTUDES DE CONCEPTION D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE À MOULIN À EAU » AU PROJET« ÉTUDE PROJET DE VILLE »-VILLE DE CASE-PILOTE (ACRC 2013) 33

N° 17-75 -1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE POUR LA « CONSTRUCTION D'UN ESPACE SPORTIF À FONDS BATÉLIÈRE » À L'OPÉRATION « PARCOURS SANTÉ DE TERREVILLE » -VILLE DE SCHOELCHER (ACRC 2014) 35

N° 17-76 -1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°-1346-1 ET DE LA CONVENTION Y AFFÉRENTE RELATIVE À L'ÉTUDE CLSPD DE LA VILLE DU GROS-MORNE 37

N° 17-77 -1 – PORTANT TRAVAUX DE RÉFECTION DE L'OUVRAGE DE SOUTÈNEMENT DU CHEMIN PLAISABLE VILLE DE TRINITÉ 39

N° 17-78 -1 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°-1529-20 ALLOUANT UNE SUBVENTION À LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE (ACRC 2014) 41

N° 17-79 -1 – DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-80 -1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14-1784-1 ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION À LA SIMAR POUR L'ACQUISITION D'UNE PARCELLE À L'HABITATION DESGROTTE 43

N° 17-81 -1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UN NOUVEAU CONTRAT DE BAIL AVEC M. POUR LA LOCATION D'UNE PARCELLE DE 7 HA 82A 91CA DÉSIGNÉE LOT N°9 ISSUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION R N°83 LOCALISÉE AU LIEUDIT« BALISIER »- SUR LA COMMUNE DU MORNE-ROUGE 46

N° 17-82 -1 – DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-83 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 56

N° 17-84 -1 – PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À LA SAEM-PRSM DU GALION POUR LA CAMPAGNE 2017 63

N° 17-85 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE . (SICA) CANNE UNION- UNION DES PRODUCTEURS DE CANNE DE LA MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 71

N° 17-86 -1 – PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA CUMA MALGRE TOUT 76

N° 17-87 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LAKANSVEL POUR SA DÉMARCHE DE CERTIFICATION (AIDE AU CONSEIL) 82

N° 17-88 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES SOCIÉTÉS MARTINICAISES DE SPORTS ATHLÉTIQUES (U.S.M.S.A) 84

N° 17-89 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AU COMITÉ RÉGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DES JEUX DES ILES 2017 89

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2017

N° 17-90 -1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE VOLLEV-BALL DE MARTINIQUE ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE EXCEPTIONNELLE POUR L'ORGANISATION DU 1ER TOUR QUALIFICATIF DU CHAMPIONNAT DU MONDE DU GROUPE A SENIORS MASCULINS 91

N° 17-91 -1 – PORTANT PASSATION D'UN AVENANT N°1 À LA CONVENTION PASSÉE ENTRE LAVILLE DE FORT-DE-FRANCE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'ADAPTATION D'ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE LIÉS À LA RÉALISATION DE LA LIGNE DE BUS À HAUT NIVEAU DE SERVICE DANS LE CADRE DU TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE (TCSP) 93

N° 17-92 -1 – PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2017-0007 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ EGIS EAU 104

N° 17-93 -1 – DÉLIBÉRATION INSCRITE À UN RECUEIL ULTÉRIEUR

N° 17-94 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL PAQUEMAR PLANTATION DE VITROPLANTS 2014, RÉALISATION DE TRACES-RMAR040116DA0970173» 106

N° 17-95 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL BELFORT PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 27,81HA (2015) - RMAR040116DA0970144 » 109

N° 17-96 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL LE DOMAINE DE LA BERGERIE -ÉQUIPEMENTS ET MODERNISATION DE L'EXPLOITATION RMAR040116DA0970231 » 112

N° 17-97 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS MATIÈRES PLASTIQUES MARTINICAISES POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0003825 «MODERNISATION DE L'OUTIL ET DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION PAR L'UTILISATION DE MATIÈRES RECYCLÉES» 115

N° 17-98 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL CANIFRUIT (JA) INVESTISSEMENT D'ÉQUIPEMENT POUR UNE EXPLOITATION DE BANANES D'EXPORTATION RMAR040116DA0970310 » 117

N° 17-99 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL EXPLOITATION PETIT MORNE - PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 30,81 HA EN 2015 (DOSSIER FAISANT PARTIE D'UN PROJET GLOBAL) - RMAR040116DA0970079) 120

N° 17-100 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 «SOCIÉTÉ AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE (SAMAC) MODERNISATION ET EXTENSION DES INSTALLATIONS ET DES INFRASTRUCTURES DE L'AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE N° SYNERGIE MQ0007514 » 123

N° 17-101 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 À LA «VILLE DU ROBERT- CRÉATION D'UNE MÉDIATHÈQUE PAR VOIE DE RÉHABILITATION EXTENSION DE L'ANCIENNE ÉCOLE FÉLIX LICAN- N°SYNERGIE MQ0005704» 126

N° 17-102 -1 – DÉLIBÉRATION INSCRITE À UN RECUEIL ULTÉRIEUR

N° 17-103 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À «CAP NORD- LES OPÉRATIONS DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI DE CAP NORD MARTINIQUE »-N°MDFSE : 201603989 » 129

N° 17-104 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA «CACEM -MISE EN ŒUVRE DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI - MDFSE : 201604087 » 132

N° 17-105 -1 – PORTANT APPROBATION DU PROTOCOLE FIXANT LES RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DE COORDINATION DES CONTRÔLES (CICC) CONCERNANT LES MISSIONS D'AUDIT DU PO FEDER/FSE 2014-2020 135

N° 17-106 -1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER POUR LES OPÉRATEURS DU SECTEUR E (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION) DE LA NAF 141

N° 17-107 -1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES OPÉRATEURS DU SECTEUR D (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ; DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ) DE LA NAF 149

N° 17-108 -1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER 157

N° 17-109 -1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL AUX ACTIVITÉS DE COLLECTE, DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SANGUINS 164

N° 17-110 -1 – DÉLIBÉRATION INSCRITE À UN RECUEIL ULTÉRIEUR

N° 17-111 -1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°-2014-1 DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 17 NOVEMBRE 2015 DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE PORTANT OCTROI AU PARC NATUREL RÉGIONAL DE LA MARTINIQUE D'UNE SUBVENTION POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME 2016-2017 DE L'OBSERVATOIRE MARTINICAIS DE LA BIO DIVERSITÉ 169

N° 17-112 -1 – PORTANT INSTITUTION DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES TABACS ET D'UN MINIMUM DE PERCEPTION SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE 171

N° 17-113 -1 – PORTANT MAINTIEN DU TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES POUR L'ANNÉE 2017 173

N° 17-114 -1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 598 619,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX (7 LLS ET 2 LLTS) RUE LAGROSILLIÈRE AU FRANÇOIS 175

N° 17-115 -1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT DE 771 087,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE MATERNEL POUR JEUNES FEMMES DE 17 CHAMBRES AU LIEU-DIT LA RUCHE, QUARTIER MOUTIE A FORT -DE-FRANCE (MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-212-1 DES 19 ET 20 JUILLET 2016) 203

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2017

N° 17-116 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À POLE EMPLOI POUR LE DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ ET RENFORCÉ DE LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 229

N° 17-116 -2 – PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION AU RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ DE MARTINIQUE (RSMAM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 POUR LA FORMATION DES STAGIAIRES 270

N° 17-117 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'AMEP-CFA BTP AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 282

N° 17-117 -2 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CFA DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 301

N° 17-117 -3 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CFA AGRICOLE DE L'EPL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EFPA) DE CROIX-RIVAIL AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 321

N° 17-117 -4 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CFA DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM) AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 341

N° 17-118 -1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 10-1573-7 PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES FORMATIONS DANS LA CARAIBE ET L'AMÉRIQUE NORD 361

N° 17-119 -1 – PORTANT CESSION À LA SCCV COURIA AU PRIX TOTAL DE 58 982 EUROS DE DEUX BANDES DE TERRE D'UNE SUPERFICIE TOTALE DE 766M2 À DÉTACHER DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION R 445 LIEU-DIT «BOIS D'INDE» -LAMENTIN SERVITUDE DE PASSAGE 364

N° 17-120 -1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE AQUA DOM INGENIERIE SARL 366

N° 17-121 -1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE CENTRALE CARAÏBÉENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE (CCTPM) 371

N° 17-122 -1 – PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LES ENTREPRISES L'AGENCE, BET HAUSS, BET AXIO, AU TITRE DE LA RECONSTRUCTION DU LYCÉE SCHOELCHER 376

N° 17-123 -1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES SETB SARL/ FI INGENIERIE/ ATELIER GALLET, AU TITRE DE LA CONSTRUCTION DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON ET DU BÂTIMENT DES ARCHIVES RÉGIONALES 378

N° 17-124 -1 – AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE POUR LE PAIEMENT DES ACHATS DE FOURNITURES ET DE SERVICES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION ZIKA 2016 380

N° 17-125 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER AVEC LA SOCIÉTÉ SADIS'NOV UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE RELATIVE À DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA POINTE DE JAHAM 383

N° 17-126 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ACCELA MARKETING POUR LE PAIEMENT DE SERVICES RÉALISÉS DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE DU MARCHÉ SAINTE-LUCIEN ET D'UNE DÉFINITION DE STRATÉGIE MARKETING EN VUE DE LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS MARTINIQUAIS 385

N° 17-127 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE POUR LE PAIEMENT DES ACHATS DE FOURNITURES ET DE SERVICES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION TOUSSAINT 2016 391

N° 17-128 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE CARAIBES 393

N° 17-129 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SARL TP CARAÏBES PLUS POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DE LA RD 1 DU PR 5+500 AU PR 10+000 COMMUNE DE FONDS SAINT-DENIS 400

N° 17-130 -1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 406

N° 17-131 -1 – PORTANT MISE EN APPLICATION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA RÉFORME DU DISPOSITIF ACCUEIL FAMILIAL POUR PERSONNES AGÉES OU ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP INTRODUITE PAR LA LOI N° 2015-1776 DU 28 DÉCEMBRE 2015 RELATIVE À L'ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT 408

N° 17-132 -1 – PORTANT MISE EN PLACE DU CONSEIL TERRITORIAL DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'AUTONOMIE (C.T.C.A.) EN APPLICATION DE L'ARTICLE 81 DE LA LOI N°2016-1770 DU 28 DÉCEMBRE 2015 PORTANT ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT ET DU DÉCRET N°2016-1206 DU 7 SEPTEMBRE 2016 411

N° 17-133 -1 – PORTANT PARTICIPATION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ORGANISATION D'UN SÉMINAIRE AVEC LA DEAL PORTANT SUR «L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT, UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX ENJEUX DE LA MARTINIQUE » 413

N° 17-134 -1 – PORTANT DISPOSITIF CADRE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSISTANT(E)S MATERNEL(LE)S 418

N° 17-135 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS «LA RUCHE» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 421

N° 17-136 -1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MATERNEL «SOS MATERNITÉ» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION LA RUCHE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 431

N° 17-137 -1 – PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS «LES CYCAS» GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) DE SAINTE-THÉRÈSE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 440

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2017

N° 17-138 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ANIMATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFÉ) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

450

N° 17-139 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LE DROIT À L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE (ADIE) POUR SON ACTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA PORTEURS DE PROJET EN 2016

460

N° 17-140 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU SERVICE IMMOBILIER RURAL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (SIRE) POUR L'EXERCICE DE LA MISSION D'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (AIS) AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

470

N° 17-141 -1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°12-1448-1 DU 30 OCTOBRE 2012 PORTANT OCTROI DE SUBVENTIONS AU TITRE DU VOLET N°2 DU DISPOSITIF POUR LA RÉHABILITATION DES LOGEMENTS INDIVIDUELS

476

N° 17-142 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOLIDARITÉS LAMENTINOISES POUR L'ORGANISATION DES MINI OLYMPIADES DE L'INSERTION

479

N° 17-143 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM) DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ALIMENTAIRE

489

N° 17-144 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR LA MISE EN PLACE DE CLASSES PASSERELLES

496

N° 17-145 -1 – PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE AFFECTANT LA SUBVENTION ATTRIBUÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N° 11-1458-1 AU CENTRE HOSPITALIER DU CARBET POUR SON PROGRAMME DE MODERNISATION

505

N° 17-146 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION BAY LANMIN POUR DES ACTIVITÉS D'ÉCOUTE ET D'AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉ SUR LA COMMUNE DU GROS-MORNE

510

N° 17-147 -1 – PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME À LA DIRECTION DU CENTRE DE PLANIFICATION, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE (CPIOF)

518

N° 17-148 -1 – PORTANT MISE À DISPOSITION D'UN PERSONNEL DE DROIT PRIVÉ DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

520

N° 17-149 -1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA REVALORISATION OU MONTANT MAJORÉ DU COMPLÉMENT FAMILIAL SERVI EN GUADELOUPE, GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, À SAINT-BARTHELEMY ET À SAINT MARTIN

525

N° 17-150 -1 – DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-151 -1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU COMPLÉMENT FAMILIAL ET AU MONTANT MAJORÉ DU COMPLÉMENT FAMILIAL MENTIONNÉS AUX ARTICLES L.755-16 ET L.755-16-1 OU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

527

N° 17-152 -1 – DELIBERATION INSCRITE À UN REUEIL ULTERIEUR

N° 17-153 -1 – PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRES CONTENTIEUSES

529

N° 17-154 -1 – PORTANT DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE RENOUVELLEMENT DES ADHÉSIONS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DIVERS ET EN MATIÈRE DE VERSEMENT DES COTISATIONS Y AFFÉRENTES

531



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-62-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-62-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1489-1 PORTANT PARTICIPATION À LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (SEML) POUR LA CONSTRUCTION, LA PRODUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN CYCLOTRON TEP-SCAN

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1489-1 du 22 septembre 2015, portant participation à la création d'une SEML pour la construction, la production et l'exploitation du Cyclotron TEP-SCAN ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-499-1 du 15 décembre 2016 portant attribution de subvention au Centre Hospitalier et Universitaire de Martinique, en vue du financement de l'opération d'acquisition et d'implantation d'un Cyclotron en Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 27 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1489-1 du 22 septembre 2015 portant participation à la création d'une Société d'Économie Mixte Locale (SEML), pour la construction, la production et l'exploitation du Cyclotron TEP-SCAN.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute décision et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-63-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-63-1

AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

PORTANT PRISE EN CHARGE DE FRAIS DANS LE CADRE DE L'INSTALLATION DU CYCLOTRON EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge des frais logistiques relatifs à l'organisation par la Collectivité Territoriale de Martinique de réunions techniques et de travail, ainsi qu'une cérémonie, dans le cadre de l'installation du Cyclotron en Martinique.

Le coût total de cette opération est estimé à six mille cinq cent soixante sept euros quatre vingt quatre centimes (6 567,84 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-64-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-64-1

**PORTANT PAIEMENT DE LA COTISATION AFFÉRENTE AU RENOUELEMENT DE L'ADHÉSION
DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À CITÉS UNIES FRANCE
POUR L'ANNÉE 2017**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil exécutif ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisé le paiement de la cotisation pour l'année 2017, afférente au renouvellement de l'adhésion de la Collectivité Territoriale de Martinique à Cités Unies France.

Le montant de la cotisation est fixé à quatre mille cinq cent quatorze euros (4 514,00 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-65-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-65-1

PORTANT PAIEMENT DE LA COTISATION AFFÉRENTE AU RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE POUR LES ANNÉES 2016 ET 2017

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-122-1 du 26 mai 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le paiement de la somme de dix mille huit cent seize euros (10 816,00 €) représentant le montant de la cotisation pour les années 2016 et 2017, afférente au renouvellement de l'adhésion de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'Assemblée des Régions d'Europe.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-66-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-66-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

PORTANT DÉNOMINATION DU LYCÉE POLYVALENT SAINT-JAMES DE SAINT-PIERRE EN LYCÉE POLYVALENT «VICTOR ANICET»

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code civil ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la décision du Conseil d'administration de l'établissement en date du 2 décembre 2016 ;

Vu l'avis du Maire de la ville de Saint-Pierre, commune d'implantation du lycée par correspondance en date du 23 décembre 2016 ;

Vu l'accord de M. Victor ANICET par correspondance en date du 9 mars 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le LPO (Lycée Polyvalent) SAINT-JAMES de SAINT-PIERRE, est dénommé Lycée Polyvalent « Victor ANICET ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-67-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017
DÉLIBÉRATION N° 17-67-1

**PORTANT SUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN
D'EXPOSANTS POUR LE SALON FORMEO 2017**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

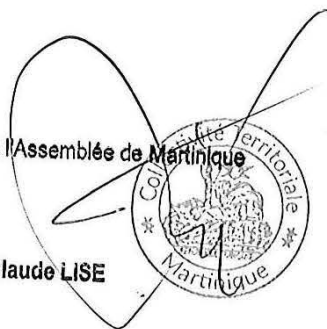
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-68-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-68-1

AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOUTH CLASH POUR L'ORGANISATION DU FESTIVAL « PAWOL KA MONTÉ »

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 14-1721- 1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-193-1 du 19 février 2015 portant octroi de subvention à l'association South Clash pour l'organisation du festival « Pawol Ka Monté » au mois de mai 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le bilan de la manifestation arrivé le 10 mai 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le montant de la subvention allouée à l'association South Clash par délibération n° 15-193-1 du 19 février 2015 pour l'organisation du festival « Pawol ka monté » est ramené à hauteur du premier acompte soit trente mille euros (30 000 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

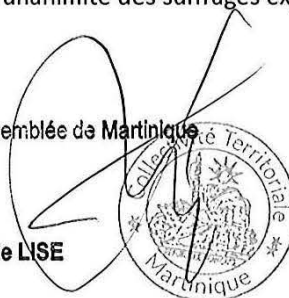
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-69-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-69-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION TING BANG SHOW POUR LA CRÉATION D'UN SPECTACLE ITINÉRANT

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-211-1 du 19 février 2015 portant octroi d'une subvention à l'association Ting Bang Show pour la création d'un spectacle itinérant ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la correspondance de l'association Ting Band Show arrivée le 15 septembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le montant de la subvention allouée à l'association Ting Bang Show par délibération n° 15-211-1 du 19 février 2015 pour la création d'un spectacle itinérant est ramené à hauteur du premier acompte soit neuf mille six cents euros (9 600 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-70-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-70-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉCISION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR ROLAND PAVILLA POUR LA RÉALISATION DU PROJET « JARDIN ATELIER »

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 15-868-1 du 28 mai 2015 portant octroi d'une subvention à monsieur Roland Pavilla pour la réalisation du projet « Jardin-atelier » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la correspondance de monsieur Roland Pavilla en date du 15 février 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le montant de la subvention allouée à monsieur Roland PAVILLA par délibération n° 15-868-1 du 28 mai 2015 pour la réalisation du projet « Jardin atelier » est ramené à hauteur du premier acompte soit mille huit cents euros (1 800 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-71-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017
DÉLIBÉRATION N° 17-71-1

PORTANT CESSION DES ACTIONS DÉTENUES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE (SEMAFF)

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charlès-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de réduire sa part dans l'actionnariat de la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la ville de Fort-de-France (SEMAFF) en proposant la vente de 70096 des actions en sa propriété sur un total de 70097.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

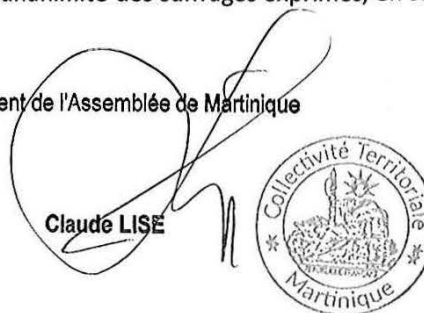
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The block contains a handwritten signature and an official circular seal. The signature is written over the text 'Claude LISE'. The seal is circular with the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' around the perimeter and a central emblem depicting a landscape with a lighthouse and palm trees.



ÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-72-1

PORTANT MODIFICATION POUR REPORT D'EXÉCUTION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-96-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-96-1 du 19 mai 2016 portant octroi d'une subvention à la Chambre des métiers et de l'Artisanat de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'exécution de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-96-1 du 19 mai 2016 portant attribution d'une subvention à la Chambre des métiers et de l'Artisanat pour le développement des filières et la création d'une plateforme d'accueil, pour l'année 2016 est reportée à 2017.

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-96-1 du 19 mai 2016 est modifié comme suit :

« Une subvention d'un montant total de sept cent sept mille huit cent soixante-quatre euros (707 864 €) est accordée à la Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique, selon la décomposition suivante :

- quatre cent sept mille huit cent soixante-quatre euros (407 864 €) au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à la réalisation du programme triennal de structuration des filières de l'artisanat martiniquais pour l'année 2017 ;
- trois cent mille euros (300 000 €) au titre de participation à la création d'une plateforme d'accueil. »

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



REPUBLIQUE FRANCAISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-72-1

CONVENTION N°

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention à la Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes de la délibération n° 16-96-1 du 19 mai 2016.

Et

La Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique, représentée par son Président, Monsieur

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière de la Collectivité Territoriale de Martinique, d'un montant global de 707.864 €, allouée à la Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique, selon la répartition suivante :

- 407.864 € pour la réalisation du programme d'activités triennal de structuration des filières au titre de l'année 2017,
- 300.000 € à titre de participation à la création d'une plateforme d'accueil des publics.

Article 2. Obligations des parties

1°) - La Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique (CMAM)

La CMAM, dans le cadre des opérations visées à l'article 1, s'engage à :

- définir et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation du programme triennal de structuration des filières et de réalisation de la plateforme physique d'accueil;
- utiliser la subvention uniquement pour la réalisation des projets en cause et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes ;
- mentionner le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- fournir un état d'avancement des dépenses pour permettre le déblocage des fonds alloués ;
- faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués.

Le non-respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2°) - la Collectivité Territoriale de Martinique

Pour la réalisation de cette opération, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à mandater à la Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique une subvention plafonnée à Sept cent sept mille huit cent soixante-quatre euros (707.864 €), imputée comme suit à son budget

- 407.864 € au chapitre 936 pour la réalisation de la tranche 2017 programme triennal de structuration des filières
- 300.000 € au chapitre 906 pour la réalisation de la plateforme d'accueil physique.

Article 3. Modalités de mandatement de la subvention

La subvention fera l'objet des mandatelements suivants :

S'agissant du programme triennal de structuration des filières (année 2017)

- Une avance de 50% dès que la présente convention sera exécutoire,
- le solde sur présentation du bilan détaillé d'exécution financier et qualitatif des actions mises en oeuvre au titre de l'exercice 2016. Le bilan financier devra être certifié exact du Président de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique.

S'agissant de la réalisation de la plateforme d'accueil physique :

- une avance de 50% dès que la présente convention sera exécutoire,
- le solde, au fur et à mesure de la réalisation des travaux, sur présentation des factures acquittées et déduction faite de l'avance accordée.

La Chambre des métiers et de l'artisanat de Martinique s'engage à produire à la Collectivité Territoriale de Martinique les documents comptables certifiés pour l'exercice 2017 dès qu'ils auront été adoptés et au plus tard à la date d'expiration de la présente convention.

Article 4. Délai

Un délai de 36 mois, à compter de la notification de la présente convention est ouvert au bénéficiaire pour la réalisation intégrale de l'opération de structuration de filières et de création d'une plateforme d'accueil ainsi que pour la remise, à la Collectivité Territoriale de Martinique de l'ensemble des documents nécessaires à sa clôture comptable.

Article 5. Résiliation

En cas de non respect par l'une ou par l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le maître d'ouvrage.

Article 6. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n° 16- du ,

Fait à Fort-de-France en quatre exemplaires originaux, le

**Pour la Chambre des métiers et de l'artisanat
de Martinique,**

Le Président,

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Président du Conseil exécutif,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-74-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2017
Date de réception préfecture : 09/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-74-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES « ÉTUDES DE CONCEPTION D'UN OUVRAGE HYDRAULIQUE À MOULIN À EAU » AU PROJET « ÉTUDE PROJET DE VILLE » - VILLE DE CASE-PILOTE (ACRC 2013)

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1788-15 du 27 novembre 2014 portant octroi d'une subvention à la ville de Case-Pilote au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC) programme 2013 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la demande de la ville de Case-Pilote en date du 16 juin 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention de trente-trois mille deux cents euros (33 200,00 €) allouée à la ville de Case-Pilote, pour les « études de conception pour la construction d'un ouvrage hydraulique au quartier Moulin à eau » (ACRC 2013) est réaffectée à l'opération « études techniques nécessaires à la réalisation du projet de ville ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-75-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2017
Date de réception préfecture : 09/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017
DÉLIBÉRATION N° 17-75-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION ALLOUÉE POUR LA « CONSTRUCTION D'UN ESPACE SPORTIF À FONDS BATELIÈRE » À L'OPÉRATION « PARCOURS SANTÉ DE TERREVILLE » – VILLE DE SCHOELCHER (ACRC 2014)

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1529-28 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la ville de Schoelcher au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC) programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de

Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la demande de la ville de Schoelcher en date du 17 mai 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention de vingt-sept mille neuf cent cinquante euros (27 950,00 €) allouée à la ville de Schoelcher, pour « l'étude pour la construction d'un espace sportif à Fond Batelière » (ACRC 2014) est réaffectée à l'opération « rénovation du parcours santé de Terreville » (aide complémentaire).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-76-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-76-1

**PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1346-1 ET DE LA
CONVENTION Y AFFÉRENTE RELATIVE À L'ÉTUDE CLSPD DE
LA VILLE DU GROS-MORNE**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1346-1 du 8 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la ville du Gros-Morne (mise en place d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance -CLSPD -) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la demande de la ville du Gros-Morne ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu la convention n°15-1346-1 conclue entre la Région Martinique et la ville du Gros-Morne ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 3 avril 2017 ;
Considérant que le conseiller à l'Assemblée de Martinique, Maire du Gros-Morne, n'a pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1346-1 du 8 octobre 2015 est modifié comme suit :

« Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53, article 20414-11 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ».

ARTICLE 2 : La page 2, article 4 : Engagement des parties, alinéa 1 de la convention n°15-1346- 1 Region/ville du Gros-Morne, est modifiée comme suit :

« La dépense est imputée au chapitre 905-53, article 20414-11 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique selon les modalités ci-après ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la délibération et de la convention mentionnées aux articles 1 et 2 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-77-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-77-1
AFFICHAGE LE : 09 MAI 2017

**PORTANT TRAVAUX DE RÉFECTION DE L'OUVRAGE DE SOUTÈNEMENT
DU CHEMIN PLAISABLE VILLE DE TRINITÉ**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de la ville de Trinité ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est allouée à la ville de Trinité une subvention d'un montant de soixante-neuf mille cent vingt-quatre euros quarante-trois centimes (69 124,43 €) pour des travaux de réfection de l'ouvrage de soutènement du Chemin Plaisable.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique .

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-78-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2017
Date de réception préfecture : 09/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-78-1

AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1529-20 ALLOUANT UNE SUBVENTION À LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE (ACRC 2014)

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-130-1 du 3 février 2015 et annexes portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil Régional aux communes ACRC pour la période 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1529-20 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la ville de Rivière-Pilote au titre de l'aide du Conseil Régional aux communes (ACRC) – programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande de la ville de Rivière-Pilote en date du 30 août 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1529-20 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention de 389 642,20 € à la ville de Rivière-Pilote dans le cadre du programme ACRC 2014 pour des travaux d'aménagement et de sécurisation des passages à gué est annulée.

ARTICLE 2 : Une subvention de trois cent soixante-neuf mille huit cent vingt-neuf euros quatre-vingt-huit centimes (369 829,88 €) est accordée à la commune de Rivière-Pilote pour des travaux d'aménagement et de sécurisation des passages à gué.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

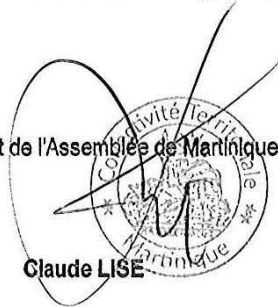
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-80-1-DE
Date de télétransmission : 15/05/2017
Date de réception préfecture : 15/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-80-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14-1784-1 ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION À LA SIMAR POUR L'ACQUISITION D'UNE PARCELLE À L'HABITATION DESGROTTES

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDIA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations et notamment son article 10 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique 13-1571-1 du 23 juillet 2013 portant sursis à statuer sur la demande de subvention introduite par la SIMAR pour l'acquisition de la parcelle K125 située à l'habitation Desgrottes aux Trois-Îlets ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1784-1 du 27 novembre 2014 portant levée du sursis à statuer sur la demande de subvention introduite par la SIMAR pour l'acquisition de la parcelle K 125 à l'habitation Desgrottes sur le territoire de la ville des Trois-Îlets ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-2183-1 du 18 décembre 2014 relative au budget régional de l'exercice 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu le protocole FRAFU signé le 16 décembre 2011 par l'État, la Région et le Département ;
Vu l'avenant numéro 1 au protocole FRAFU du 16 décembre 2011, signé le 22 janvier 2014 par l'État, la Région et le Département ;
Vu la décision du CGE en date du 25 février 2013 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1784-1 du 27 novembre 2014 est annulée et remplacée par la présente.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique relève le sursis à statuer sur la demande de subvention de 1 347 500,00 € sollicitée par la SIMAR pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section K 330, issue de la parcelle mère cadastrée section K 125, sise à l'habitation Desgrottes aux Trois-Ilets.

ARTICLE 3 : Dans le cadre du règlement intérieur du dispositif du FRAFU et conformément à la mesure 2-3, la Collectivité Territoriale de Martinique attribue à la SIMAR une subvention d'un montant d'un million trois cent quarante-sept mille cinq cents euros (1 347 500,00 €) pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section K 330 sise au lieudit habitation Desgrottes aux Trois-Ilets. Cette parcelle provient de la division d'une parcelle de plus grande importance cadastrée section K 125.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée en crédits de paiement (CP) à l'attributaire.

ARTICLE 5 : Les versements sont effectués selon les modalités suivantes à la SIMAR :

- 50 % sur présentation de la promesse de vente,
- Le solde, sur présentation de l'acte de propriété.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-81-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2017
Date de réception préfecture : 09/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-81-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UN NOUVEAU CONTRAT DE BAIL AVEC M. POUR LA LOCATION D'UNE PARCELLE DE 7 HA 82A 91CA DÉSIGNÉE LOT N°9 ISSUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION R N°83 LOCALISÉE AU LIEUDIT « BALISIER » SUR LA COMMUNE DU MORNE-ROUGE

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

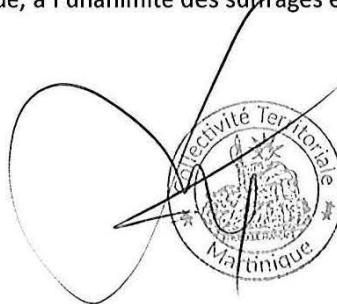
ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer un nouveau contrat de bail avec Monsieur , pour la location d'une parcelle de 7 ha 82a 91ca désignée lot n°9 issue de la parcelle cadastrée section R n°83 localisée au lieudit «Balisier » sur le territoire de la commune du Morne-Rouge.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.





CONTRAT DE BAIL A FERME

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **Collectivité Territoriale de Martinique**, désignée ci-après « **LA COLLECTIVITE** » et représentée par son Président du Conseil Exécutif, agissant aux termes d'une délibération n°15-540-1 du 24 mars 2015.

Propriétaire-bailleur, lequel a, par ces présentes, donné bail à ferme pour la durée qui sera ci-après indiquée.

ET :

Monsieur

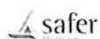
MACOUBA, preneur, lequel a, par ces présentes, accepté le bien dont la désignation suit :

EXPOSE

En vertu de la délibération de la commission permanente du Conseil Régional en date du 24 mars 2015 portant le numéro 15-540-1, portant attribution d'un terrain de la banque de terres régionale situé au Morne Rouge au lieu-dit « Balisier », à **Monsieur** **ayant obtenu un avis favorable à l'attribution par bail à ferme, d'une parcelle de 7ha 82a 91ca sur la commune MORNE-ROUGE**, au lieu-dit « **Balisier** » représentant le lot n°9 issue de la parcelle cadastrée Section R n°83.

En date du 24 mai 2016, un contrat de location du lot n°9 portant erreur sur le parcellaire primitif a été signé par les parties, certifié exécutoire par le Président de la Collectivité Territoriale le 23 juin 2016 et transmis à la Préfecture en date du 29 juin 2016.

IL CONVIENT DONC DE PORTER RECTIFICATIF CONCERNANT LE PARCELLAIRE:



document réalisé par la SAFER Martinique (avril 2014)
Modificatif 1 (janvier 2016) Modificatif 2 (décembre 2016)

DESIGNATION DES LIEUX

Ladite propriété se compose d'une portion de terre d'une contenance de **SEPT HECTARES QUATRE VINGT DEUX ARES ET QUATRE VINGT ONZE CENTIARES (7ha 82a 91ca)** de terres tant labourables qu'en savanes, situées sur le territoire communal du **MORNE-ROUGE**, au lieu-dit « **Balisier** » représentant le lot n°9 issue de la parcelle cadastrée **Section R n°83**.

Figurant à la matrice cadastrale sous les relations suivantes :

Section	N°	Lieudit	Lot 9	SAU
R	83	Balisier	07 ha 82 a 91 ca	04 ha 80 a 00 ca

Et consistant en un terrain à usage agricole.

Ainsi, au surplus que tous ces biens existent, le preneur déclare les bien connaître pour les avoir vus et visités en vue des présentes.

BORNAGE

Il est ainsi déclaré que la parcelle a été soumise à un bornage par le cabinet géomètre expert à Fort de France.

DUREE DU BAIL

Les parties consentent au maintien des termes d'entrée en jouissance.

De de fait, le présent bail est consenti et accepté pour une durée de **NEUF ANNEES** entières et consécutives qui commencent à courir dès **le 1^{er} octobre 2015 et se termineront le 30 septembre 2024**.

CHARGES ET CONDITIONS

Article 1 Etat des lieux

Conformément à l'article R.461-5 du Code Rural et en vue de permettre de déterminer ultérieurement les améliorations ou les dégradations qui auront été apportées au fonds, aux cultures et aux bâtiments au cours du bail, les parties feront dresser contradictoirement entre elles dans le mois précédant l'entrée en jouissance du preneur, par la SAFER.

Un état descriptif détaillé du bien loué sera établi, constatant l'aspect général de la propriété, l'état des terres et leur degré d'entretien ainsi que les améliorations foncières et culturelles dont le fonds loué est susceptible de bénéficier.

Si cet état descriptif détaillé n'est pas établi dans le délai de trois mois suivant l'entrée en jouissance du preneur, la partie la plus diligente saisira le Tribunal d'Instance pour faire désigner un expert qui aura pour mission de procéder à frais communs, à l'établissement de l'état descriptif détaillé des immeubles loués.

Passé un délai d'un mois, la partie la plus diligente établit un état des lieux qu'elle notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière dispose, à compter de ce jour, de deux mois pour faire ses observations sur tout ou partie du projet ou pour

l'accepter. Passé ce délai, son silence vaudra accord et l'état des lieux deviendra définitif et réputé établi contradictoirement.

L'état des lieux a pour objet de permettre de déterminer, le moment venu, les améliorations ou les dégradations apportées par le preneur au fonds, aux cultures et aux bâtiments au cours du bail.

Article 2 - Jouissance

Le preneur jouira de la propriété en fermier soigneux et de bonne foi avec des moyens de production proportionnés aux besoins de l'exploitation, conformément à l'usage des lieux.

Il jouira pendant toute la durée du présent bail, des fruits de la propriété à lui loués et souffrira les servitudes passives dont elle peut être grevée et profitera de celles actives, s'il en existe le tout à ses risques et périls, sans recours contre le bailleur.

Pendant toute la durée du bail, le preneur pourra, à la condition d'en avertir le bailleur trois mois à l'avance, pour réunir et grouper plusieurs parcelles attenantes, faire disparaître dans les limites du bien loué, les talus, haies, rigoles et arbres qui les séparent ou les morcellent lorsque ces opérations auront pour conséquence d'améliorer les conditions de l'exploitation, sans nuire à la conservation des sols. Le bailleur dispose d'un délai de deux mois pour s'opposer à la réalisation des travaux prévus à l'alinéa précédent, à compter de la date de l'avis de réception de la lettre recommandée envoyée par le preneur. Passé ce délai, l'absence de réponse écrite du bailleur vaut accord.

Article 3 - Entretien et amélioration des immeubles

Le preneur sera tenu de faire aux bâtiments toutes les réparations locatives et de menus entretiens. Toutes les autres réparations incomberont au bailleur.

Le preneur devra par ailleurs :

- entretenir les chemins de la propriété, servant uniquement à l'exploitation, en bon état de viabilité ;
- participer à frais communs à l'entretien des chemins d'exploitation et des ouvrages généraux d'irrigation de la propriété à usage commun pour sa part d'utilisation ;
- entretenir en temps et saisons convenables tous les fossés et rigoles appartenant à l'exploitation ;
- maintenir en bon état de marche les réseaux et installations existants servant à l'assainissement et à l'irrigation des terres ;
- **veiller à la conservation des bornes et des marques indiquant les limites de la propriété affermée;**
- **entretenir en bon état toutes les clôtures. Quand une clôture devra être remplacée en cours de bail, la fourniture du fil de fer sera à la charge du bailleur.**

Article 4 - Arbres

Le preneur est tenu d'assurer l'entretien des arbres. Tout arrachage total ou partiel d'arbres ne peut être réalisé qu'après l'accord préalable des deux parties.

Le preneur remplacera les arbres fruitiers qui viendraient à périr de son fait par des arbres de même nature.

Les arbres fruitiers morts pour tout autre cause ne résultant pas de la faute du preneur seront remplacés par le bailleur.

Le preneur sera tenu d'entretenir tous les arbres de la propriété.

Il ne pourra ni couper, ni arracher, ni abattre pour son compte aucun des arbres existant ou qui seront plantés, alors même qu'ils ne seraient d'aucun rapport. Mais il devra abattre ceux qui sont

morts.

Il profitera pendant le cours du bail, des branches qui se seront détachées du tronc ou accidentellement cassées ainsi que du tronc des arbres morts.

Le preneur devra entretenir en bon état toutes les clôtures vives existant sur la propriété.

Il taillera les haies vives en temps et saisons convenables.

Article 5 – Fumier et fourrages

A l'exclusion des exploitations se livrant principalement à l'élevage, le preneur ne pourra distraire ni vendre aucun fumier.

A sa sortie, le fermier devra laisser les mêmes quantités de fourrages que celles qu'il a reçues lors de son entrée en jouissance.

Article 6 – Impôts

Le preneur devra acquitter exactement ses impôts et contributions personnels, de manière que le bailleur ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Quant aux impôts fonciers afférents aux immeubles affermés, ils resteront à la charge du bailleur sous réserve du droit par ce dernier de récupérer sur le preneur toutes les taxes et cotisations afférentes à la propriété louée et incombant à l'exploitant.

Article 7 - Cotisations

Le preneur demeurera seul responsable du règlement de toutes les cotisations afférentes à la protection sociale agricole.

Les taxes d'irrigation dont bénéficie l'exploitation seront supportées par le preneur qui devra les acquitter régulièrement de manière que le bailleur ne soit jamais inquiété à ce sujet.

Article 8 - Assurances

Les primes d'assurance du terrain loué sont à la charge exclusive du bailleur.

En cas de sinistre, l'indemnité que touchera le propriétaire doit être affectée, dans le plus bref délai possible à la reconstruction des bâtiments sinistrés, de manière à limiter la privation de jouissance momentanée du preneur.

Le preneur assurera et tiendra constamment assurés contre l'incendie pendant la durée du bail, à une compagnie notoirement solvable, le matériel d'exploitation, les objets mobiliers, les bestiaux, les récoltes et les risques locatifs, pour une somme suffisante.

Le preneur justifiera de toutes ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toutes réquisitions du bailleur.

Le preneur demeurera seul juge de l'opportunité d'assurer les récoltes sur pied contre les cyclones et supportera seul le règlement des primes et cotisations correspondantes.

Le preneur ne pourra construire ou faire construire un bâtiment d'habitation ou d'exploitation sur la parcelle qu'il occupe que s'il obtient, au préalable, l'accord écrit du bailleur. Si l'autorisation est donnée, le preneur pourra alors exécuter les travaux, à charge pour lui de supporter les Impôts, les Taxes et Assurance afférents au bâtiment construit.

Article 9 – Droit de chasse

Le preneur a le droit de chasser sur le fonds loué à l'exclusion de toute autre personne non

autorisée par le bailleur. Le preneur exercera ce droit personnellement sans pouvoir le céder, et concurremment avec le bailleur et ses locataires ou cessionnaires.

Article 10 - Cas fortuits : perte de biens loués

L'article 1769 du Code Civil trouvera application dans les cas de perte des biens loués.

Article 11-Cession et sous-location, échange de jouissance, apport à une société ou à un groupement

Toute cession de son droit au présent bail, toute sous location et toute attribution en colonat partiaire sont interdites au preneur.

Il pourra également, conformément à l'article 8 de la loi n° 62-917 du 8 août 1962, rendu applicable dans les Départements d'Outre-mer par le décret 78-619 du 30 mai 1978, en adhérent à un groupement agricole d'exploitation en commun, G.A.E.C., faire exploiter par ce groupement tout ou partie des biens présentement affermés pour une durée qui ne devra pas être supérieure à celle du présent bail.

Il devra alors en aviser le bailleur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 12 - Indemnisation de Plus-value au fermier sortant

Quelle que soit la cause de la cessation du bail, le preneur sortant qui a apporté des améliorations au fonds loué a droit, à l'expiration du bail, à une indemnité due par le bailleur. (L.461-15 du code rural)

Sauf en ce qui concerne les améliorations culturales et les améliorations foncières définies à l'article 2, alinéa 2 du présent contrat qui peuvent être effectuées sans l'accord du bailleur, **le preneur devra obtenir l'agrément préalable et par écrit du bailleur pour effectuer les constructions, les plantations, les ouvrages et les travaux de transformation du sol qu'il désirerait entreprendre sur la propriété affermée.**

Afin d'obtenir cette autorisation, le preneur devra notifier ses propositions au bailleur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en donnant toutes indications sur la nature, l'importance et l'évaluation approximative des impenses projetées ainsi que sur la date prévue pour le commencement de leur exécution.

En cas de refus du bailleur ou, à défaut de réponse de sa part dans les deux mois de la notification qui lui aura été faite par le preneur, celui-ci pourra alors saisir le Tribunal des Baux Ruraux qui aura le pouvoir d'autoriser les travaux envisagés, à moins que le bailleur ne décide de les exécuter à ses frais dans un délai fixé en accord avec le preneur. Ou, à défaut par le Tribunal des Baux Ruraux.

A la sortie des lieux, le preneur qui aura effectué des améliorations au fonds loué dans les conditions qui viennent d'être précisées aura droit pour ces améliorations à une indemnité, déductions faites des subventions, primes ou autres indemnités accordées pour les investissements.

Cette indemnité est fixée selon les normes exposées par l'article R 461-9 du Code Rural.

Article 13 - Décès du preneur

Si le preneur vient à décéder, les parties se référeront à l'article L.461-6 du Code Rural.

Article 14 - Résiliation du bail

La résiliation du bail pourra avoir lieu dans les conditions prévues aux articles L.461-5 et

L. 461-6 du Code Rural.

Article L461-5 modifié par loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art 98 du janvier 2006

Le bailleur ne peut faire résilier le bail que dans les cas suivants :

a) S'il apporte la preuve :

1° Soit de deux défauts de paiement ayant persisté à l'expiration d'un délai de trois mois après mise en demeure postérieure à l'échéance. Cette mise en demeure doit, à peine de nullité, faire mention de cette disposition ;

2° Soit d'abus de jouissance du preneur de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds ;

b) S'il veut changer la destination agricole sur des parcelles comprises dans le bail ; les dispositions de l'article L. 411-32 sont applicables.

Le fait que le preneur applique sur les terres prises à bail des pratiques ayant pour objet la préservation de la ressource en eau, de la biodiversité, des paysages, de la qualité des produits, des sols et de l'air, la prévention des risques naturels et la lutte contre l'érosion ne peut être invoqué à l'appui d'une demande de résiliation formée en application du présent article.

Article L461-6 modifié par loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 art 3 JORF 6.

En cas de décès du preneur, son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, ses ascendants et ses descendants qui participent à l'exploitation ou qui y ont participé effectivement et de façon continue pendant au moins un an au cours des cinq années qui ont précédé le décès bénéficient conjointement du bail en cours.

Ce dernier peut, toutefois, être attribué par le tribunal paritaire des baux ruraux au conjoint ou à l'un des ayants droit réunissant les conditions précitées. En cas de demandes multiples, le tribunal paritaire des baux ruraux se prononce en considération des intérêts en présence et de l'aptitude des différents postulants à gérer l'exploitation et à s'y maintenir.

Les ayants droit du preneur ont également la faculté de demander la résiliation du bail dans les six mois du décès de leur auteur.

La même faculté est accordée au bailleur lorsque le preneur ne laisse pas de conjoint ou d'ayant droit réunissant les conditions énoncées au premier alinéa du présent article.

La résiliation du bail peut encore être demandée par le preneur lorsque lui-même ou l'un des membres de sa famille indispensable au travail de la ferme est frappé d'incapacité de travail grave et permanente, lorsque la famille est privée, par suite de décès, d'un ou de plusieurs de ses membres indispensables au travail de la ferme ou lorsque le preneur est devenu propriétaire ou locataire d'une autre ferme qu'il doit exploiter lui-même.

MONTANT ET PAIEMENT DU FERMAGE

Le présent bail est concédé et accepté moyennant un fermage annuel dont la valeur est fixée à la somme de **MILLE DEUX CENT VINGT EUROS (1 220,00 €)**.

Le montant du fermage pourra être révisé annuellement tel que le prévoit l'arrêté préfectoral en vigueur.
Le paiement du loyer sera effectif à compter de la signature du bail.

Le preneur s'oblige à payer ledit fermage au bailleur en un seul terme chaque année avant le 31 décembre.

Au titre de l'année 2015 le preneur sera redevable de la somme de TROIS CENT CINQ EUROS (305 €) représentant une redevance pour le dernier trimestre de l'année 2015.

DROIT DE PREEMPTION

L'exercice du droit de préemption pourra avoir lieu dans les conditions prévues aux articles L461-18 à 23 du Code Rural.

CLAUSES GENERALES

En cas de non-paiement du fermage à son échéance, la somme due portera de plein droit des intérêts au taux légal en matière civile sans préjudice de son exigibilité et ce, à compter de la mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception du bailleur ou son mandataire.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties décident d'en référer d'abord aux textes législatifs en vigueur (loi N° 63-1236 du 17 décembre 1963, décret N° 66870 du 24 novembre 1966, loi N° 84-741 du 1^{er} août 1984) puis aux usages locaux qu'ils déclarent l'un et l'autre parfaitement connaître.

Les contestations qui pourraient surgir quant à la mise en application des dispositions du présent bail seront tranchées par le Tribunal des Baux Ruraux à la requête de la partie la plus diligente.

Au cas où une partie manifesterait le désir de mettre fin au présent bail, elle devra prévenir l'autre partie contractante de son intention 18 mois au moins avant la fin du bail :

- par exploit d'huissier dans le cas où le bailleur entend s'opposer au renouvellement ;
- par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le cas où le preneur n'entend pas renouveler le présent bail.

A peine de nullité, le congé doit mentionner les motifs allégués conformément aux dispositions de l'article L.461-14 du Code Rural.

A défaut de congé, le bail est renouvelé pour une durée de neuf ans dans les conditions prévues à l'article L.461-9 du Code Rural.

CONTROLE DES STRUCTURES

Le preneur déclare avoir une parfaite connaissance de la réglementation des structures des exploitations agricoles en vigueur dans le département de la Martinique.

En tout état de cause, en application de l'article L331-6 du code rural, le présent contrat est conclu sous la condition suspensive du respect par le preneur des formalités exigées, et de l'obtention de l'autorisation définitive éventuellement nécessaire.

FRAIS - ENREGISTREMENT

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, seront supportés et acquittés par le preneur qui s'y oblige.

Les parties requièrent l'enregistrement des présentes par période triennale.

Dont acte établi sur 7 pages.

A....., le

Le bailleur

A....., le

Le preneur

La collectivité Territoriale
Monsieur le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-83-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-83-1 **AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017**

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS
AU TITRE DE L'ANNÉE 2016**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 relative au budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;
- Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
- Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Chambre d'Agriculture de Martinique une subvention d'un montant de six cent vingt-huit mille cent quarante-deux euros soixante-quinze centimes (628 142,75 €) pour l'organisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Collectivité Territoriale
Martinique



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-83-1

**CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION
DE SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016**

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°XXXX portant attribution d'une subvention à la Chambre d'Agriculture pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016 ;

ENTRE, d'une part,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

représentée par son Président, M. Alfred MARIE-JEANNE,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sis Rue Gaston Defferre CS 30137 – 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX,

ET, d'autre part,

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE

Ci-après dénommée la Chambre d'Agriculture,
représentée par son Président, Monsieur
dont le siège est situé à Place d'Armes – BP 312 – 97286 LE LAMENTIN CÉDEX 02

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1/ OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention allouée à la Chambre d'Agriculture de Martinique.

ARTICLE 2/ NATURE ET ÉTENDUE DE L'OPÉRATION

La Collectivité Territoriale de Martinique décide d'accorder à la Chambre d'Agriculture de Martinique une subvention plafonnée à **SIX CENT VINGT HUIT MILLE CENT QUARANTE DEUX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (628 142,75 €)** pour la réalisation de son programme d'actions de l'année 2016.

ARTICLE 3/ COUT DES ACTIONS

Le programme d'actions dont le budget a été évalué à 1 274 595 € vous est présenté à titre indicatif dans le tableau suivant :

Actions	Finalités et objectifs
<u>Action 1 :</u> Accompagner la gestion quantitative de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> ▪Apprécier l'impact quantitatif des prélèvements à usage agricole sur le milieu, ▪Sécuriser l'approvisionnement en eau et réduire la pression sur la ressource, ▪Accompagner la maîtrise d'une irrigation plus performante, ▪Promouvoir la construction ou l'installation de retenues d'eau.
<u>Action 2</u> Accompagner le développement et la structuration de l'Agriculture Biologique	<ul style="list-style-type: none"> ▪Développer la filière Agriculture Biologique, ▪Communiquer sur l'AB auprès des agriculteurs conventionnels, ▪Appuyer le développement de démarches collectives structurantes.
<u>Action 3</u> Accompagner les actions de préservation du foncier agricole	<ul style="list-style-type: none"> ▪Protéger le foncier agricole pour pérenniser l'activité agricole, ▪Contenir la déprise agricole
<u>Action 4</u> Adapter les bâtiments d'exploitations aux exigences réglementaires et aux conditions locales	<ul style="list-style-type: none"> ▪Disposer de bâtiments agricoles fonctionnels répondant aux normes techniques environnementales et sanitaires, ▪Accompagner les projets de bâtiments agricoles répondant aux normes.
<u>Action 5</u> Accompagner la création, le développement et la transmission d'exploitations viables	<ul style="list-style-type: none"> ▪Contribuer au renouvellement des générations et au développement d'exploitations viables, ▪Accompagner la phase créations d'entreprises, ▪Renforcer le suivi post installation, en l'adaptant notamment aux spécificités du projet, ▪Accompagner la transmission.
<u>Action 6</u> Améliorer la valorisation des races locales	<ul style="list-style-type: none"> ▪Améliorer la valorisation des races locales [Mouton Martinik et Zébu Brahman], ▪Améliorer les performances, ▪Promotion des produits et des méthodes de production.
<u>Action 7</u> Gouvernance du programme	<ul style="list-style-type: none"> ▪Coordonner le programme dans le cadre des priorités définies au niveau régionale ▪Apporter un appui aux chefs de projets ▪Gérer la réalisation du programme : prévisionnels, comptes rendus, communication ▪Coordonner l'évaluation des actions
<u>Action 8</u> Accompagner les changements de pratiques agricoles vers la durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪Développer des modes de conduite de production au service de systèmes performants économiquement, environnementalement et socialement ▪Couvrir par le conseil divers besoins exprimés [techniques et moyens de production/agronomie (sol, fertilisation)/protection sanitaire/qualité, performance et environnement/gestion économique et administrative/ projets/stratégie et organisation]
<u>Action 9</u> Accompagner les agriculteurs par le transfert de connaissances	<ul style="list-style-type: none"> ▪Développer des modes de conduite de production, au service de systèmes performants économiquement, environnementalement et socialement ▪Diffusion de connaissances dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> - les techniques de production (animales, végétales...) - moyens de production (infrastructures, eau, machinisme...) - agronomie (sol, fertilisation) - protection sanitaire (PPP, Vétro) - qualité, performance et environnement - gestion économique et administrative - projets (création, installation, modernisation) - -stratégie et organisation
<u>Action 10</u> Accompagner des exploitants agricoles bénéficiaires de foncier de la Collectivité de Martinique	<ul style="list-style-type: none"> ▪Optimiser et dynamiser la valorisation des terrains agricoles de la Collectivité de Martinique afin d'impulser une dynamique foncière structurée et reproductive, ▪Favoriser une utilisation optimale du foncier de la CTM pour le développement de la production locale.
<u>Action 11</u>	Amener les éleveurs à satisfaire à leurs obligations réglementaires par un suivi guidé par

Identification et traçabilité en productions animales	l'intérêt général : garantir l'origine Martinique auprès des consommateurs par la traçabilité.
MONTANT TOTAL	1 274 595 € dont 628 142,75 € de subvention de la CTM .

ARTICLE 4/ PLAN DE FINANCEMENT

A titre indicatif le plan de financement du programme d'actions vous est présenté dans le tableau suivant :

CTM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE [CasDAR]	TOTAL
628 142,75 €	203 863,25 €	442 589,00 €	1 274 595,00 €

La Collectivité Territoriale de Martinique a décidé de contribuer à concurrence **SIX CENT VINGT HUIT MILLE CENT QUARANTE DEUX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (628 142,75 €)** représentant 49% des dépenses prévisionnelles éligibles.

Ce projet, dont le montant éligible est évalué à 1 274 595 €, étant prévisionnel, le montant définitif de l'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique sera recalculé en fonction des dépenses effectivement réalisées, dans la limite de 628 142,75 €

ARTICLE 5/ OBLIGATION DES PARTIES

1) La Chambre d'Agriculture

La Chambre d'Agriculture s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la collectivité ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le non-respect par la Chambre d'Agriculture des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention et le reversement des sommes déjà perçues.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à la Chambre d'Agriculture de Martinique une subvention d'un montant de **SIX CENT VINGT HUIT MILLE CENT QUARANTE DEUX EUROS ET SOIXANTE QUINZE CENTIMES (628 142,75 €)** prélevée au chapitre 936 6312 article 657381 du budget.

ARTICLE 6/ MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Cette subvention globale fera l'objet des versements suivants :

- une avance de 30%, soit 188442,825 € dès que la présente convention sera exécutoire,
- le solde sur présentation d'un rapport financier ainsi qu'un rapport d'activité définitif de l'année 2016, datés, visés et certifiés exact par le Président de la Chambre d'Agriculture de Martinique.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7/ DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de signature par les deux parties.

Toutefois, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'UN (1) MOIS, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8/ LITIGES

Les contestations qui s'élèveraient entre les contractants au sujet de l'exécution ou l'interprétation du présent contrat, seront soumises à défaut d'accord amiable au Tribunal Administratif de Fort-de-France.

ARTICLE 9/ PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n° 16-xxx-1 du xx 2016 de la Collectivité Territoriale de Martinique,

Fait à Fort-de-France, le

(en trois exemplaires originaux)

M. Alfred MARIE-JEANNE

Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

M.

Président de la Chambre d'Agriculture
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-84-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-84-1
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

**PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE
À LA SAEM-PRSM DU GALION POUR LA CAMPAGNE 2017**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Un avis favorable est donné pour l'engagement d'une enveloppe prévisionnelle d'un montant de un million six cent mille euros (1 600 000 €) au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au complément de prix de la tonne de canne livrée à la SAEM-PRSM du Galion pour la campagne 2017, dite aide à la balance.

ARTICLE 2 : Cette somme est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée comme suit à titre indicatif :

- En 2017 : la totalité dès que la délibération est rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Les fonds de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) sont versés à l'Agence de Service et de Paiement (ASP), établissement public ayant la charge d'allouer la prime aux planteurs, dans la limite des dotations reçues de la CTM.

Les frais de gestion correspondant à la prestation effectuée par l'ASP sont à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention telle annexée, avec l'Agence de Service et de Paiement (ASP) et la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-84-1



Agence de Services
et de Paiement

CONVENTION CTM-2017

Nom de la collectivité ou de l'organisme financeur :
Collectivité Territoriale de Martinique

Date de signature :

Dispositifs concernés : Complément de rémunération de la tonne de canne livrée à la SAEM du Galion pour la campagne 2017 (Aide à la balance)

CONVENTION CTM-2017

Vu le Règlement (UE) n°228/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 13 mars 2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n°247/2006 du Conseil ;

Vu l'ordonnance n°2012-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Vu le Décret n°2012-340 du 27 mars 2009 relatif à l'Agence de services et de paiement à l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer et à l'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer;

Vu le Décret n° 2011-1927 du 22 décembre 2011 relatif à la mise en œuvre d'aides à la filière sucrière des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération n° XXXXXX du XXXXXX portant sur la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'aide à la balance – campagne 2017 ;

Vu la « Convention Canne », convention tripartite industriels – planteur-Etat relative aux conditions d'achat de la canne à sucre par l'industriel aux agriculteurs producteurs de canne à sucre à la Martinique et aux modalités d'attribution des aides de l'Etat à la filière, du 29 mars 2016.

Il est convenu ce qui suit

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) – Rue Gaston Defferre BP 601 97200 FORT-DE-FRANCE, représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

Et

La Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF). Jardin Desclieux BP 642,97 662 FORT-DE-FRANCE, représentée par son Directeur, Monsieur

d'une part

Et

L'Agence de services et de paiement (ASP), ayant son siège social au 2 rue du Maupas – 87040 LIMOGES Cedex 1, représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur

d'autre part

Article 1^{er} – Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM confie à l'ASP la gestion de sa participation au financement de l'aide à la balance pour la campagne 2017.

L'aide à la balance est un complément de rémunération de la tonne de canne livrée à la SAEM du Galion (sucrierie) destinée à compenser les handicaps structurels de la production dans le contexte de la Martinique. Celle-ci est financée par l'Etat et la CTM.

La CTM s'est engagée à contribuer au financement de l'aide à la balance par délibération du XXXXXX n° XXXXXX .

Article 2 – Rôles des parties à la convention

Les fonds affectés par la CTM sont utilisés par l'ASP pour le paiement des planteurs livrant à la SAEM du Galion.

La DAAF certifie les calculs faits par le CTCS conformément au protocole de l'annexe 2 pour déterminer le montant de l'aide à la balance dû à chaque planteur.

En transmettant à l'ASP, les listings visés, la DAAF autorise l'ASP à mettre en paiement la part de la CTM en complément de la part Etat.

Dans le cas particulier du CTCS, qui détermine les montants de l'aide à la balance tout en étant bénéficiaire de l'aide, la DAAF confirmera la richesse en canne mesurée et les calculs faits par le CTCS pour lui-même

L'ASP est responsable de la régularité de l'ensemble des paiements.

Article 3 - Modalités d'attribution des aides individuelles et modalités de paiement

Les modalités d'attribution des aides et de paiement sont décrites en annexe 1 de la présente convention.

Article 4 – Ordre de recouvrer et recouvrement des indus

En cas de constat d'anomalie, une décision de déchéance des droits partielle ou totale, avec demande de remboursement est prise par la DAAF. Le montant du remboursement est déterminé par la DAAF pour la part d'aide de la CTM.

La DAAF notifie la décision au bénéficiaire et en communique une copie à la CTM, ainsi qu'à l'ASP.

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, de leur recouvrement et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 (articles 192 et 193) relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

L'ASP instruit les demandes de remises gracieuses exprimées par les débiteurs et dans le cadre des procédures en vigueur dans l'établissement, décide soit d'accorder une remise gracieuse totale ou partielle, soit de rejeter la demande. Il informe la CTM des décisions prises.

Les demandes de remises gracieuses des personnes morales ne sont pas admises, sauf décision exprimée par la CTM. L'ASP notifie aux débiteurs les décisions.

Lorsque l'insolvabilité du débiteur est constatée ou en cas de recherches infructueuses, l'ASP est compétente pour prononcer les admissions en non valeurs. L'ASP informe la CTM des décisions prises.

Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur dans le cadre de la convention sont à la charge de la CTM ainsi que les frais de poursuite non recouvrés.

Article 5 - Dispositions financières

La participation financière de la CTM pour la campagne 2017 est de ~~XXXXXXX~~ 1 600 000 € (un million cinq cent mille euros). Si cette enveloppe s'avère insuffisante pour assurer l'intégralité des paiements de la campagne, elle peut être ~~à~~ bondée par avenant en cours de campagne.

Le cas échéant, et sur décision de la CTM, le reliquat de fin de campagne 2017 pourra être redistribué aux producteurs de canne à sucre sous la forme d'un complément d'aide à la balance (aide ~~exceptionnelle~~ exceptionnelle).

, La part de la CTM est versée sur la base de ~~XXX~~ 27,60 € la tonne de canne à 8 de Coefficient de Paiement, hors complément d'aide à la balance (aide ~~exceptionnelle~~),

Article 6 - Mise à disposition des fonds

Le versement des fonds (crédits d'intervention) de la CTM se fera en une seule fois à la signature de la convention.

En cas d'abondement de l'enveloppe durant la campagne, le versement des fonds (crédits d'intervention) de la CTM se fera en une seule fois à la signature de l'avenant.

Le versement est à effectuer sur le compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'ASP à :

Trésorerie Générale de la Martinique
Jardin Desclieux – BP 645/655
97263 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Numéro de compte :

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des fonds reçus.

L'ASP fournira annuellement à la CTM un compte d'emploi relatif aux crédits d'intervention gérés, certifié par son Agent comptable.

Article 7 – Frais de gestion

Les frais de gestion correspondant à la prestation effectuée par l'ASP sont fonction du nombre de dossiers payés et sont calculés, pour quatre paiements au maximum, sur la base de :

- XXX euros (nets de taxes) par dossier déjà constitué en 2016
- XXX euros (nets de taxes) pour les éventuels nouveaux dossiers à créer en 2017

Ces frais de gestion seront versés en une fois par la CTM à l'ASP en fin de campagne, sur présentation par l'ASP d'une facture et sur la base d'un état précisant le nombre de dossiers payés.

Les frais de gestion feront l'objet d'une actualisation annuelle en fonction de l'indice INSEE des prix à la consommation (tous ménages hors tabac). L'ASP informera, par courrier, la CTM de l'augmentation des tarifs au début de chaque nouvelle campagne.

Article 8 - Qualité des signataires

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement, la DAAF, transmettra à l'ASP, avant tout commencement d'exécution, la liste des agents habilités à signer, par délégation du Directeur, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues à la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

La DAAF s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure de nouvelles nominations et/ou changements de fonctions. En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP serait dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

Article 9 - Durée - Clôture

La présente convention prend effet à compter du XXX/2017 jusqu'au XXX /2017.

Au terme de l'opération et au vu d'un bilan financier global établi par l'ASP qui sera visé par l'Agent Comptable, le solde de trésorerie est reversé à la CTM. A cette date, l'ASP poursuit le recouvrement des ordres de recouvrer.

A chaque fin d'exercice comptable postérieur à la date du dernier paiement, le solde des sommes recouvrées est reversé à la CTM. La clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement de tous les ordres de recouvrer et lorsque la totalité des crédits confiés à l'ASP seront soldés.

Article 10 - Contentieux :

En cas de contentieux, c'est le tribunal administratif de la circonscription du siège de l'ASP qui est compétent.

Fait à Fort-de-France, le

en cinq exemplaires originaux.

Le Président du Conseil Exécutif

Le Directeur de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

Alfred MARIE-JEANNE

Le Président Directeur Général de l'ASP et par délégation
la Directrice Régionale de l'ASP Martinique

Pièce jointe :

Annexe 1_ : Schéma de procédure

Annexe 2 : Protocole fixant le mode de détermination du coefficient de paiement des cannes
à la richesse en saccharose



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-85-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-85-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE (SICA) CANNE UNION - UNION DES PRODUCTEURS DE CANNE DE LA MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à SICA Canne Union - Union des producteurs de canne de la Martinique une subvention d'un montant de cent mille euros (100 000 €) pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées dans la convention ayant pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention, ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-85-1



REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION N° XXXXX

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention allouée à la
La SICA Canne UNION dans le cadre du financement de son programme d'actions au titre de
l'année 2016

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif,
agissant aux termes de l'arrêté délibéré n° 16-336-1 du 23 novembre 2016.

Et

La SICA CANNE UNION représentée par son Président

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de **CENT MILLE EUROS (100 000 €)** allouée à la SICA-CANNE UNION pour la mise en œuvre de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

Article 2. Financement

A titre indicatif les actions prévues sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Actions	Objectifs et résultats attendus
Élaboration de plans de récolte des parcelles chez les fermiers du Galion	Élaborer des plans de coupe en fonction des richesses saccharines afin d'améliorer le revenu du planteur

Programme d'entretien des parcelles, suivi et conseils de désherbage	Permettre aux petits planteurs de bien utiliser les herbicides par la connaissance de leurs actions sur les mauvaises herbes afin d'augmenter les rendements agronomiques
Fractionnement de la fumure	apport en deux fois permettant d'éviter le lessivage des éléments fertilisants nécessaires à la constitution des rendements agronomiques et en sucre
Montage de dossiers du PDRM	Dossiers replantations - permettre aux petits planteurs de déposer des dossiers conformes
Montage des dossiers d'aide sociale	Dépôt de dossiers complets dans les délais fixés
Montage des dossiers d'aide au transport	Dépôt de dossiers complets dans les délais fixés

Article 3. Obligations des parties

1°) - La SICA CANNE UNION

La SICA CANNE UNION, s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des actions prévues ;
- utiliser la subvention uniquement pour la réalisation du projet en cause et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes ;
- mentionner le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués.

Le non-respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2°) - La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique **s'engage** à mandater à la SICA CANNE UNION une subvention de **CENT MILLE EUROS (100 000 €)**, prélevée au chapitre 936-6312, article 6312

Article 4. Modalités de versement de la subvention

Cette subvention globale fera l'objet d'un versement sur présentation :

- du rapport d'activité de l'exercice 2016 détaillant les actions
- du bilan et compte de résultats de l'exercice 2016, contrôlés par un expert-comptable et validés par l'Assemblée Générale correspondante.

Article 5. Délai

Un délai de vingt-quatre mois (24) mois, à compter de la notification de la présente convention est ouvert au bénéficiaire pour la réalisation intégrale de l'opération ainsi que pour la remise, à

la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'ensemble des documents nécessaires à sa clôture comptable.

Article 6. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le maître d'ouvrage.

Article 7. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°xxxxx du xxxx de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Fait à Fort-de-France,
en quatre exemplaires originaux,

**Pour la SICA CANNE
UNION**

**Pour la collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-86-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-86-1
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

**PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA SUBVENTION
ALLOUÉE À LA CUMA MALGRE TOUT**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-479-1 du 17 avril 2012 portant octroi d'une subvention à la CUMA MALGRE TOUT dans le cadre de son plan de relance ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le courrier de la CUMA MALGRE TOUT en date du 30 janvier 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la levée de la déchéance quadriennale affectant la subvention d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000 €) attribuée à la CUMA MALGRE TOUT par la délibération du Conseil régional de Martinique n° 12-479-1 du 17 avril 2012.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la nouvelle convention y afférente.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n°17-86-1

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION N° xxx

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention à la **CUMA MALGRE TOUT** dans le cadre de son plan de relance.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes de la délibération n°xxxx du xxxxx.

Et

La **CUMA MALGRE TOUT**, sise à la SARL Exploitation Agricole du Galion – 97220 TRINITE, représentée par son Président

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière régionale allouée à la **CUMA MALGRE TOUT** au titre de son plan de relance.

Article 2. Coût et financement

Ce plan de relance dont le budget prévisionnel pour 3 années, est arrêté à 180.000 € est financé à hauteur de 80.000 €, par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 3. Obligations des parties

1°) la CUMA MALGRE TOUT

La **CUMA MALGRE TOUT**, s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions ;
- utiliser la subvention uniquement pour la réalisation du projet en cause et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle du Conseil régional, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes ;
- mentionner le concours financier de la Région, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de

- réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- fournir un état d'avancement des travaux pour permettre le déblocage des fonds alloués ;
- faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués,

Elle déclare en outre avoir recherché auprès des autres partenaires énumérés à l'article 2, les subventions, dons nécessaires à l'équilibre du plan de financement.

Le non-respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale du Conseil régional, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2°) – La Collectivité Territoriale de Martinique

Pour la réalisation de ces actions, la Collectivité Territoriale de Martinique **s'engage** à verser à la CUMA MALGRE TOUT une subvention plafonnée à **QUATRE VINGT MILLE EUROS (80.000 €)** et prélevée au chapitre 936-6312 article 6574 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4. Modalités de versement de la subvention

La subvention fera l'objet des versements suivants :

- ✓ 70%, soit un montant de 56 000,00 € ayant déjà fait l'objet d'un versement ;
- ✓ Le solde sera versé sur présentation des documents suivants :
 - Les rapports d'activité relatifs aux exercices 2012, 2013 et 2014 et validés par le Président de la CUMA MALGRE TOUT.

Article 5. Délai

Un délai de dix huit mois (18) mois, à compter de la notification de la présente convention est ouvert au bénéficiaire pour la réalisation intégrale de l'opération ainsi que pour la remise, au Conseil régional, de l'ensemble des documents nécessaires à sa clôture comptable.

Article 6. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Conseil régional pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le maître d'ouvrage.

Article 7. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°xxxx du xxxx,

Fait à Fort-de-France, en quatre exemplaires originaux.

**Pour la CUMA
MALGRE TOUT,**

Le Président

**Pour la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président du Conseil exécutif

ANNEXE

Récapitulatif des actions envisagées dans le cadre du plan de relance de la CUMA MALGRE TOUT

<i>Administratif</i>
Païement de l'aide à la balance (avance de trésorerie pour les planteurs)
Mise à jour des statuts de la CUMA
Demande d'une aide technique partielle
<i>Technique</i>
Relance de la production par des actions techniques
Renouvellement du parc de matériel
Revoir l'organisation du personnel
Organisation du ramassage des cannes par individus et par zones
<i>Financier</i>
Révision des parts des associés et revalorisation du capital
Augmentation des frais d'approche
Augmentation du prix du transport des cannes
Demande d'une subvention d'équilibre au Conseil régional

Article 7. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- l'arrêté délibéré n° 17-56-1 du 19 janvier 2017.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-87-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-87-1
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

**PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LAKANSYEL
POUR SA DÉMARCHE DE CERTIFICATION
(AIDE AU CONSEIL)**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six mille huit cent vingt-sept euros cinquante centimes (6 827,50 €), soit 50% du budget prévisionnel, à l'association LAKANSYEL pour sa démarche de certification.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée selon les modalités suivantes :

- 80%, soit 5 462€, lorsque la présente délibération est exécutoire ;
- le solde, soit 1 365,50 €, sur demande de solde accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses certifié par l'ordonnateur et des factures correspondantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-88-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-88-1

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES SOCIÉTÉS MARTINIQUAISES DE SPORTS ATHLÉTIQUES (U.S.M.S.A)

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission sports le 4 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent soixante-dix mille euros (270 000 €) à l'Union des Sociétés Martiniquaises de Sports Athlétiques (U.S.M.S.A) au titre de l'exercice 2017 dans le cadre de la gestion du stade Louis Achille.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Annexe à la délibération n°17-88-1



CONVENTION SN°

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

L'UNION DES SOCIETES MARTINIQUAISES DES SPORTS ATHLETIQUES -U.S.M.S.A-
représentée par son président, Monsieur dont le siège est sis
au

Stade Louis Achille
97200 FORT DE FRANCE

désigné dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique allouée à l'Union des Sociétés Martiniquaises des Sports Athlétiques dans le cadre de la gestion du stade Louis Achille au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n° 17-..... de l'assemblée de Martinique du, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (270 000 €).

2/ Le mandatement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 90% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des comptes certifiés par le Commissaire aux comptes.

3/ La somme mandatée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du co-contractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du co-contractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cette opération.

2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs à cette action.

☞ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.

☞ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.

3) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté.

4) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

5/ Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique un compte rendu d'exécution ainsi que tous documents permettant d'apprécier l'utilisation de la subvention ;

6/ Fournir régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales ainsi que toutes les / modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau ;

7/ Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. L'USMSA paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-89-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-89-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AU COMITÉ RÉGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DES JEUX DES ILES 2017

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission sport le 4 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent mille euros (200 000 €) au Comité Régional Olympique et Sportif de Martinique pour l'organisation des Jeux des îles 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-90-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique DÉLIBÉRATION N° 17-90-1 AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE VOLLEY-BALL DE MARTINIQUE ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE EXCEPTIONNELLE POUR L'ORGANISATION DU 1^{ER} TOUR QUALIFICATIF DU CHAMPIONNAT DU MONDE DU GROUPE A SENIORS MASCULINS

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1532-15 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la ligue martiniquaise de volley-ball pour l'organisation du championnat de la Caraïbe sénior masculin 2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture ...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission sport le 4 avril 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention d'un montant de dix mille euros (10 000 €) allouée à la Ligue de Volley-Ball de Martinique par délibération du Conseil régional de Martinique n°15-1532-15 du 24 septembre 2015 est réaffectée à l'organisation du 1^{er} tour qualificatif du championnat du groupe A seniors masculins.

ARTICLE 2 : Est attribuée une subvention complémentaire exceptionnelle de dix mille euros (10 000 €) à la Ligue de Volley-Ball de Martinique pour l'organisation du 1^{er} tour qualificatif du championnat du groupe A seniors masculins en 2016.

Cette aide porte à vingt mille euros (20 000 €) la participation financière totale de la Collectivité Territoriale de Martinique à cette compétition.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde sur présentation du bilan financier de l'opération certifié par le président et le trésorier de la Ligue.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-91-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-91-1
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT PASSATION D'UN AVENANT N°1 À LA CONVENTION PASSÉE ENTRE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'ADAPTATION D'ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE LIÉS À LA RÉALISATION DE LA LIGNE DE BUS À HAUT NIVEAU DE SERVICE DANS LE CADRE DU TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE (TCSP)

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la convention entre la Ville de Fort-de-France et le Conseil régional de la Martinique pour l'adaptation d'équipements de la ville liés à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service TCSP, notifiée le 09 octobre 2014 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'un avenant à la convention passée entre la ville de Fort-de-France et la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'adaptation d'équipements de la ville liés à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service dans le cadre du Transport en Commun en Site Propre (TCSP).

ARTICLE 2 : L'avenant mentionné à l'article 1 a pour objet de compléter la convention passée entre la ville de Fort-de-France et le Conseil régional (subrogé dans ses droits et obligations par la Collectivité Territoriale de Martinique) sur les conditions techniques, financières et de programmation de la réalisation par la ville des prestations et travaux sur son système de gestion centralisé des feux tricolores rendus nécessaires par l'opération TCSP.

ARTICLE 3 : Le montant de l'avenant s'élève à six cent quarante neuf mille deux cent quatorze euros trente sept centimes (649 214,37 €) TTC, répartis comme suit :

- Collectivité Territoriale de Martinique : 357 682,67 € TTC.
- Ville de Fort-de-France : 291 531,70 € TTC.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

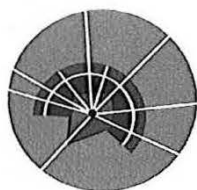
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-91-1



Ville de Fort-de-France



**AVENANT A LA CONVENTION
ENTRE
LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE
ET
LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
POUR L'ADAPTATION D'EQUIPEMENTS DE LA VILLE LIES A LA
REALISATION DE LA LIGNE DE BUS A HAUT NIVEAU DE
SERVICE DANS LE CADRE DU TCSP**

AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE E MARTINIQUE POUR L'ADAPTATION D'EQUIPEMENT DE LA VILLE LIES A LA REALISATION DE LA LIGNE DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE DANS LE CADRE DU TCSP

Entre :

La ville de FORT-DE-FRANCE, représentée par Monsieur Didier LAGUERRE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal, également ci-après dénommée « la Ville » d'une part

Et

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil exécutif agissant en vertu de la délibération N°15-0003 du 18 décembre 2015 de l'assemblée Territoriale de Martinique, également après dénommée « La CTM » d'autre part,

PREAMBULE

Le projet de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) prévoit la création d'un site propre dédié à la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) dont l'itinéraire emprunte un parcours allant de FORT-DE-FRANCE au LAMENTIN et circulant sur le territoire communal de FORT-DE-FRANCE.

Dans le cadre du début des travaux du TCSP, la nécessité d'adapter le système de régulation des feux de la ville de FORT-DE-FRANCE a été identifiée, ceci afin de garantir au TCSP, un passage prioritaire aux carrefours traversés.

A cette fin, le système centralisé de gestion des feux tricolores « EULALIE », propriété de la Ville et géré par ses services, doit ainsi être adapté et étendu à tous les carrefours à feux franchis par les lignes du TCSP, pour en assurer la fluidité mais également garantir une optimisation de la sécurité et une bonne gestion des circulations routières, piétonnes.

Une convention relative aux adaptations nécessaires du système de régulation des feux de la ville de FORT-DE-FRANCE et leur financement, a été conclue le 09 octobre 2014 entre la Ville de Fort-de-France et le Conseil Régional de Martinique.

Cette convention portait sur le tronçon 1 (section 2) du TCSP, entre Dillon et la place François Mitterrand et sur 7 des carrefours situés sur ce tronçon.

Le présent avenant N° 1 à cette convention prend en compte des adaptations nécessaires en phase travaux et de nouveau carrefours (carrefours Thélus LERRO, rue Schœlcher...), en vue d'optimiser la coordination de la SLT (Signalisation Lumineuse Tricolore) et la sécurité des usagers du domaine public.

L'annexe N°2 englobe l'ensemble des carrefours, y compris ceux étudiés dans la convention initiale et qui font l'objet d'une optimisation, la prise en compte de nouveaux carrefours et de la nouvelle architecture technique du poste de commande et les différents raccordements nécessaires au bon fonctionnement du système de régulation EULALIE.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET DE L'AVENANT À LA CONVENTION

Le présent avenant N°1 à la convention initiale conclue le 09 octobre 2014 entre la Ville de Fort-de-France et le Conseil régional de Martinique, a pour objet de compléter celle-ci sur les conditions techniques, financières et de programmation de la réalisation par la Ville, des prestations et travaux sur son système de gestion centralisé des feux tricolores rendus nécessaires par l'opération TCSP.

Article 2 - PROGRAMME ET PERIMETRE D'INTERVENTION

2.1- Coordination avec la maîtrise d'œuvre TCSP et complémentarité avec le marché SLT la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les prestations sous la responsabilité de la Ville s'inscrivent en complément du marché SLT.

Les travaux concernent des prestations intellectuelles pour délivrer « clef en main » un système centralisé de commandes des feux selon le procédé de priorité absolue ayant fait l'objet d'un dépôt de brevet numéro FR 0303330 du 19 MARS 2003, et publié le 24 Septembre 2004 (BOPI2004-39) sous le numéro FR 2852724.

La Ville s'engage à délivrer tous les compléments au marché SLT afin de garantir, pérenniser le fonctionnement optimal de la priorité absolue du TCSP en harmonie avec la circulation générale.

2.2- l'adaptation du réseau « EULALIE »

Les prestations et travaux correspondant à la participation financière définie à l'article 4 ci-dessous, concernent, de manière synthétique, les études et la réalisation des déviations provisoires et définitives des câbles de fibres optiques du réseau «EULALIE » sur les sites décrits dans l'Annexe N° 2, y compris toutes sujétions de câblages, d'équipements de raccordement, d'interruptions des services, d'interventions sur le cœur du système, et tests.

Les prestations et travaux comprennent également les refontes, adaptations et extensions du système de régulation centralisée du trafic, consécutives à la prise en compte des axes BHNS.

Ces prestations comprennent également l'étude des installations de matériels, modification ou création de logiciels, nécessaires au rétablissement des conditions de fluidité du trafic aux abords du tracé du TCSP avec prise en compte des autres bus urbains.

Elles comprennent, enfin, le raccordement et la prise en compte sur le système centralisé de l'ensemble des carrefours à feux situés sur le tracé BHNS, préalablement étudiés, reconfigurés et équipés par la région son mandataire et ses maîtres d'œuvre.

Les prestations concernées sont effectuées lors des phases suivantes du planning général de l'opération TCSP :

- Travaux provisoires,
- Exécution et réception.

Les prestations entre deux collectivités sont réparties comme suit :

MOG ET MOEG CTM MM	VILLE
Phase travaux provisoires	
Dévoisement du réseau de transmissions	Dossier de régulation provisoire
Fournitures et installations des carrefours en chantier (y compris les transmissions avec le PC EULALIE)	Programmation des carrefours selon les différentes configurations du chantier et d'après le dossier de régulation
Maintenance des équipements	
Phase exécution et réception	
Plan d'installation	Dossier de régulation
Fournitures et pose de supports et signaux	Fournitures et pose équipements/ Transmissions
Fournitures et pose Armoires/Châssis/Contrôleurs	Essai et priorité absolue pour le TCSP
Pose et fournitures des câbles	Programmation pour la circulation générale
Mise en service routière	Adaptation du PC et raccordements
Dossier des ouvrages exécutés	

2.3 – Périmètre d'intervention

Les carrefours à prendre en compte sont situés :

- Sur le tracé du TCSP
- Aux abords du TCSP s'ils sont impactés du point de vu des fonctions de régulation par sa création.

Le nombre de carrefours à traiter est de 33 (modifiés ou nouveaux). Ils figurent en Annexe N°2.

La ville sera compétente sur l'ensemble du tracé du TCSP situé sur son territoire.

Article 3 – MODALITES DE GESTION DES ETUDES ET DES CONDITIONS DE REALISATIONSD E TRAVAUX

3.1 – Gestion de projet

Compte tenu de la nécessité de respecter les objectifs prioritaires de l'opération TCSP, La CTM assurera une mission de coordination générale des maîtrises d'ouvrages sur les travaux objet de la présente convention, en fonction des impératifs techniques, financiers et de calendrier de l'opération TCSP.

Toutefois, les prestations réalisées par la Ville nécessitant une gestion de projet par cette dernière, elle a désigné la Direction de l'Éclairage Public & Signalisation Routière et qui sera l'interlocuteur privilégié avec les parties concernées et assurera la coordination des activités.

Les réunions liées aux travaux SLT sont pilotées et animées par la CTM en collaboration avec la Ville. Seront conviés :

- la Maîtrise d'Ouvrage Générale,
- la Maîtrise d'œuvre Générale,
- les opérateurs des interfaces techniques.

La présence des intervenants indiqués ci-dessus aux réunions organisées par la CTM et la Ville fait suite à une convocation ponctuelle ou régulière aux :

- réunions techniques,
- présentations d'étapes,
- étapes d'avancement,
- étapes de synthèse.

3.2 – Calendrier d'intervention

La coordination des travaux du marché de SLT sera basée sur les exigences suivantes :

Les études d'exécution permettent une réalisation des travaux d'infrastructures en temps et en heure :

- 1) PRO fourni par la Région
- 2) Des secteurs pourront être anticipés tout comme la conception des boucles, l'implantation de signaux, l'emplacement des armoires pour la synthèse des émergences et des réseaux ;
 - Les travaux d'infrastructure par MOEG mettent à disposition les carrefours routiers progressivement dès que les travaux sont achevés.
 - Le poste central doit être opérationnel pour les essais d'ensemble ;
 - La priorité absolue est appliquée par le PC EULALIE pour les essais d'ensemble avec les réglages de démarrage (selon les dossiers de régulation et la marche type) ;
 - L'exploitant met en œuvre les moyens pour que la marche type des véhicules permettant la vitesse commerciale cible soit atteinte au plus tard six mois après le démarrage de la marche à blanc.

Les réglages de paramètres de priorité des B.H.N.S aux carrefours commenceront dès les premiers essais de véhicule en ligne et seront effectués par la ville de Fort-de-France.

La ville de Fort-de-France procédera aux réglages de la régulation de circulation générale pendant toute la période de la marche à blanc, et si nécessaire après la mise en service commerciale.

Article 4- COÛT PREVISIONEL DES AMENAGEMENTS ET MONTANT DE LA PARTICIPATION

Suivant les études préliminaires et les projets réalisés par la Ville, le coût global des modifications d'équipement dont le programme est défini à l'article 2 et dans l'Annexe N° 2 est indiqué à l'annexe N°1.

La convention notifiée le 09 octobre 2014 prévoyait, sur la base des premiers impacts identifiés, la somme de 450.000€.

Le présent avenant complète la convention initiale d'un montant de 649 214,37 € TTC avec la répartition financière jointe en annexe 1, incluant entre autres :

- La deuxième phase du marché de SLT,
- Les travaux d'optimisation du PC,
- Les travaux de raccordement des différentes liaisons de fibre optique,
- Les formations des agents concernés.

La Ville de Fort-de-France présentera régulièrement à la CTM l'état financier prévisionnel mis à jour et, en fin des travaux, le bilan financier définitif de l'opération.

Article 5 – MODALITES DE PAIEMENT

La CTM procèdera au mandatement, dans un délai de 30 jours à réception des demandes de paiement, des sommes dues, au crédit du compte ouvert au nom de la Ville auprès du Trésorier Principal Municipal de FORT-DE-FRANCE.

Le paiement du solde intervient après achèvement des travaux, sur production d'un récapitulatif des décomptes généraux et définitifs des marchés et des factures, et des procès-verbaux des travaux.

Article 6- PROPRIETE DES OUVRAGES ET GESTION FUTURE

Les ouvrages réalisés dans le cadre de la convention et de son avenant deviennent propriété de la Ville de FORT-DE-FRANCE dès la signature par celle-ci du présent avenant N°1.

Les frais d'entretien et de maintenance des ouvrages seront à la charge de la Ville de FORT-DE-FRANCE qui financera leur entretien et leur gestion complète.

Article 7 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur dès que les formalités le rendant exécutoire auront été accomplies.

Le présent avenant se compose du document principal et de ses deux annexes.

Fait à Fort-de-France le

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique

Pour la Ville de Fort-de-France

Le Président du Conseil Exécutif ou son représentant

Le Maire ou son représentant

Reçu notification, le

ANNEXE N°1

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION SLT POUR L'ADAPTATION D'EQUIPEMENTS DE LA VILLE LIES A LA REALISATION DE LA LIGNE DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE (TCSP)

TABEAU DE REPARTITION FINANCIERE

					Répartition du financement Convention initiale + Avenant N°1	
Chapître	Désignation	Série	n° de prix	Montants TTC Prestations objet de la Convention y compris Avenant N° 1	Ville de FDF (Montants TTC)	CTM (Montants TTC)
1.2	Aménagement du poste de Commande EULALIE (Tvx bâtiment)			130 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €
1.3	Aménagement et modification architecture Réseaux			20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
1.4	Formation des Agents Concernés			50 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €
1.5	Marché EULALIE mise en place priorité absolue pour le TCSP			899 214,37 €	201 531,70 €	697 682,67 €
1.2 à 1.5	TOTAL GENERAL Convention y compris avenant N°1			1 099 214,37 €	291 531,70 €	807 682,67 €
soit en %					26,52%	73,48%
NB : Montants déjà pris en charge par la convention initiale					0,00 €	450 000,00 €
Montants supplémentaires pris en charge suite à la signature de l'avenant N°1					291 531,70 €	357 682,67 €

ANNEXE N°2

AVENANT N°1 A LA CONVENTION SLT POUR L'ADAPTATION D'EQUIPEMENTS DE LA VILLE LIES A
LA REALISATION DE LA LIGNE DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE
SITES CONCERNES PAR LES PRESTATIONS REALISEES PAR LA VILLE DE FORT DE FRANCE

Ville N°	Localisation	DESIGNATION	OBSERVATIONS
CC26	BISHOP	Carrefour le Port	Impact Direct (*)
CC25	BISHOP	Carrefour Ti Bouliqui	Impact Direct (*)
CC24	BISHOP	Carrefour Baie des Tourelles	Impact Direct (*)
CC23	BISHOP	Carrefour Renéville	Impact Direct (*)
CC22	BISHOP	Carrefour Saint Christophe	Impact Direct (*)
CC21	BISHOP	Carrefour Dillon Ste thérèse	Impact Direct (*)
CC20	BISHOP	Carrefour Dillon Château	Impact Direct (*)
CC06	DE GAULLE	Carrefour François MITTERRAND	Impact Direct (*)
CC01	DE GAULLE	Carrefour place CLEMENCEAU	Impact Direct (*)
CC02	DE GAULLE	Carrefour Abbé LECORNU	Impact Direct (*)
CC03	DE GAULLE	Carrefour République	Impact Direct (*)
CC04	DE GAULLE	Carrefour NARDAL	Impact Direct (*)
CC05	DE GAULLE	Carrefour route de la Folie	Impact Direct (*)
CC08	GOUSSARD	Carrefour BOLIVAR	Impact Direct (*)
CC09	REPUBLIQUE	Carrefour Victor SEVERE	Impact Direct (*)
CC16	pont DAMAS	Carrefour pont DAMAS	Impact Direct (*)
CC07	rue BOUILLEE	Carrefour Messagerie	Impact Direct
CC11	DEPROGE	Carrefour Pointe Simon	Impact Direct
CC12	DE GAULLE	Carrefour Atrium	Impact Direct
CC13	Savane mer	Carrefour Savane mer	Impact Direct
CC14	DEPROGE	Carrefour François ARAGO	Impact Direct
CC15	pont Abattoir	Carrefour pont Abattoir	Impact Direct
CC17	Savane bus	Carrefour Savane CARAIBES	Impact Direct
CC1501	rue du Grand CARAIBES	Carrefour pont FRANCISCO	Impact Direct
CC1902	rue de la Pointe Simon	Carrefour de la tour LUMINA	Impact Direct
CC19	rue des Gabarres/ Théus LERO	Carrefour Croisières	Impact Direct
CC13	rue de la Liberté / Ernest DEPROGE	Carrefour Kiosque Henri GUEYDON	Impact Direct
CC17	avenue des Caraïbes / Liberté	Carrefour Bibliothèque SCHOELCHER	Impact Direct
CC502	Félix EBOUE / Louis BLANC	Carrefour Police Nationale	Impact Direct
CC28	entrée nord /DILLON / autoroute	Carrefour Station DILLON	Impact Direct

Légende :

(*) -->	Ces carrefours ont été traités par la convention initiale
Surlignage jaune	Ces carrefours sont des carrefours impactés en sus de ceux traités par la convention initiale
Police rouge	Ces carrefours sont de nouveaux carrefours, créés pour la circulation des BHNS

Point technique :	Le contrôleur compris dans l'armoire de feux tricolores dispose de 32 entrées maximum, donc les carrefours importants, comme l'échangeur de DILLON ou le Carrefour France-Antilles, sont munis de
-------------------	---



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-92-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-92-1

AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2017-0007 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE SUITE À LA REQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ EGIS EAU

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Sur proposition du Président de l'assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication par le Président du Conseil Exécutif de Martinique de l'avis N° 2017-0007 rendu le 02 février 2017 par la Chambre Régionale des Comptes de la Martinique, suite à la requête de la Société EGIS Eau.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170408-17-94-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-94-1

AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL PAQUEMAR PLANTATION DE VITROPLANTS 2014, RÉALISATION DE TRACES - RMAR040116DA0970173»

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER;

Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 12 octobre 2015;

Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 7 février 2017;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-quatorze mille six cent quatre-vingt quatorze euros et sept centimes (74 694,07€), soit 48,82% du coût total prévisionnel éligible de 153 000,75 € est attribuée à la « SARL PAQUEMAR - Plantation de vitroplants 2014, réalisation de traces - RMAR040116DA0970173 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de treize mille cent quatre vingt un euros trente et un centimes (13 181,31 €) est attribuée à la « SARL PAQUEMAR - Plantation de vitroplants 2014, réalisation de traces -RMAR040116DA0970173».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

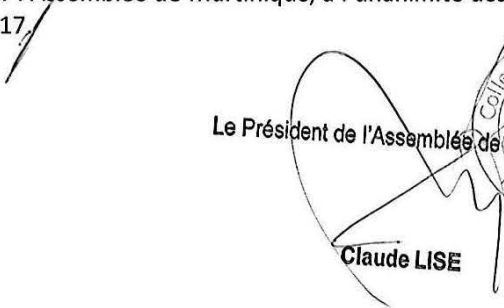
ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.


ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-95-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-95-1

AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'« EARL BELFORT- PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 27,81HA (2015) - RMAR040116DA0970144 »

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER;

Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 15 novembre 2016;

Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 7 février 2017;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-dix-sept mille deux cent trente-huit euros et quatre-vingt centimes (77 238,80 €), soit 42,50 % du coût total prévisionnel éligible de 181 738,35 € est attribuée à l'« EARL BELFORT - Plantation de vitroplants banane sur 27,81 ha (2015) - RMAR040116DA0970144».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de treize mille six cent trente euros et trente huit centimes (13 630,38 €) est attribuée à l'« EARL BELFORT - Plantation de vitroplants banane sur 27,81 ha (2015) - MAR040116DA0970144».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

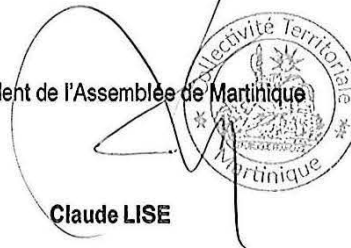
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-96-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-96-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE ET COFINANCEMENT À L'«EARL LE DOMAINE DE LA BERGERIE - ÉQUIPEMENTS ET MODERNISATION DE L'EXPLOITATION RMAR040116DA0970231 »

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER;

Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 12 mai 2016;

Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 7 février 2017;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de vingt-quatre mille neuf cent vingt-neuf euros et vingt-cinq centimes (24 929,25 €), soit 58,22 % du coût total prévisionnel éligible de 42 819,96 €, est attribuée à l' « EARL LE DOMAINE DE LA BERGERIE - Equipements et modernisation de l'exploitation - RMAR040116DA0970231 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quatre mille trois cent quatre vingt dix neuf euros vingt huit centimes (4 399,28 €) est attribuée à l' « EARL LE DOMAINE DE LA BERGERIE - Equipements et modernisation de l'exploitation - RMAR040116DA0970231 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif aux d'ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-97-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-97-1 AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS MATIÈRES PLASTIQUES MARTINICAISES POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0003825 « MODERNISATION DE L'OUTIL ET DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION PAR L'UTILISATION DE MATIÈRES RECYCLÉES »

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 06 juillet 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 15 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux millions (2 000 000 €) est attribuée à la SAS MATIERES PLASTIQUES MARTINIQUAISES, pour l'opération Synergie MQ0003825 «Modernisation de l'outil et diversification de la production par utilisation de matières recyclées ». Le coût total éligible de l'opération se monte à 6 958 926 € HT.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à six cent huit mille deux cent dix euros (608 210 €) soit 8,74% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FEDER, s'élevant à un million trois cent quatre-vingt-onze mille sept cent quatre-vingt-dix euros (1 391 790 €) soit 20% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 40% en crédit de paiement 2017,
- 60% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-98-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-98-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EARL CANIFRUTS (JA) INVESTISSEMENT D'ÉQUIPEMENT POUR UNE EXPLOITATION DE BANANES D'EXPORTATION RMAR040116DA0970310 »

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER;

Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 11 juin 2015;

Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 15 mars 2017;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016,

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER s'élevant à cent quatre vingt six mille sept cent vingt sept euros et quatre vingt dix huit centimes (186 727,98 €), soit 68,11 % du coût total prévisionnel éligible de 274 148,72 €, est attribuée à l'« EARL CANIFRUIT (JA)- Investissement d'équipement pour une exploitation de bananes d'exportation - RMAR040116DA0970310».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente deux mille neuf cent cinquante deux euros (32 952,00 €) est attribuée à l'« EARL CANIFRUIT (JA)- Investissement d'équipement pour une exploitation de bananes d'exportation - RMAR040116DA0970310».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

The image shows a handwritten signature, "Claude LISE", written in black ink. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text "Collectivité Territoriale de Martinique" around the perimeter and a central emblem featuring a landscape with a sun, trees, and a building. A line from the text "Le Président de l'Assemblée de Martinique" points to the signature.

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-99-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2017
Date de réception préfecture : 09/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-99-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL EXPLOITATION PETIT MORNE- PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 30,81 HA EN 2015 (DOSSIER FAISANT PARTIE D'UN PROJET GLOBAL) - RMAR040116DA0970079»

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique;

Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER;

Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 25 février 2015;

Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 15 mars 2017;

Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER s'élevant à quatre vingt cinq mille cinq cent soixante dix euros et quatre vingt douze centimes (85 570,92 €), soit 42,50 % du coût total prévisionnel éligible de 201 343,35 €, est attribuée à la «SARL EXPLOITATION PETIT MORNE- Plantation de vitroplants banane sur 30,81 ha en 2015 (dossier faisant parti d'un projet global)- RMAR040116DA0970079».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quinze mille cent euros et soixante seize centimes (15 100,76 €) est attribuée à la «SARL EXPLOITATION PETIT MORNE- Plantation de vitroplants banane sur 30,81 ha en 2015 (dossier faisant partie d'un projet global)- RMAR040116DA0970079».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-100-1-DE
Date de télétransmission : 24/04/2017
Date de réception préfecture : 24/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-100-1
AFFICHAGE LE : 24 AVR. 2017

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU
PO 2014-2020 « SOCIÉTÉ AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE (SAMAC)
MODERNISATION ET EXTENSION DES INSTALLATIONS ET DES INFRASTRUCTURES DE
L'AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE » - N° SYNERGIE MQ0007514 »**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2017 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 05 août 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;
vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité 31 mars 2017 ;
vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs de la SAMAC n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de vingt-six millions trois cent mille euros (26 300 000,00 € HT) est attribuée à la Société Aéroport Martinique Aimé CÉSAIRE (SAMAC), pour l'opération « modernisation et extension des installations et des infrastructures de l'aéroport Martinique Aimé CESAIRE – n° Synergie MQ0005714 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à soixante millions neuf cent soixante-huit mille huit cent quatre-vingt-sept euros (60 968 887,00€ HT).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale s'élevant à un montant de six millions trois cent mille euros (6 300 000,00 € HT) soit 10.33% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FEDER, s'élevant à un montant de dix-neuf millions d'euros (19 000 000,00 € H.T.), soit 31,16% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

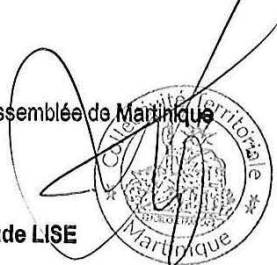
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-101-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017 **DÉLIBÉRATION N° 17-101-1**

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 À LA «VILLE DU ROBERT- CRÉATION D'UNE MÉDIATHÈQUE PAR VOIE DE RÉHABILITATION EXTENSION DE L'ANCIENNE ÉCOLE FÉLIX LICAN- N°SYNERGIE MQ0005704»

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 23 mai 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 15 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux millions sept cent soixante-seize mille deux cent sept euros et huit centimes (2 776 207,08 € HT) est attribuée à la ville du ROBERT, pour l'opération «Création d'une médiathèque par voie de réhabilitation/extension du Bâtiment de l'ancienne école Félix LICAN- N° Synergie MQ0005704».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 4 627 011,79 € HT.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à un million cent cinquante-six mille sept cent cinquante-deux euros et quatre-vingt-seize centimes (1 156 752,96 € HT) soit 25% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 905 (investissement) du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FEDER, s'élevant à un million six cent dix-neuf mille quatre cent cinquante-quatre euros et douze centimes (1 619 454,12 € HT), soit 35% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 (investissement) du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 35% en crédit de paiement 2017,
- 45% en crédit de paiement 2018,
- 20% en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-103-1-DE
Date de télétransmission : 16/05/2017
Date de réception préfecture : 16/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-103-1
AFFICHAGE LE : 17 MAI 2017

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À
« CAP NORD - LES OPÉRATIONS DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION
ET L'EMPLOI DE CAP NORD MARTINIQUE » – N° MDFSE : 201603989 »**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 1^{er} septembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 15 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs à CAP Nord n'ont pas assisté au vote ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE/CTM d'un montant de quatre millions trois mille cent vingt cinq euros (4 003 125,00 €), soit 81,08 % de l'assiette éligible de 4 937 500,00 €, est attribuée à «CAP NORD – les opérations du plan local pour l'insertion et l'emploi de Cap Nord Martinique – n° MDFSE : 201603989 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion pour la part FSE.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée comme suit :

- Pour la part CTM, s'élevant à trois cent mille euros (300 000,00 €), soit 6,08% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FSE, s'élevant à trois millions sept cent trois mille cent vingt-cinq euros (3 703 125,00 €), soit 75,00 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2017
- 50% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en conseil exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-104-1-DE
Date de télétransmission : 16/05/2017
Date de réception préfecture : 16/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-104-1
AFFICHAGE LE : 17 MAI 2017

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA
«CACEM -MISE EN OEUVRE DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI
- MDFSE : 201604087 »**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 12 septembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 15 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs à la CACEM n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE/CTM d'un montant de deux millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille sept cent vingt-sept euros et huit centimes (2 489 727,08 €), soit 83,22 % de l'assiette éligible de 2 991 855,08 €, est attribuée à la « CACEM - Mise en oeuvre du plan local pour l'insertion et l'emploi – n° MDFSE : 201604087 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion pour la part FSE.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée comme suit :

- Pour la part CTM, s'élevant à deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent trente-six euros (299 836,00 €), soit 10,02 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FSE, s'élevant à deux millions cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-onze euros et huit centimes (2 189 891,08 €), soit 73,20% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2017
- 50% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

✍





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-105-1-DE
Date de télétransmission : 15/05/2017
Date de réception préfecture : 15/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 MAI 2017
DÉLIBÉRATION N° 17-105-1

**PORTANT APPROBATION DU PROTOCOLE FIXANT LES RELATIONS ENTRE LA
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DE
COORDINATION DES CONTRÔLES (CICC) CONCERNANT LES MISSIONS D'AUDIT
DU PO FEDER/FSE 2014-2020**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le protocole « Autorité de gestion/ Autorité d'audit du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 », tel que joint en annexe à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment le protocole y afférent.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of Martinique and the text "Collectivité Territoriale de Martinique".

Claude LISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 17-105-1



Protocole conclu entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC) - Autorité d'audit pour les fonds européens en France, concernant les missions d'audit relevant de leur responsabilité

VU la Charte d'audit signée par l'Association des Régions de France (ARF) et la CICC en date du 3 septembre 2014,

VU la délibération n° de la commission permanente de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du

ENTRE

La Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC) - Autorité d'audit pour les fonds européens en France, sise 5 place des Vins de France à Paris 12^{ème}, représentée par, Président de la CICC,

ci-après désignée « la CICC »

ET

La Collectivité Territoriale de Martinique, organisatrice des missions d'audit en région, sise rue Gaston Defferre Cluny CS 30137 - 97200 Fort-De-France cedex, représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président de la Collectivité Territoriale de Martinique,

ci-après désignée « la CTM »

1. Préambule

Le présent protocole est établi en référence à la charte nationale d'audit relative aux contrôles d'opérations¹ confiés aux services des conseils régionaux pour la programmation 2014-2020. Cette charte, cosignée par le Président de l'ARF et le Président de la CICC, définit le cadre du présent accord.

2. Champ couvert

Est concerné le programme suivant :

- Le Programme Opérationnel FEDER/FSE Martinique 2014 - 2020 N°2014FR16M0OPO11 «Investissement pour la croissance et l'Emploi », comprenant l'Initiative Emploi Jeune, pour lequel la CTM est autorité de gestion.

¹ désignés désormais « audits des opérations » par l'article 27 du R(UE) n°480/2014.

Conformément à la charte nationale, le présent protocole vise les missions effectuées sous l'autorité fonctionnelle de la CICC, soit, notamment, les audits d'opération bénéficiant des fonds FEDER, FSE et IEJ, la supervision des travaux de prestataires en cas d'externalisation des audits, la préparation des rapports annuels de contrôle, la validation de plans d'actions.

3. Engagements de la CICC, autorité nationale d'audit

M. _____, chargée de mission au sein de l'équipe administrative de la CICC est désignée comme correspondante de la CTM pour l'ensemble des questions qui la concerne. Elle est la correspondante du responsable régional de l'audit et des auditeurs de la CTM pour les activités d'audit.

La CICC met à disposition des auditeurs sur une plateforme collaborative, ses outils méthodologiques, notamment le guide de procédures sur l'audit d'opération, des modèles de documents dont les rapports types, les listes de contrôles et une base documentaire. Elle s'engage à les réviser régulièrement, au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire, notamment pour tenir compte des évolutions réglementaires.

Elle associe les personnels concernés à ses actions de formation et d'animation (formation de nouveaux auditeurs, séminaire annuel, groupes de travail...).

4. Engagements de la Collectivité Territoriale de Martinique

4.1. La CTM met en place les moyens nécessaires à la réalisation des audits d'opération bénéficiant des fonds FEDER, FSE et IEJ, ainsi que des autres missions prévues par la charte nationale.

Elle confie la fonction de responsable régional de l'audit (RRA) à M.

M. _____, auditeur des fonds européens, en poste au sein du service « Mission Contrôle CICC » de la Direction Générale Adjointe des Affaires Financières et Juridiques, elle-même hiérarchiquement rattachée à la Direction Générale des Services.

La CTM informera la CICC de toute modification dans l'organisation de la mission d'audit portant notamment sur la composition de l'équipe et le recours à des prestataires externes.

4.2. Cette mission est exercée dans des conditions et avec des moyens suivants :

A la date de la signature du présent protocole, le poste de RRA et d'auditeur est occupé par Monsieur _____.

Sur avis du RRA, d'autres auditeurs pourront être recrutés, en fonction de la charge des audits à effectuer.

Le recours, le cas échéant, à des prestations externes, de façon permanente ou temporaire, pour exécuter une part de l'activité, sera effectué dans les conditions légales de mise en concurrence ; les travaux du prestataire seront supervisés par le responsable visé au 4.1.

4.3. Les personnels visés au 4.1 et au 4.2 présentent les qualifications requises pour exercer les missions qui leur sont confiées. La CTM s'engage à faire bénéficier des formations nécessaires les professionnels concernés.

4.4. Les audits doivent être menés indépendamment de tout conflit d'intérêt, celui-ci étant défini conformément aux termes du Règlement UE n°966/2012, art 57 : « *il y a conflit d'intérêt lorsque l'exercice impartial des fonctions [...] est compromis pour des motifs* ».

familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le bénéficiaire ».

D'une manière générale, les auditeurs d'opération bénéficiant des fonds FEDER, FSE et IEJ, ne doivent pas auditer de dossiers dont ils auraient eu à connaître la gestion dans les trois années qui précèdent l'audit.

La répartition des travaux entre auditeurs tient compte d'éventuels conflits d'intérêts. En cas de difficulté sur ce point, le RRA examine avec sa hiérarchie et la CICC les mesures de précaution à prendre.

5. Rôle du Responsable Régional de l'Audit

Correspondant direct de la CICC et sous son autorité fonctionnelle pour les missions visées par le présent protocole, il prend en charge la part d'activité qui lui incombe. Plus particulièrement, il :

- programme les travaux d'audit sur la base des échantillons d'opérations à auditer notifiés par la CICC,
- organise et répartit les tâches liées aux autres missions confiées par la CICC,
- veille au respect des délais de production des différents travaux programmés inscrits dans le planning prévisionnel qu'il met à jour, et signale toute modification substantielle à la CICC,
- veille à la prévention des conflits d'intérêts,
- s'assure du caractère contradictoire des audits,
- supervise la réalisation et contresigne, après examen, les rapports d'audit d'opération signés par l'auditeur,
- transmet à la CICC, dans le cadre des procédures prévues par celle-ci, les rapports provisoires et définitifs qui lui sont demandés,
- transmet systématiquement à la CICC, les rapports provisoires et définitifs qui comportent un doute légitime et sérieux quant à l'existence d'une erreur occasionnelle ou systémique,
- signale à la CICC tout doute légitime et sérieux quant à l'existence d'une fraude,
- saisit le chargé de mission dans le cas où l'opération comporte une option de coût simplifié mise au point par l'autorité de gestion et non validée par une autorité appropriée,
- assure la communication des rapports à l'autorité de gestion, à l'autorité de certification et aux bénéficiaires concernés,
- s'assure que les résultats des audits sont renseignés dans le système d'information du programme,
- transmet à la CICC les informations nécessaires au suivi des audits,
- facilite le bon déroulement des missions d'audit de « reperformance » de ses travaux, menées par les Institutions Européennes ou la CICC,
- contribue à la rédaction du rapport annuel de contrôle.

6. Préparation des campagnes d'audit d'opérations

L'exercice comptable pour la programmation 2014-2020 est défini du 1^{er} juillet au 30 juin de chaque année.

Les dépenses déclarées seront vérifiées sur la base d'un échantillon d'opérations représentatif établi par la CICC, avec l'appui de la CTM, selon les règles d'échantillonnage statistiques ou non statistiques conformément à l'article 127-1 du règlement (UE) n° 1303/2013 du 17 décembre 2013.

La campagne d'audit d'opérations pourra s'effectuer en deux périodes en cas de taille élevée de l'échantillon afin de lisser la charge de travail des équipes en charge des audits.

La CTM communiquera à la CICC toute information utile lui permettant d'estimer le nombre d'audits à opérer, puis de constituer l'échantillon d'opérations à auditer au titre de l'exercice comptable de référence.

Après tirage de l'échantillon, la CICC adressera la liste des opérations à auditer sous forme d'une lettre de mission au responsable régional de l'audit. Ce dernier adressera, en retour, à la CICC un courrier précisant le planning prévisionnel de réalisation des audits et les moyens qui y seront affectés.

7. Modifications

Le présent protocole est établi en vue de la campagne d'audit d'opération de la période de référence 2016-2017. Il pourra être reconduit tacitement ou aménagé pour les exercices ultérieurs, sur la base d'un premier bilan.

Fait-le

Le Président de la CICC,

Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-106-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-106-1

AFFICHAGE LE : 5 MAI 2017

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER POUR LES OPÉRATEURS DU SECTEUR E (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION) DE LA NAF

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique,

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du Conseil de l'Europe n°940/2104/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles 1200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, relative à l'octroi de mer ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans les limites précisées aux opérateurs relevant du secteur E (Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution) pour leur activité de production.

Sont exclus du champ de cette décision les entreprises relevant des sous-classes 3811Z (Collecte des déchets non dangereux) et 3821Z (Traitement et élimination des déchets non dangereux), 3832Z (Récupération de déchets triés).

ARTICLE 2 : L'exonération des droits d'octroi de mer (OM) sur les importations de biens d'équipement et de matières premières est totale.

ARTICLE 3 : Les importations de biens d'équipement et de matières premières bénéficient d'une réduction de 1% des droits d'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, les opérateurs sont redevables de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien d'une des sections nommément identifiées dans la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les biens figurant en annexe 1 de la présente délibération constituent l'ensemble des biens pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les entreprises relevant des sections de la NAF nommément désignées.

ARTICLE 6 : Les produits figurant en annexe 2 sont exclus de toutes exonérations de droit d'octroi de mer.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



ANNEXES A LA DELIBERATION 17-106-1

Annexe 1 : Liste des produits concernés

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATION
25222000	Chaux éteinte	
27040030	Cokes et semi-cokes de lignite, même agglomérés	
28151100	Hydroxyde de sodium [soude caustique], solide	
28332200	Sulfate d'aluminium	
29239000	Sels et hydroxydes d'ammonium quaternaires (à l'excl. de la choline et de ses sels)	
38160000	Ciments, mortiers, bétons et compositions simil. réfractaires (à l'excl. des préparations à base de graphite ou d'autre carbone)	
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	
38249096	Produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes, y.c. les mélanges de produits naturels, non composés principalement de constituants organiques, n.d.a.	
39069090	Polymères acryliques sous formes primaires (à l'excl. du poly[méthacrylate de méthyle], du poly[N-'3-hydroxyimino-1,1- diméthylbutyl'acrylamide], d'un copolymère de 2- diisopropylaminoéthylméthacrylate et de décylméthacrylate sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide, contenant en poids >= 55% de copolymère, d'un copolymère d'acide acrylique et d'acrylate de 2-éthylhexyle contenant en poids >= 10% mais <= 11% d'acrylate de 2-éthylhexyle, d'un copolymère d'acrylonitrile et d'acrylate de méthyle modifié au moyen de polybutadiène-acrylonitrile [NBR], des produits de polymérisation d'acide acrylique, méthacrylate d'alkyle et de petites quantités d'autres monomères destinés à être utilisés comme épaississants dans la production des pâtes pour l'impression des textiles et d'un copolymère d'acrylate de méthyle, d'éthylène et d'un monomère contenant un groupe carboxyle non terminal présent en tant que substituant, contenant en poids >= 50% d'acrylate de méthyle, même mélangé avec de la silice)	
39119099	Polymères et prépolymères obtenus par voie de synthèse chimique [voir note 3 du présent chapitre], n.d.a., sous formes primaires (à l'excl. du copolymère de p-crésol et divinylbenzène sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide et des copolymères de vinyltoluène et d'alfa-méthylstyrène hydrogénés)	
39140000	Échangeurs d'ions à base de polymères des n° 3901 à 3913, sous formes primaires	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
40091100	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcés à l'aide d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires	
40116200	Pneumatiques neufs, en caoutchouc, à crampons, à chevrons ou simil., des types utilisés pour les véhicules et engins de génie civil et de manutention industrielle, pour jantes d'un diamètre <= 61 cm	
40159000	Vêtements et accessoires du vêtement en caoutchouc vulcanisé non durci, pour tous usages (à l'excl. des gants, mitaines et moufles, des chaussures ou des coiffures ainsi que des parties de chaussures ou de coiffures)	
40169991	Pièces en caoutchouc-métal en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des ouvrages en caoutchouc alvéolaire et de celles qui, en raison de leur nature, sont destinées exclusivement ou principalement aux véhicules automobiles des n° 8701 à 8705)	
40169997	Ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci, n.d.a. (à l'excl. des ouvrages en caoutchouc alvéolaire)	

44129985	Bois plaqués et bois stratifiés simil., ne contenant pas de panneaux de particules et sans âme panneautée, lattée ou lamellée (à l'excl. du bois ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères, de bambou, des bois contreplaqués constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacune a une épaisseur <= 6 mm, des panneaux en bois dits 'densifiés', des panneaux cellulaires en bois, des bois marquetés ou incrustés ainsi que des panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
63053219	Contenants souples d'emballage pour matières en vrac, obtenus à partir de lames ou formes simil., de polyéthylène ou de polypropylène (autres qu'en bonneterie)	
68061000	Laines de laitier, de scories, de roche et laines minérales simil., même mélangées entre elles, en masses, feuilles ou rouleaux	
72269970	Produits laminés plats en aciers alliés autres qu'aciers inoxydables, largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid et autrement traités (sauf zingués et produits en aciers à coupe rapide ou aciers au silicium dits 'magnétiques')	
73069000	Tubes, tuyaux et profilés creux [p.ex. rivés, agrafés ou à bords simpl. rapprochés], en fer ou en acier (sauf tubes sans soudure ou soudés et tubes de sections intérieure et extérieure circulaires et d'un diamètre extérieur > 406,4 mm)	
73071110	Accessoires de tuyauterie moulés en fonte non malléable, pour tubes et tuyaux des types utilisés pour canalisations sous pression	
73072100	Brides en aciers inoxydables (non moulés)	
73072210	Manchons en aciers inoxydables, filetés (à l'excl. des produits moulés)	
73072290	Coudes et courbes en aciers inoxydables, filetés (à l'excl. des produits moulés)	
73079100	Brides en fer ou aciers (autres que moulés ou en acier inoxydable)	
73181590	Vis et boulons filetés, en fer ou en acier même avec leurs écrous ou rondelles, avec tête (sauf avec tête fendue ou à empreinte cruciforme, à six pans creux ou hexagonale; sauf vis à bois, vis autotaraudeuses, vis et boulons filetés pour la fixation des éléments des voies ferrées, crochets et pitons à pas de vis et sauf clous taraudeurs)	
73181900	Articles de boulonnerie et de visserie, filetés, en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
73209090	Ressorts et lames de ressorts en fer ou en acier (sauf ressorts spiraux plats, ressorts ayant la forme de disques, ressorts en hélice, ressorts à lames et leurs lames, ressorts de montres, rondelles-ressorts, rondelles élastiques et sauf ressorts amortisseurs et ressorts à barre à torsion de la Section 17)	
73269098	Ouvrages en fer ou en acier, n.d.a.	
74199990	Ouvrages en cuivre, n.d.a.	
82032000	Pincers (même coupantes), tenailles, brucelles à usage non médical et outils simil. à main, en métaux communs	
82041100	Clés de serrage à main (y.c. les clés dynamométriques), en métaux communs, à ouverture fixe	
82059090	Assortiments d'articles d'au moins deux des sous-positions du n° 8205	
82060000	Outils d'au moins deux des n° 8202 à 8205, conditionnés en assortiments pour la vente au détail	
83111000	Électrodes enrobées en métaux communs, pour le soudage à l'arc	
83113000	Baguettes enrobées et fils fourrés en métaux communs, pour brasage ou soudage à la flamme (à l'excl. des fils et baguettes à âme décapante chez lesquels le métal de brasage, décapants et fondants non compris, contient >= 2% en poids d'un métal précieux).	
84137081	Pompes pour liquides, centrifuges, monocellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton; pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale).	
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression,	

	pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres).	
84141089	Pompes à vide (autres que pompes à vide destinées à être utilisées dans la fabrication des semi-conducteurs, pompes à piston tournant, pompes à palettes, pompes moléculaires, pompes Roots, pompes à diffusion, pompes cryostatiques et pompes à adsorption).	
84145980	Ventilateurs (sauf ventilateurs de table, de sol, muraux, plafonniers, de toitures ou de fenêtres, à moteur électrique incorporé, d'une puissance ≤ 125 W, et sauf ventilateurs axiaux ou centrifuges).	
84148080	Pompes à air et hottes aspirantes à extraction ou à recyclage avec ventilateur incorporé, également avec filtre, plus grand côté horizontal > 120 cm (sauf pompes à vide, pompes à air à main ou à pied et sauf compresseurs)	
84149000	Parties de pompes à air ou à vide, de compresseurs d'air ou d'autres gaz et de ventilateurs, de hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, n.d.a.	
84179000	Parties de fours industriels ou de laboratoires non électriques, y.c. d'incinérateurs, n.d.a.	
84212900	Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides (à l'excl. de l'eau ou des boissons, des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression ainsi que les reins artificiels).	
84213920	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air (autres que pour la séparation isotopique et sauf les filtres d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression).	
84219900	Parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz, n.d.a.	
84295199	Chargeuses et chargeuses-pelleteuses à chargement frontal, autopropulsées (à l'excl. des engins à chenilles et des engins spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains).	
84313900	Parties de machines et appareils du n° 8428, n.d.a.	
84314100	Godets, bennes, bennes-preneuses, pelles, grappins et pinces pour machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430	
84314980	Parties de machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430, n.d.a.	
84622991	Machines (y.c. les presses), à rouler, cintrer, plier, dresser, ou planer, pour le travail des métaux, hydrauliques (autres que pour le travail des produits plats, autres qu'à commande numérique).	
84678900	Outils pour emploi à la main, hydrauliques ou à moteur non électrique incorporé (sauf tronçonneuses à chaîne et outils pneumatiques)	
84741000	Machines et appareils à trier, cribler, séparer ou laver les matières minérales solides (y.c. les poudres et les pâtes) (à l'excl. des centrifugeuses et des filtres-presses)	
84768100	Machines automatiques de vente de produits, comportant un dispositif de chauffage ou de réfrigération (sauf machines automatiques de vente de boissons)	
84778093	Mélangeurs, malaxeurs et agitateurs pour la préparation du caoutchouc ou des matières plastiques	
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	
84798997	Machines et appareils, y.c. mécaniques, n.d.a.	
84799080	Parties de machines et appareils, y.c. les appareils mécaniques, ayant une fonction propre, n.d.a. (autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
84813099	Clapets et soupapes de retenue, pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (autres qu'en fonte ou acier)	
84814010	Soupapes de trop-plein ou de sûreté en fonte ou en acier	
84818059	Vannes de régulation (autres que vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmission oléohydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	

84818063	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc., en acier (sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818069	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc. (autres qu'en fonte ou acier et sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818099	Articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (à l'excl. des détendeurs, valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques, clapets et soupapes de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, robinetterie sanitaire et pour radiateurs de chauffage central, valves pour pneumatiques et chambres à air, vannes de régulation, vannes robinets et vannes à passage direct, robinets, robinets à papillon et robinets à membrane)	
84829900	Parties de roulements à billes, à galets, à rouleaux ou à aiguilles (à l'excl. de leur organe de roulement), n.d.a.	
84832000	Paliers à roulements incorporés, pour machines	
84842000	Joints d'étanchéité mécaniques	
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance $\leq 37,5$ W (à l'excl. des moteurs synchrones ≤ 18 W)	
85013200	Moteurs et génératrices à courant continu, d'une puissance > 750 W mais ≤ 75 kW	
85014020	Moteurs à courant alternatif, monophasés, d'une puissance $> 37,5$ W mais ≤ 750 W	
85014080	Moteurs à courant alternatif, monophasés, d'une puissance > 750 W	
85015220	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 750 W mais $\leq 7,5$ kW	
85023980	Groupe électrogènes (autres qu'à énergie éolienne et à moteurs à piston et à l'excl. des turbogénérateurs)	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85044082	Redresseurs (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85176990	Appareils pour la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y.c. les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil [tel qu'un réseau local ou étendu] (à l'excl. des postes téléphoniques d'usagers, des téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil, des stations de base, des appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, des visiophones, des parlophones, des récepteurs pour la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie ainsi que ceux des n° 8443, 8525, 8527 ou 8528)	
85371091	Appareils de commande à mémoire programmable (autres que les commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information)	
85371099	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils simil., pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension ≤ 1000 V (autres que les appareils de commutation pour la téléphonie et la télégraphie par fil ainsi que les armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information et les commandes à mémoire programmable)	
85389099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 8535, 8536 ou 8537, n.d.a. (à l'excl. des assemblages électroniques et des tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils, ainsi que pour testeurs de disques [wafers] à semi-conducteur du n° 8536 90 20)	
85414090	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y.c. les cellules photovoltaïques	
87169090	Parties de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
90049010	Lunettes, correctrices, protectrices ou autres, et articles simil., avec verres en matières plastiques (à l'excl. des lunettes pour tests visuels, des lunettes solaires, des verres de contact, des verres de lunetterie et des montures de lunettes)	

90200000	Appareils respiratoires et masques à gaz (à l'excl. des masques de protection dépourvus de mécanisme et d'élément filtrant amovible ainsi que des appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire)	
90261021	Débitmètres pour liquides, électroniques (à l'excl. des compteurs et des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90262020	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression des liquides ou des gaz, électroniques (à l'excl. Des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90278017	Instruments et appareils électroniques pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, n.d.a.	
90282000	Compteurs de liquides, y.c. les compteurs pour leur étalonnage	
90318098	Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non optiques, non électroniques, n.d.a. dans le chap. 90	
90319085	Parties et accessoires des instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, n.d.a.	
90328900	Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques (à l'excl. des instruments et appareils, hydrauliques ou pneumatiques, pour la régulation ou le contrôle automatiques, des manostats [pressostats], des thermostats et des articles de robinetterie du n° 8481)	
94018000	Sièges, n.d.a.	

ANNEXE 2 – Liste des produits exclus application du tarif général

CODE NC8	DESIGNATION	LISTE ANNEXE UE	OBSERVATION
27101999	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes et préparations, contenant en poids ≥ 70 % d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base, n.d.a. (sauf celles destinées à subir une transformation chimique)	A	EXCLU
39173900	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, renforcés d'autres matières ou associés à d'autres matières (à l'excl. Des produits pouvant supporter une pression $\geq 27,6$ MPa)	B	EXCLU
39174000	Accessoires pour tubes ou tuyaux [joints, coudes, raccords, p.ex.], en matières plastiques	B	EXCLU
39232910	Sacs, sachets, pochettes et cornets, en poly[chlorure de vinyle]	B	EXCLU
39233090	Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques, d'une contenance > 2 l	B	EXCLU
39259080	Éléments structuraux utilisés pour la construction des sols, murs, cloisons, plafonds, toits, etc., gouttières et accessoires, rampes, balustrades, rampes et barrières simil., rayonnages de grandes dimensions destinés à être montés et fixés à demeure dans les magasins, ateliers, entrepôts, etc., motifs décoratifs architecturaux, p.ex. cannelures, coupoles, colombiers, et autres articles d'équipement pour la construction, en matières plastiques, n.d.a.	B	EXCLU
69022099	Briques, dalles, carreaux et pièces céramiques de construction analogues, réfractaires, teneur en poids en alumine (Al_2O_3), en silice (SiO_2) ou en mélange ou combinaison de ces produits, $> 50\%$ (autres qu'avec une teneur en poids en silice $\geq 93\%$ ou une teneur en poids en alumine $> 7\%$ mais $< 45\%$, et sauf produits en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues)	A	EXCLU
72149979	Barres en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminées à chaud ou filées à chaud ou extrudées à chaud, contenant en poids $\geq 0,25\%$ de carbone, de section circulaire d'un diamètre < 80 mm (à l'excl. des produits comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage, des produits ayant subi une torsion après laminage ainsi que des produits en acier de décolletage)	B	EXCLU
72254060	Produits laminés plats en aciers alliés autres qu'aciers inoxydables, d'une largeur ≥ 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, épaisseur de 4,75 mm à 10 mm (sauf aciers pour outillage, aciers à coupe rapide ou aciers au silicium dits 'magnétiques')	B	EXCLU
73083000	Portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles ainsi que leurs seuils, en fer ou en acier	B	EXCLU
73089098	Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à l'excl. des ponts et éléments de ponts; tours; pylônes; portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles et seuils; matériel d'échafaudage, de coffrage, d'étalement ou d'étalement, et les produits principalement en tôle)	B	EXCLU
84212100	Appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux	B	EXCLU
94031091	Armoires à portes, à volets ou à clapets, de bureau, d'une hauteur > 80 cm, en métal	B	EXCLU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-107-1_sub-
DE
Date de télétransmission : 18/05/2017
Date de réception préfecture : 18/05/2017

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : **19 MAI 2017**

DÉLIBÉRATION N° 17-107-1

**PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL
POUR LES OPÉRATEURS DU SECTEUR D (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITÉ;
DE GAZ, DE VAPEUR ET D 'AIR CONDITIONNÉ) DE LA NAF**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABÉ, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du Conseil de l'Europe n°940/2104/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles 1200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, relative à l'octroi de mer ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans les limites précisées aux opérateurs relevant de la sous classe 3511Z (production électrique) et 3530Z (production et distribution de gaz et de vapeur), pour leur activité de production.

ARTICLE 2 : L'exonération des droits d'octroi de mer (OM) sur les importations de biens d'équipement et de matières premières est totale sauf mention ou précision particulière.

ARTICLE 3 : Les importations de biens d'équipement et de matières premières bénéficient d'une réduction de 1% des droits d'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, les opérateurs sont redevables de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien d'une des sections nommément identifiées dans la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les biens figurant en annexe 1 de la présente délibération constituent l'ensemble des biens pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et à la réduction de l'octroi de mer régional pour les entreprises relevant des sections de la NAF nommément désignées.

ARTICLE 6 : Les produits figurant en annexe 2 sont exclus de toutes exonérations de droit d'octroi de mer.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 - Délibération n°17-107-1

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATION
25010099	Sel et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse ou additionnés d'agents antiagglomérants ou d'agents assurant une bonne fluidité (à l'excl. du sel dénaturé, du sel préparé pour la table ainsi que des sels destinés à la transformation chimique [séparation Na de Cl] ou à d'autres usages industriels)	
39211310	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyuréthanes alvéolaires flexibles, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39219090	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques, renforcées, stratifiées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits alvéolaires, des produits de polymérisation d'addition, de condensation et ou de réorganisation, des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39235090	Bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques (à l'excl. des capsules de bouchage ou de surbouchage)	
40103100	Courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale, en caoutchouc vulcanisé, striées, d'une circonférence extérieure > 60 cm mais ≤ 180 cm	
56031410	Non-tissés, enduits ou recouverts, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids > 150 g/m²	
68069000	Mélanges et ouvrages en matières minérales à usage d'isolants thermiques ou sonores ou pour l'absorption du son (sauf laines de laitier, de scories, de roche et laines minérales simil.; vermiculite expansée, argile expansée, mousse de scories et produits minéraux simil. expansés; produits en béton léger, amiante ou base d'amiante, amiante-ciment, cellulose-ciment ou simil.; articles en céramique)	
68109900	Ouvrages en ciment, en béton ou en pierres artificielles, même armés (sauf éléments préfabriqués pour le bâtiment ou le génie civil; tuiles, carreaux, dalles, briques et articles simil.)	
73082000	Tours et pylônes, en fer ou en acier	
74111090	Tubes et tuyaux en cuivre affiné, enroulés ou autrement recourbés	
74112190	Tubes et tuyaux en alliages à base de cuivre-zinc (laiton), enroulés ou autrement recourbés	
76042990	Profilés pleins en alliages d'aluminium, n.d.a.	
76081000	Tubes et tuyaux en aluminium non allié (sauf profilés creux)	
76082020	Tubes et tuyaux en alliages d'aluminium, soudés (sauf profilés creux)	
84021200	Chaudières aquatubulaires à production horaire de vapeur ≤ 45 t (autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84021910	Chaudières à tubes de fumée (autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84041000	Appareils auxiliaires pour chaudières des n° 8402 ou 8403 (économiseurs, surchauffeurs, appareils de ramonage ou de récupération des gaz, p.ex.)	
84128080	Moteurs et machines motrices, non électriques (sauf turbines à vapeur, moteurs à piston, turbines hydrauliques, roues hydrauliques, turbines à gaz, moteurs à réaction, moteurs hydrauliques et oléo hydrauliques, moteurs pneumatiques, machines à vapeur d'eau ou autres vapeurs ainsi que moteurs électriques)	
84131900	Pompes pour liquides, avec dispositif mesureur ou conçues pour en comporter (sauf pompes pour la distribution de carburants ou lubrifiants, des types utilisés dans les stations-service ou les garages)	

84136080	Pompes pour liquides volumétriques rotatives, à moteur (sauf pompes à béton, pompes à engrenages, pompes à palettes entraînées, pompes à vis hélicoïdales et agrégats hydrauliques)	
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	
84139100	Parties de pompes pour liquides, n.d.a.	
84143081	Compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques, d'une puissance > 0,4 kW, hermétiques ou semi-hermétiques	
84149000	Parties de pompes à air ou à vide, de compresseurs d'air ou d'autres gaz et de ventilateurs, de hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, n.d.a.	
84163000	Foyers automatiques, y.c. leurs avant-foyers, grilles mécaniques, dispositifs mécaniques pour l'évacuation des cendres et dispositifs simil. (sauf brûleurs)	
84169000	Parties de brûleurs pour l'alimentation des foyers et des foyers automatiques, de leurs avant-foyers, grilles mécaniques, dispositifs mécaniques pour l'évacuation des cendres et dispositifs simil., n.d.a.	
84183080	Meubles congélateurs-conservateurs du type coffre, d'une capacité > 400 l mais ≤ 800 l	
84185019	Meubles-vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques (avec groupe frigorifique ou évaporateur incorporé), pour produits autres que congelés	
84185090	Meubles frigorifiques à groupe frigorifique ou évaporateur incorporé (sauf réfrigérateurs et congélateurs-conservateurs combinés à portes extérieures séparées, réfrigérateurs ménagers, meubles vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques)	
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs conservateurs)	
84189910	Évaporateurs et condenseurs pour machines de production du froid (autres que pour appareils ménagers)	
84189990	Parties de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs du type armoire et du type coffre et d'autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, parties de pompes à chaleur, n.d.a.	
84191900	Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation (à l'excl. des chauffe-eau instantanés à gaz et des chaudières ou générateurs mixtes pour chauffage central)	
84213920	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air (autres que pour la séparation isotopique et sauf les filtres d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression)	
84219900	Parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz, n.d.a.	
84224000	Machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises, y.c. les machines et appareils à emballer sous film thermo rétractable (à l'excl. des machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants et des machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues)	
84229090	Parties de machines à emballer ou emballer les marchandises et autres machines et appareils du n° 8422, n.d.a. (à l'excl. des parties pour machines à laver la vaisselle)	
84254200	Cribs et vérins, hydrauliques (sauf élévateurs fixes des types utilisés dans les garages pour voitures)	
84282020	Appareils élévateurs ou transporteurs, pneumatiques, pour produits en vrac	
84283300	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs pour marchandises, à action continue, à bande ou à courroie (autres que conçus pour mines au fond et autres travaux souterrains)	
84283990	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises (à l'excl. des appareils spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains, des appareils à benne, à bande ou à courroie, des appareils à rouleaux ou à galets, des appareils pneumatiques et des passeurs automatiques de circuits pour le transport, la manutention et le stockage de matériels pour dispositifs à semi-conducteur)	

84313900	Parties de machines et appareils du n° 8428, n.d.a.	
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	
84799080	Parties de machines et appareils, y.c. les appareils mécaniques, ayant une fonction propre, n.d.a. (autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
84813091	Clapets et soupapes de retenue, pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil., en fonte ou acier	
84814010	Soupapes de trop-plein ou de sûreté en fonte ou en acier	
84818011	Mélangeurs et mitigeurs sanitaires	
84818051	Vannes de régulation de température (à l'excl. des robinets [vannes] thermostatiques pour radiateurs de chauffage central)	
84818059	Vannes de régulation (autres que vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmission oléo hydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	
84818069	Robinettes et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc. (autres qu'en fonte ou acier et sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818099	Articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (à l'excl. des détendeurs, valves pour transmissions oléo hydrauliques ou pneumatiques, clapets et soupapes de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, robinetterie sanitaire et pour radiateurs de chauffage central, valves pour pneumatiques et chambres à air, vannes de régulation, vannes robinets et vannes à passage direct, robinets, robinets à papillon et robinets à membrane)	
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance ≤ 37,5 W (à l'excl. des moteurs synchrones ≤ 18 W)	
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance ≤ 37,5 W (à l'excl. des moteurs synchrones ≤ 18 W)	
85011099	Moteurs à courant continu, d'une puissance ≤ 37,5 W	
85012000	Moteurs universels, d'une puissance > 37,5 W	
85012000	Moteurs universels, d'une puissance > 37,5 W	
85023100	Groupes électrogènes à énergie éolienne	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85042210	Transformateurs à diélectrique liquide, d'une puissance > 650 kVA mais ≤ 1600 kVA	
85043400	Transformateurs à sec, d'une puissance > 500 Kva	
85044055	Chargeurs d'accumulateurs (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités et redresseurs à semi-conducteur poly cristallin)	
85044084	Onduleurs statiques, d'une puissance ≤ 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85044084	Onduleurs statiques, d'une puissance ≤ 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85044088	Onduleurs statiques, d'une puissance > 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	

85044088	Onduleurs statiques, d'une puissance > 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85065090	Piles et batteries de piles électriques, au lithium (sauf hors d'usage et sauf piles cylindriques et piles bouton)	
85072020	Accumulateurs au plomb, fonctionnant avec électrolyte liquide (sauf hors d'usage et ceux pour le démarrage des moteurs à piston)	
85076000	Accumulateurs au lithium-ion (sauf hors d'usage)	
85351000	Fusibles et coupe-circuit à fusibles, pour une tension > 1000 V	
85352900	Disjoncteurs, pour une tension >= 72,5 kV	
85353010	Sectionneurs et interrupteurs, pour une tension < 72,5 kV mais > 1000 V	
85354000	Parafoudres, limiteurs de tension et étaleurs d'ondes, pour une tension > 1000 V	
85369010	Connexions et éléments de contact pour une tension <= 1000 V, pour canalisations électriques (sauf fiches et prises de courant et éléments préfabriqués)	
85371091	Appareils de commande à mémoire programmable (autres que les commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information)	
85371099	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils simil., pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension <= 1000 V (autres que les appareils de commutation pour la téléphonie et la télégraphie par fil ainsi que les armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information et les commandes à mémoire programmable)	
85371099	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils simil., pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension <= 1000 V (autres que les appareils de commutation pour la téléphonie et la télégraphie par fil ainsi que les armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information et les commandes à mémoire programmable)	
85381000	Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils	
85389099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 8535, 8536 ou 8537, n.d.a. (à l'excl. des assemblages électroniques et des tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils, ainsi que pour testeurs de disques [wafers] à semi-conducteur du n° 8536 90 20)	
85414010	Diodes émettrices de lumière, y.c. diodes laser	
85414090	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y.c. les cellules photovoltaïques	
85423190	Circuits intégrés électroniques utilisés comme processeurs et contrôleurs, même combinés avec des mémoires, des convertisseurs, des circuits logiques, des amplificateurs, des horloges, des circuits de synchronisation ou d'autres circuits (sauf sous forme de circuits intégrés à puces multiples)	
85432000	Générateurs de signaux électriques	
85444290	Conducteurs électriques, pour une tension <= 1000 V, avec pièces de connexion, n.d.a. (sauf des types utilisés pour les télécommunications)	
85444991	Fils et câbles électriques, pour une tension <= 1000 V, diamètre de brin > 0,51 mm, sans pièces de connexion, n.d.a.	
90328900	Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques (à l'excl. des instruments et appareils, hydrauliques ou pneumatiques, pour la régulation ou le contrôle automatiques, des manostats [pressostats], des thermostats et des articles de robinetterie du n° 8481)	

ANNEXE 2 – Liste des produits exclus application du tarif général

CODE NC8	DESIGNATION	DIFFERENTIEL	OBSERVATION
38200000	Préparations antigel et liquides préparés pour dégivrage (à l'excl. des additifs préparés pour huiles minérales ou pour autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales)	A	EXCLU
39172290	Tubes et tuyaux rigides, en polymères du propylène (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	B	EXCLU
39172390	Tubes et tuyaux rigides, en polymères du chlorure de vinyle (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	B	EXCLU
39173200	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, non renforcés d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires	B	EXCLU
39173900	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, renforcés d'autres matières ou associés à d'autres matières (à l'excl. des produits pouvant supporter une pression \geq 27,6 MPa)	B	EXCLU
39174000	Accessoires pour tubes ou tuyaux [joints, coudes, raccords, p.ex.], en matières plastiques	B	EXCLU
39251000	Réservoirs, foudres, cuves et récipients analogues, en matières plastiques, d'une contenance > 300 l	B	EXCLU
39259020	Profilés et chemins de câbles pour canalisations électriques, en matières plastiques	B	EXCLU
39259080	Éléments structuraux utilisés pour la construction des sols, murs, cloisons, plafonds, toits, etc., gouttières et accessoires, rambardes, balustrades, rampes et barrières simil., rayonnages de grandes dimensions destinés à être montés et fixés à demeure dans les magasins, ateliers, entrepôts, etc., motifs décoratifs architecturaux, p.ex. cannelures, coupoles, colombiers, et autres articles d'équipement pour la construction, en matières plastiques, n.d.a.	B	EXCLU
44013930	Sciures de bois, non agglomérées	A	EXCLU
48119000	Papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, couchés, enduits, imprégnés, recouverts, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des produits des n° 4803, 4809, 4810, 481110 à 481160 et 4818)	A	EXCLU
73089098	Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à l'excl. des ponts et éléments de ponts; tours; pylônes; portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles et seuils; matériel d'échafaudage, de coffrage, d'étalement ou d'étayage, et les produits principalement en tôle)	B	EXCLU
73090090	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières solides, d'une contenance > 300 l (autres qu'avec revêtement intérieur ou calorifuge, sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés aménagés pour un ou plusieurs moyens de transport)	A	EXCLU
73143900	Grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, soudés aux points de rencontre (sauf en fils dont la plus grande dimension de la coupe transversale est ≥ 3 mm avec une surface de mailles ≥ 100 cm ² et autres que zingués)	B	EXCLU
76109090	Constructions et parties de constructions, en aluminium, n.d.a., ainsi que tôles, barres, profilés, tubes, tuyaux et simil., en aluminium, travaillés en vue de la construction, n.d.a. (sauf constructions préfabriquées du n° 9406, portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, et sauf ponts et éléments de ponts, tours et pylônes)	B	EXCLU
76169990	Ouvrages en aluminium, non coulés ou non moulés, n.d.a.	A	EXCLU
84029000	Parties de chaudières à vapeur et de chaudières dites 'à eau surchauffée', n.d.a.	A	EXCLU

84212100	Appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux	B	EXCLU
94052040	Lampes de chevet, lampes de bureau et lampadaires d'intérieur, électriques, en matières plastiques ou céramiques, pour lampes et tubes à décharge		EXCLU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-108-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-108-1

AFFICHAGE LE : 5 MAI 2017

PORTANT EXONERATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL AUX ACTIVITES DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération n°15-1473-1 du 22 septembre 2015 de la Région Martinique portant sur l'adoption du tarif et du code additionnel national (CANA) d'octroi de mer applicable à la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique consent l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe 1 et destinés exclusivement aux entreprises relevant des activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer.

ARTICLE 2 : Ces produits peuvent bénéficier d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les produits figurant en annexe 2 sont exclus de toutes exonérations de droit d'octroi de mer.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE – DÉLIBÉRATION N° 17- 108- 1
PORTANT PROCEDURE D'EXONERATION DE L'OCTROI DE MER AUX ACTIVITES DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVÉTAGE
EN MER

ANNEXE 1 – biens exonérés

CODE NC8	DESIGNATION	TAUX OM	TAUX OMR	OBSERVATIONS
38089490	Désinfectants et produits simil., présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des produits à base de sels d'ammonium quaternaire ou de composés halogénés ainsi que des marchandises du n° 380850)	9%	2,5%	
39173900	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, renforcés d'autres matières ou associés à d'autres matières (à l'excl. Des produits pouvant supporter une pression $\geq 27,6$ MPa)	20%	2,5%	
39262000	Vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, mitaines et moufles, obtenus par piqûre ou collage de feuilles de matières plastiques (à l'excl. des marchandises du n° 9619)	15%	2,5%	
40149000	Articles d'hygiène ou de pharmacie, y.c. les tétines, en caoutchouc vulcanisé non durci, même avec parties en caoutchouc durci, n.d.a. (à l'excl. des préservatifs ainsi que des vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, pour tous usages)	7%	2,5%	
42029900	Sacs de voyage, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à provisions, porte-cartes, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour bijoux, écrins pour orfèvrerie et étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants simil., à surface extérieure en matières autres que cuir, feuilles de matières plastiques ou matières textiles (sauf malles, valises, mallettes, serviettes, cartables et articles simil.; sacs à main; articles de poche ou de sac à main)	10%	2,5%	
56090000	Articles en fils, lames ou formes simil. des n° 5404 et 5405, ficelles, cordes ou cordages du n° 5607, n.d.a.	10%	2,5%	
62113210	Vêtements de travail, de coton, pour hommes ou garçonnets (autres qu'en bonneterie)	10%	2,5%	
68129100	Vêtements, accessoires du vêtement, chaussures et coiffures, en amiante ou en mélanges à base d'amiante ou à base d'amiante et de carbonate de magnésium (sauf en amiante crocidolite)	10%	2,5%	

84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	7%	2,5%	
84715000	Unités de traitement pour machines automatiques de traitement de l'information, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie (autres que celles des n° 847141 ou 847149 et à l'excl. des unités périphériques)	7%	2,5%	
84798997	Machines et appareils, y.c. mécaniques, n.d.a.	7%	2,5%	
85131000	Lampes électriques portatives, destinées à fonctionner au moyen de leur propre source d'énergie	7%	2,5%	
85176931	Récepteurs de poche pour les installations d'appel, d'alerte ou de recherche de personnes	7%	2,5%	
85183095	Casques d'écoute et écouteurs électro-acoustiques, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut-parleurs (autres que combinés de postes téléphoniques d'utilisateurs par fil et autres qu'appareils téléphoniques, prothèses auditives et casques avec écouteurs incorporés, même avec microphone)	7%	2,5%	
85261000	Appareils de radiodétection et de radiosondage [radar]	7%	2,5%	
85437090	Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, n.d.a. dans le chapitre 85	7%	2,5%	
87053000	Voitures de lutte contre l'incendie (sauf véhicules affectés principalement au transport des sapeurs-pompiers)	7%	2,5%	
87059080	Véhicules automobiles à usages spéciaux (à l'excl. de ceux principalement conçus pour le transport de personnes ou de marchandises, des camions-bétonnières, voitures de lutte contre l'incendie, derricks automobiles pour le sondage ou le forage, camions-grues, voitures-pompes à béton)	7%	2,5%	
87089997	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules pour le transport de ≥ 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a. (sauf en aciers estampés)	10%	2,5%	
89069099	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage (autres qu'à rames, autres que pour la navigation maritime, autres que navires de guerre et non cités aux positions des n° 8901 à 8905, et autres que bateaux à dépecer), d'un poids unitaire > 100 kg	10%	2,5%	

90183900	Aiguilles, cathéters, canules et simil. pour la médecine (sauf seringues, aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures)	7%	2,5%	
90192000	Appareils d'ozonothérapie, d'oxygénothérapie, d'aérosolthérapie; appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire	7%	2,5%	
90211010	Articles et appareils d'orthopédie	7%	2,5%	
90211090	Attelles, gouttières et autres articles et appareils pour fractures	7%	2,5%	
90278099	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	7%	2,5%	
90308990	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques, non électroniques, sans dispositif enregistreur, n.d.a.	7%	2,5%	
94032080	Meubles en métal (à l'excl. des meubles de bureau, des meubles pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire et la chirurgie, des lits et des sièges)	15%	2,5%	
94054010	Projecteurs électriques (autres que pour véhicules aériens, véhicules automobiles ou cycles et autres que lampes de projecteur)	15%	2,5%	
89069010	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage, pour la navigation maritime (autres que navires de guerre, bateaux à rames, et autres bateaux des n° 8901 à 8905 et autres que bateaux à dépecer)	10%	2,5%	

ANNEXE 2 – Liste des produits non exonérés d'octroi de mer – Application du tarif général

CODE NC8	DESIGNATION	TAUX OM	TAUX OMR	OBSERVATIONS
30022000	Vaccins pour la médecine humaine	7%	2,5%	exclu
30049000	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses [y.c. ceux destinés à être administrés par voie percutanée] ou conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des médicaments contenant des antibiotiques, des médicaments contenant des hormones ou des stéroïdes utilisés comme hormones [sans antibiotiques], des médicaments contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés [sans hormones ni antibiotiques] et des médicaments contenant des provitamines, des vitamines ou dérivés utilisés comme tel)	7%	2,5%	exclu
30051000	Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive, imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires	2%	2,5%	exclu
30059031	Gazes et articles en gaze, imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires	7%	2,5%	exclu
30059099	Bandes et autres pansements, imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires (à l'excl. des produits en matières textiles ainsi que des pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive)	7%	2,5%	exclu
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	7%	2,5%	exclu
73089098	Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à l'excl. des ponts et éléments de ponts; tours; pylônes; portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles et seuils; matériel d'échafaudage, de coffrage, l'étalement ou d'étagage, et les produits principalement en tôle)	20%	2,5%	exclu

87033110	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $\leq 1500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	7%	2,5%	exclu
87033219	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $> 1500 \text{ cm}^3$ mais $\leq 2500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf caravanes automotrices, véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	10%	2,5%	exclu
87033319	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $> 2500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf caravanes automotrices, véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	7%	2,5%	exclu
94029000	Tables d'opération, tables d'examen et autre mobilier pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou vétérinaire (sauf fauteuils de dentistes et autres sièges, tables d'examen radiographique, civières et brancards, y.c. chariots-brancards)	10%	2,5%	exclu



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-109-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-109-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 MAI 2017

PORTANT EXONERATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL AUX ACTIVITES DE COLLECTE, DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SANGUINS

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARÇHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, relative à l'octroi de mer ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération n°15-1473-1 du 22 septembre 2015 de la Région Martinique portant sur l'adoption du tarif et du code additionnel national (CANA) d'octroi de mer applicable à la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique consent l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant des activités de collecte, de traitement et de distribution de produits sanguins.

ARTICLE 2 : Ces produits peuvent bénéficier d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : L'Assemblée de Martinique autorise le service des douanes à rembourser les droits d'octroi de mer (OM) qui ont été acquittés entre le 1^{er} janvier 2017 et la date de prise d'effet de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE - DÉLIBÉRATION N° 17-109-1

PORTANT EXONERATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MEER REGIONAL AUX ACTIVITES DE COLLECTE, DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SANGUINS

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
28151200	Hydroxyde de sodium en solution aqueuse [lessive de soude caustique]	
30021010	Antisérums	
30021091	Hémoglobine, globulines du sang et sérums globulines	
30021098	Fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique (à l'excl. Des antisérums, de l'hémoglobine, des globulines du sang et des sérums globulines)	
30029090	Toxines et produits simil. [p.ex. le parasite de la malaria] (à l'excl. des vaccins et des cultures de micro-organismes)	
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	
38249064	Produits et préparations des industries chimiques ou des industries connexes utilisés à des fins pharmaceutiques ou chirurgicales, n.d.a. (à l'excl. des produits intermédiaires obtenus au cours de la fabrication d'antibiotiques, provenant de la fermentation de Streptomyces tenebrarius, même séchés, destinés à la fabrication de médicaments du n° 3004 pour la médecine humaine et des produits intermédiaires de la fabrication des sels de monensin)	
39233010	Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques, d'une contenance <= 2 l - "Conteneurs spécifiques pour traitements des produits sanguins labiles"	
39239000	Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques (à l'excl. des boîtes, caisses, casiers et articles simil., des sacs, sachets, pochettes et cornets, des bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil., des bobines, fusettes, canettes et supports simil. ainsi que des bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture)	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
48219090	Étiquettes de tous genres, en papier ou en carton, non imprimées (à l'excl. des étiquettes auto-adhésives) "étiquettes pré imprimées"	
49119900	Imprimés, n.d.a.	
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateursconservateurs)	
84192000	Stérilisateurs médico-chirurgicaux ou de laboratoire	
84196000	Appareils et dispositifs pour la liquéfaction de l'air ou d'autres gaz	
84198998	Appareils et dispositifs, même chauffés électriquement, pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température, n.d.a.	
84211920	Centrifugeuses des types employés dans les laboratoires	
84433210	Imprimantes aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau	
84796000	Appareils mécaniques à évaporation pour le rafraîchissement de l'air, n.d.a.	
85151900	Machines et appareils électriques pour le brasage fort ou tendre (sauf fers et pistolets à braser)	
85158090	Machines et appareils électriques pour le soudage des matières thermoplastiques (sauf microsoudes de fils du type utilisé dans la fabrication de dispositifs à semi-conducteur)	
85234999	Supports optiques, enregistrés, pour la reproduction du son ou de l'image (à l'excl. des disques pour systèmes de lecture par faisceau laser, pour la reproduction de représentations d'instructions, de données, du son et de l'image, enregistrées sous une forme binaire lisible par machine, pouvant être manipulées ou offrant une interactivité à l'utilisateur au moyen d'une machine automatique de traitement de l'information ainsi que des produits du chapitre 37)	
90160010	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	
90160090	Parties et accessoires de balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins, n.d.a.	
90183900	Aiguilles, cathéters, canules et simil. pour la médecine (sauf seringues, aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures)	
90189050	Appareils de transfusion, pour la médecine	
90189084	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire, n.d.a.	
90272000	Chromatographes et appareils d'électrophorèse	

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
90278011	pH mètres, rH mètres et autres appareils pour mesurer la conductivité, électroniques	
90278017	Instruments et appareils électroniques pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, n.d.a.	
90278099	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	
90279050	Parties et accessoires des instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, p.ex. polarimètres, réfractomètres, spectromètres, des instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, y.c. des indicateurs de temps de pose, n.d.a. (à l'excl. des analyseurs de gaz ou de fumées)	
94029000	Tables d'opération, tables d'examen et autre mobilier pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou vétérinaire (sauf fauteuils de dentistes et autres sièges, tables d'examen radiographique, civières et brancards, y.c. chariots-brancards)	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-111-1-DE
Date de télétransmission : 16/05/2017
Date de réception préfecture : 16/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-111-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-2014-1 DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 17 NOVEMBRE 2015 DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE PORTANT OCTROI AU PARC NATUREL RÉGIONAL DE LA MARTINIQUE D'UNE SUBVENTION POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME 2016-2017 DE L'OBSERVATOIRE MARTINICAIS DE LA BIODIVERSITÉ

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006;

Vu la décision n°C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.211-1 à L. 7331 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;
Vu l'article 78 de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020;
Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP- programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Régional de Martinique n°15-2041-1 du 17 novembre 2015 du Conseil Régional portant octroi au parc naturel régional de la Martinique d'une subvention pour la réalisation du programme 2016-2017 de l'observatoire martiniquais de la biodiversité ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour attribuer, par arrêtés délibérés pris en Conseil Exécutif, les aides relevant des fonds européens et celles intervenant en cofinancement de ces dossiers pour lesquels le coût total des projets relevant du FEDER est inférieur à 800 000 €;
Vu l'arrêté délibéré n°16-777-1 du 17 novembre 2016 portant octroi d'une aide publique FEDER-FSE du PO 2014-2020 au Parc Naturel Régional de la Martinique (PNRM) au titre de l'axe 6.4.1, pour l'opération « MQ0003395-Observatoire Martiniquais de la Biodiversité : Développer des outils innovants de mutualisation et de diffusion des connaissances. Programme 2016-2017 » ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Considérant qu'il y a lieu d'éviter le maintien par la collectivité de deux décisions d'attribution relatives au même engagement ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La délibération de la commission permanente du Conseil Régional de Martinique n°15-2041-1 du 17 novembre 2015 portant octroi au Parc Naturel Régional de la Martinique d'une subvention d'un montant de cent cinquante mille euros (150 000 €) pour la réalisation du programme 2016-2017 de l'Observatoire Martiniquais de la Biodiversité est annulée.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-112-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-112-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 20 AVR. 2017

PORTANT INSTITUTION DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES TABACS ET D'UN MINIMUM DE PERCEPTION SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.200-1 et suivants ;
Vu le code général des impôts, notamment les articles 572 et 575 à 575 E ;
Vu le code des douanes, notamment l'article 268 modifié ;
Vu les arrêtés ministériels portant homologation des prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués ;
Vu la loi n°2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer notamment son article 56 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu l'arrêté du 31 janvier 2017 fixant pour 2017 pour chaque groupe de produit du tabac le prix moyen pondéré de vente au détail au sens de l'article 575 du code général des impôts ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : ASSIETTE DU DROIT DE CONSOMMATION

L'assiette du droit de consommation est fixée comme suit :

- 100 % du prix de vente au détail en France continentale des produits mentionnés au premier alinéa de l'article 268 modifié du code des douanes, et ayant fait l'objet d'une homologation en France continentale.
- 100 % du prix de vente au détail en France continentale correspondant à la moyenne pondérée des prix homologués des produits mentionnés au même alinéa du code précité, et n'ayant pas fait l'objet d'une homologation en France continentale.

ARTICLE 2 : TAUX DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES TABACS

Le tabac vendu à l'exportation est exonéré du droit de consommation.

Le taux du droit de consommation est maintenu conformément au tableau ci-dessous :

GROUPE DE PRODUITS	TAUX
Cigarettes	50,00 %
Cigares	20,00 %
Tabacs fines coupes destinés à rouler les cigarettes	20,00 %
Autres tabacs à fumer	20,00 %
Tabacs à priser	20,00 %
Tabacs à mâcher	20,00 %

ARTICLE 3 : MINIMUM DE PERCEPTION POUR LE DROIT DE CONSOMMATION DE CIGARETTES

Le minimum de perception tel que mentionné aux articles 575 et 575 A du code général des impôts est fixé à 168,87 € pour 1000 cigarettes, soit le prix moyen pondéré de vente au détail des cigarettes en France métropolitaine, publié par arrêté ministériel, multiplié par le taux en vigueur du droit de consommation sur les cigarettes.

Ce minimum de perception demeure applicable jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute disposition et signer tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-113-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-113-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 20 AVR. 2017

PORTANT MAINTIEN DU TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BATIES POUR L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique maintient à 19,49 % le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour l'année 2017.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute disposition et signer tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-114-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-114-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 598 619,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX (7 LLS ET 2 LLTS) RUE LAGROSILLIÈRE AU FRANÇOIS

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code civil notamment son article 2298 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 598 619,00 €, pour la construction de 7 logements locatifs sociaux (LLS) et 2 logements locatifs très sociaux (LLTS), rue Lagrosillière sur le territoire de la ville du François ;

Vu le contrat de prêt n°57785 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 3 avril 2017

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux cent quatre vingt dix neuf mille trois cent neuf euros et cinquante centimes (299 309,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 598 619,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 57785 destiné à la construction de 7 logements locatifs sociaux (LLS) et 2 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue Lagrosillière sur le territoire de la ville du François. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°17-114-1

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 57785

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION À LOYER MODÈRE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROCES-VERBAUX V1.59.2 page 1/22
Contrat de prêt n° 57785 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10676 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes/

1/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROCES-VERBAUX V1.58.2, page 2/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 98 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
2/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

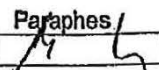
ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROCES-VERBAUX V1 50.2 1000 3/22
Contrat de prêt n° 57705 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes /

3/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Lagrosillères 9, Parc social public, Construction de 9 logements situés Angle rue Joseph Lagrosillière et Victor Schoelcher 97240 FRANCOIS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quatre-vingt-dix-huit mille six-cent-dix-neuf euros (598 619,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt-cinq mille cinq-cent-quatre-vingt-seize euros (125 596,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-soixante-treize mille vingt-trois euros (473 023,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PROCS-PROCS V1 59.2 page 4/22
Contrat de prêt n° 57785 Emprunteur n° 00025749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 98 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94
dr.anillias-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]
FORT-DE-FRANCE -
4/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les Intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par Interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par Interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

5/22

PROCES-VERBAUX V1.02.2 page 5/22
Contrat de prêt n° 57155 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10676 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

PROCES-VERBAUX V1_592 Page 622
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
6/22

GROUPE



www.graupnclssadodpots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe linéaire qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

PR0003-PR0003 V1.50.2 page 7/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.anillias-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
7/22

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 01/03/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Process-Procureur V1.562, page 8/22
Contrat de prêt n° 57785 Emprunteur n° 00005749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 98 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94

dr.entilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/22

GROUPE



www.groupecalssedesdopots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêt indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR003-PR003/14 512 Page 9/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10875 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdopots.fr

Paraphes/

FORT-DE-FRANCE -
9/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5168760	5168759		
Montant de la Ligne du Prêt	125 696 €	473 023 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (Intérêts différés)	Amortissement déduit (Intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX 562 case 1022
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 00035749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97204 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
10/22

GRUPE



www.grupocaisnedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX V. 59.2 page 11/22
Contrat de prêt n° 57785 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
11/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PROCES-VERBAUX V1.5/2 page 12/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PROCES-VERBAUX V1.53.2 page 13/22
Contrat de prêt n° 57785 Emprunteur et 000005749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 83 63 94

dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

[Signature]

FORT-DE-FRANCE - 13/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Procès-Verbal n° 192 page 1422
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les Immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les Immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels Immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Procès-Verbal n° 582, page 15/22
Contrat de prêt n° 37763 Emprunteur n° 000265749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 98 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

15/22

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'événement) le Prêteur :

- de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
- de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

PROCES-VERBAUX V1 3/12 page 16/22
Contrat de prêt n° 2/125 Emprunteur n° 002005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
16/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DU FRANCOIS	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Prédoc3-Prédoc3 V1.502 page 17/22
Contrat de prêt n° 57785 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10875 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
17/22

GRUPE



www.groupecalssedesdopots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Calssier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Calssier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

PROCES-VERBAUX V. 19.2, page 18/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10075 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@calssedesdopots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
18/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout Impayé à Date d'Échéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locaux sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

PR0003-PR0003 V1.5612 page 19/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 00005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.anillles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes /

19/22

GRUPE



www.gruppecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octrois de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10676 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
20/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR003-00008 V1 59.2 0909 21/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
21/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, - 9 JAN. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité: *Monsieur*

Nom / Prénom: *BILLARD Raymond*

Qualité: *Directeur Général*

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, *8.12.2016*

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité: *M.*

Nom / Prénom: *ROCHE Hubert*

Qualité: *Directeur Territorial*

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
SOCIÉTÉ OZANAM
SOCIÉTÉ ANONYME
D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ
Pointe de Jahany - 97238 SCHœLCHER
Raymond BILLARD

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

PR0003-PR0008 V1.582 page 22/22
Contrat de prêt n° 57765 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10875 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 PORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]
22/22

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°17-114-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 598 619,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 7 LLS et 2 LLTS rue Lagrosillière sur le territoire de la ville du François.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de CINQ CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SIX CENT DIX NEUF EUROS (598 619,00 €) destiné aux travaux de construction de 7 LLS et 2 LLTS rue Lagrosillière, sur le territoire de la ville du François.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE LOCATIF)
Montant :	125 596 €	473 023 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-115-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-115-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ
MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT DE
771 087,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE MATERNEL POUR JEUNES
FEMMES DE 17 CHAMBRES AU LIEU- DIT LA RUCHE, QUARTIER MOUTTE
A FORT-DE-FRANCE
(MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-212-1 DES 19 ET 20 JUILLET 2016)**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu le code civil notamment son article 2298 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-212-1 portant garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique à la Société Martiniquaise d'HLM à hauteur de 40% d'un emprunt d'un montant de 771 087,00 € destiné à la construction d'un centre maternel pour jeunes femmes de 17 chambres au lieu dit la RUCHE, quartier Moutte à Fort-de-France ;

Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM et tendant à solliciter une nouvelle délibération pour la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 771 087,00 €, destiné à la construction d'un centre maternel pour jeunes femmes de 17 chambres au lieu-dit La Ruche, quartier Moutte, ville de Fort-de-France;

Vu le courrier du 16 juin 2014 en annexe adressé à la Société Martiniquaise d'HLM par la Caisse des Dépôts et Consignations l'informant de l'annulation du contrat de prêt n°44747;

Vu le contrat de prêt n°56368 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 3 avril 2017

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois cent huit mille quatre cent trente quatre euros et quatre vingt centimes (308 434,80 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 771 087,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°56368, destiné à la construction d'un centre maternel pour jeunes femmes de 17 chambres, lieu-dit La Ruche, quartier Moutte, sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : La présente délibération remplace toutes les dispositions de la délibération n° 16-212-1 des 19 et 20 juillet 2016.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Annexe à la délibération n°17-115-1



www.caissedesdepots.fr

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE



Ref : HR-2017-017

SM HLM
Madame Prescilla RASCAR
Directrice des Affaires
Financières et Générales
Immeuble Tempo - Jambette
Beausejour - Voie n°13
CS 10597
97207 Fort-de-France Cedex

Fort-de-France, le 16 juin 2014

Objet : Foyer maternel « La Ruche »

Madame la Directrice,

Dans le cadre de l'instruction du dossier « La Ruche » comprenant 17 chambres quartier Moutte à Fort-de-France, la Caisse des Dépôts a émis le contrat de prêt n° 44747 afin de boucler le plan de financement de cette opération.

A la demande de votre organisme, afin de prendre en compte des modifications de modalités de remboursement anticipé, nous avons édité un nouveau contrat, n°56368, dont les montants sont restés inchangés.

Ce nouveau contrat de prêt a été signé par les parties le 10 novembre 2016, il annule et remplace le précédent contrat.

Je vous prie de croire, Madame la Directrice, en l'assurance de ma considération.

Hubert ROCHE
Directeur Territorial Martinique

copie 113

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 56368

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROCES-VERBAUX V1.57.4 page 1/22
Contrat de prêt n° 56368 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.anulles-quvane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE TEMPO VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE MARTINICAISE D HLM** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

PR0003-PR0008 V1 574 page 2/22
Contrat de prêt n° 56560 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes

2/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Foyer la Ruche, Parc social public, Construction de 17 logements situés Lieu-dit Moutte 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-soixante-et-onze mille quatre-vingt-sept euros (771 087,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de sept-cent-soixante-et-onze mille quatre-vingt-sept euros (771 087,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-ouvane@caissedesdepots.fr

4/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mld » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mld » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes)

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles.marianne@caissedesdepots.fr

GRUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 07/02/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » .

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopte : 05 96 63 63 94
dr.antilles-ouvana@calssedesdepots.fr

8/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

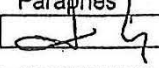
Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0053-PR0059 V1.57.4 page 9/22
Contrat de prêt n° 50368 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.entilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5105169			
Montant de la Ligne du Prêt	771 087 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	38 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur l'index	0,6 %			
Taux d'intérêt	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipée volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Méthode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@calssedesdepots.fr

10/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG Indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR0063-PR0068 V1.57.4 page 11/22
Contrat de prêt n° 55359 Emprunteur n° 000201965

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
11/22

Paraphes



www.groupecalssedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles.martinique@caissedesdepots.fr

14/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 83 94
direction.guiana@caissedesdepots.fr

15/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :

- de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
- de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** ».

Pataphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

17/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
18/22



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

19/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant Impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

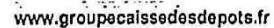
ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

20/22



ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Caisse des dépôts et consignations
PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél: 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-nivana@caissedesdepots.fr 21/22

GRUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 16/11/2016

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : HENRY Jean-Marc

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

sm hlm

S.A. au capital de 1 287 904 €
7207 Fort de France CEDEX - BP 597
Tél : 05 96 75 64 84
SIREN 305 305 375

Le, 16 novembre 2016

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature

Hubert ROCHE

Directeur territorial

Paraphes/

22/22

Caisse des dépôts et consignations

PLACE F. MITTERRAND - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE - Tél : 05 96 72 84 00 -
Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-quyane@caissedesdepots.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-116-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-116-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À POLE EMPLOI POUR LE DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ ET RENFORCÉ DE LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L. 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 23 mars 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une dotation d'un montant de six millions cinq cent mille euros (6 500 000,00 €) est attribuée en autorisation d'engagement à Pôle Emploi pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

ARTICLE 2 : Les montants suivants sont affectés à l'exécution de cette convention pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017:

- Au titre du Pass-formation, une somme de trois millions d'euros (3 000 000 €) est accordée à Pôle Emploi ;
- Au titre de la rémunération des stagiaires, une somme de deux millions d'euros (2 000 000 €) est accordée à Pôle Emploi ;
- Au titre des charges sociales des stagiaires, une somme d'un million cinq cent mille euros (1 500 000 €) est accordée à Pôle Emploi.

ARTICLE 3 : Les sommes correspondantes sont imputées au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrites en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

	AUTORISATION D'ENGAGEMENT	CRÉDIT DE PAIEMENT	ANNÉE
Pass-Formation	3 000 000 €	2 400 000 €	2017
		600 000 €	2018
Rémunération des stagiaires	2 000 000 €	1 600 000 €	2017
		400 000 €	2018
Charges sociales des stagiaires	1 500 000 €	1 200 000 €	2017
		300 000 €	2018

ARTICLE 4 : La somme est versée à l'attributaire selon les modalités prévues par convention, conformément au modèle joint.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°17-116-1



**Convention de Partenariat
Collectivité Territoriale de Martinique
Pôle emploi Martinique
N° ...**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 5e partie «L'emploi» en ses articles L. 5312-1 à L. 5312-14 ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12 ;

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi du 13 août 2004 n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu La loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret n° 83.804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas ;

Vu la délibération n° 14-1625-1 de la séance plénière du Conseil régional du 14/10/2014, ayant pour objet la convention cadre de partenariat pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi ;

Vu la délibération n°16-418-1 des 15 et 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008, relatives à la création de Pôle emploi ;

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;

Vu la feuille de route partagée pour 2013 entre le représentant de l'Etat et Pôle emploi signée le 26 avril 2013 en région Martinique ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 50601, 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité » d'une part,

Et

Pôle Emploi Martinique, sis les Villages de Rivière-Roche - 97200 FORT DE FRANCE - MARTINIQUE

Représenté par Monsieur
Martinique, d'autre part,

Directeur Régional de Pôle emploi

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi Martinique, acteurs incontournables de l'Emploi, du Développement Economique et de la Formation Professionnelle, conjuguent leurs efforts et renforcent leur action en faveur de l'emploi, au bénéfice des demandeurs d'emploi et des chefs d'entreprises.

Cette coopération s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP) et des missions de Pôle Emploi.

Pôle emploi a pour mission de suivre et d'accompagner les demandeurs d'emploi en vue de leur réinsertion professionnelle, en définissant avec eux leur projet personnalisé d'accès à l'emploi.

Il a également pour mission d'aider les employeurs dans leur processus de recrutement, en mettant en œuvre les outils de la politique de l'emploi définie par le gouvernement.

Face aux mutations rapides du marché du travail et aux attentes grandissantes des usagers, Pôle emploi s'est donné pour ambition de mieux accompagner les demandeurs d'emploi pour répondre aux besoins du marché du travail et accélérer le retour à l'emploi.

Le projet stratégique de l'établissement des quatre prochaines années porte sur cinq priorités :

- Commencer au plus vite le parcours vers l'emploi
- Mieux accompagner les transitions professionnelles
- Devenir l'interlocuteur de confiance des entreprises pour leur recrutement
- Etre au rendez-vous de la révolution digitale
- Simplifier la vie des demandeurs d'emploi et des entreprises

ARTICLE I : OBJET

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi mettent en œuvre des dispositifs innovants :

- déclinant la nouvelle politique de la CTM en matière d'orientation, d'accès à la formation et à l'emploi, en privilégiant l'efficacité en vue d'un meilleur retour à l'emploi des demandeurs d'emploi ;
- favorisant des réponses de proximité territoriale en lien avec les acteurs de l'économie, de la formation, de l'orientation et de l'emploi. Ainsi, l'ensemble des chefs d'entreprises et demandeurs d'emploi, seront les bénéficiaires des résultats attendus de cette convention ;

- accompagnant les axes majeurs de développement économique portés par la CTM.

L'ensemble de ce partenariat refondé entre la Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi Martinique s'articule autour de six axes stratégiques fondamentaux :

- **Axe 1.** Renforcer la coordination de la CTM et de Pôle emploi pour l'orientation et la formation professionnelle des demandeurs d'emploi dans le cadre de la stratégie définie par la collectivité en lien avec les acteurs économiques.
- **Axe 2.** Mobiliser l'action de Pôle emploi et de la CTM au service du développement économique du territoire.
- **Axe 3.** Promouvoir la mobilité au service du développement économique.
- **Axe 4.** Créer une dynamique numérique commune.
- **Axe 5.** Promouvoir l'organisation d'événements en faveur de l'emploi
- **Axe 6.** Articuler une prise en charge coordonnée des publics les plus éloignés de l'emploi

ARTICLE II : LES ENGAGEMENTS DE LA CONVENTION

AXE 1 - RENFORCER LA COORDINATION DE LA CTM ET DE POLE EMPLOI POUR L'ORIENTATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE DEFINIE PAR LA COLLECTIVITE EN LIEN AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES

1. OPTIMISER LA POLITIQUE D'ACHAT DE FORMATION EN FAVEUR DE L'EMPLOI

La Collectivité Territoriale de Martinique est chargée de la politique régionale d'accès à la formation professionnelle des demandeurs d'emploi notamment en définissant la carte régionale des formations en cohérence avec le CREFOP (Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation professionnelle) chargé des fonctions de diagnostic, d'étude, de suivi et d'évaluation des politiques.

Pour sa part, Pôle emploi, afin d'accompagner au mieux les demandeurs d'emploi dans leurs transitions professionnelles, mobilise l'ensemble de l'offre des formations disponibles, tous financeurs confondus. Pour ce faire, et au-delà de la mobilisation des formations prévues par le programme régional de formation, Pôle emploi finance des formations dans le cadre d'achats collectifs de formation et d'aides individuelles à la formation.

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi actent le principe d'un Convention de Partenariat

achat coordonné des formations avec pour objectifs un meilleur taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi, la satisfaction des besoins des entreprises et une réduction du nombre d'offres d'emploi non pourvues.

Au titre de cet achat coordonné des formations, la Collectivité Territoriale de Martinique définit en lien avec Pôle emploi les orientations en matière d'achat de formations pour les demandeurs d'emploi, qu'il s'agisse de formations collectives ou d'aides individuelles à la formation.

Les orientations sont fixées notamment sur la base :

- des besoins des entreprises, appréhendés en particulier par les analyses des intentions de recrutement et l'identification des métiers ou secteurs en tension ;
- des taux de retour à l'emploi après formation.

Ces orientations sont adaptées localement, en tenant compte en particulier des caractéristiques socio-économiques des bassins d'emploi et de la demande d'emploi du territoire.

Ces orientations engagent notamment Pôle emploi Martinique :

- A- A favoriser les formations directement conditionnées à l'existence d'une opportunité d'emploi, comme les actions de formation préalables au recrutement (AFPR) et les préparations opérationnelles à l'emploi individuelles (POEI) ;
- B- A partager avec la CTM les démarches engagées avec les branches professionnelles et les organismes paritaires collecteurs agréés pour accompagner la mise en place de préparations opérationnelles à l'emploi collectives (POEC) liées aux besoins de recrutement dans des secteurs professionnels identifiés ;

S'agissant des achats de formation collective (AFC) :

- La Collectivité Territoriale de Martinique, en coordination avec Pôle emploi, définit l'articulation adaptée entre le programme régional de formation qu'elle finance et les achats de formation collective par Pôle emploi. Dans ce cadre, Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi organisent leur processus d'achat dans le cadre d'un calendrier opérationnel concerté ;
- À cet effet, et en vertu de l'article L. 6121-4 du code du travail, la Collectivité Territoriale de Martinique autorise Pôle emploi, à procéder à l'achat de formations collectives, en complément et en cohérence avec ces orientations.
- Par ailleurs, les parties signataires ont acté le principe d'une dotation annuelle de Pôle emploi Martinique à la Collectivité Territoriale de Martinique. Cette dotation constitue une participation au financement du Programme Régional de Formation de la CTM.

- Par ailleurs, les parties signataires ont acté le principe d'une dotation annuelle de Pôle emploi Martinique à la Collectivité Territoriale de Martinique. Cette dotation constitue une participation au financement du Programme Régional de Formation de la CTM.

Le montant de la participation financière annuelle de Pôle emploi Martinique est plafonné à **deux millions quatre cent mille euros (2 400 000 €uros)**. Elle sera proratisée en fonction du niveau de réalisation annuel du Programmé Régional de Formation.

Cette participation financière est versée à la Collectivité Territoriale de Martinique selon les procédures comptables en vigueur. Elle est destinée à financer les frais pédagogiques des actions de formation collectives.

Le versement de cette contribution est réalisé en deux fois :

- Acompte de **50%** en début d'exercice après signature de la convention ou de l'avenant annuel
- Versement complémentaire de **50%** en milieu d'année

Le montant de cette participation financière est effectué sur le compte établi au nom de la pairie de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Chaque mois la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à transmettre à Pôle emploi les données financières de suivi concernant la participation de Pôle emploi au financement des actions de formation professionnelle, mises en œuvre sous la responsabilité de la Collectivité, dans le cadre de son programme d'actions de formation collective.

S'agissant des aides individuelles à la formation (AIF) :

Elles doivent également permettre de répondre à un projet pertinent d'un demandeur d'emploi, cohérent avec les besoins du territoire et validé ou à un besoin spécifique d'une entreprise ou d'un secteur économique.

- Elles sont attribuées par Pôle emploi de manière subsidiaire aux autres dispositifs de droit commun (programme régional de formation et achats de formation collective) dans le cadre de son budget d'intervention AIF.
- Pour sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique met en œuvre le dispositif « PASS FORMATION » pour renforcer le financement individuel des actions de formation professionnelle, dispositif décrit en annexes 1 et 2.
- La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi ont acté le principe d'une possibilité de co-financement mobilisant les deux dispositifs (« PASS FORMATION » et AIF Pôle emploi) pour des montants élevés de cout de formation.
- Dans le cas de projet de formation individuel validé par un conseiller Pôle emploi et en cohérence avec le Projet Personnalisé d'Accès à l'emploi, la Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi ont décidé la mise en place d'un co-

financement pour assurer une rémunération aux demandeurs d'emploi

Les modalités financières et organisationnelles des aides individuelles à la formation et des formations collectives sont décrites en annexes 3 et 4.

1. AMELIORER L'INFORMATION SUR L'OFFRE DE FORMATION

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à rendre plus lisible et plus visible son offre de formation, avec une attention particulière sur les procédures d'actualisation.

A cet effet, la CTM prend les mesures nécessaires pour que soit renseigné toutes les informations utiles aux conseillers de Pôle emploi et à l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation (dates de la formation, des informations collectives, des commissions de validation des entrées en formation...) ainsi que toute modification liée à l'organisation de la formation au sein de la base régionale de l'offre de formation du CARIF ;

Pôle emploi s'engage à organiser une circulation de l'information efficace afin que l'ensemble de ses conseillers dispose rapidement des informations transmises par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité et Pôle emploi se coordonnent lors de la mise en place d'un nouveau dispositif ou de nouvelles mesures afin que les conseillers Pôle emploi puissent se les approprier dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, la Collectivité Territoriale de Martinique mobilisera le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO), en lien avec les réseaux des entreprises et les partenaires Emploi-Formation, pour que soient prises des initiatives visant à mieux faire connaître les offres et les parcours de formation sur les territoires.

Afin que les organismes de formation puissent assurer la gestion dématérialisée du dossier de formation du demandeur d'emploi, Pôle emploi et la CTM s'engagent conjointement à informer tous les organismes de formation retenus dans le cadre des marchés de la CTM, des AFC et des AIF de Pôle emploi sur l'utilisation de l'appliquet KAIROS pour faciliter l'accès aux dates d'informations collectives et simplifier la gestion administrative et financière du dossier du stagiaire (attestations d'inscription en stage, attestations d'entrée en stage, état de présence etc.).

L'objet et les fonctionnalités de l'appliquet KAIROS sont décrits en annexe 5.

2. METTRE A DISPOSITION DU GRAND PUBLIC L'APPLICATION « LA BONNE FORMATION »

Pôle emploi, via sa plateforme digitale, EMPLOI STORE, ouvre un service digital aidant les demandeurs d'emploi à trouver la formation utile à leur retour à l'emploi : « La Bonne Formation ».

Cette application, produite par Pôle emploi, croise un ensemble de données : base de formation du CARIF-OREF, règles nationales et régionales de financement, données sur les taux d'accès à l'emploi à l'issue des formations, offres d'emploi et potentiel de recrutement existant.

« La Bonne Formation » permet de donner directement au demandeur d'emploi :

- une visualisation de la localisation de la formation et des dates de session ;
- une information personnalisée sur les financements associés à chaque formation : règles régionales et nationales contextualisées par rapport à la situation du demandeur d'emploi ;
- une information sur le taux de retour à l'emploi de chaque formation ;
- une confrontation avec le marché du travail (accès aux offres d'emploi et, à terme, identification des entreprises susceptibles d'embaucher).

S'agissant de l'information aux demandeurs d'emploi sur ce service digital, éclairant notamment sur les formations du programme régional de formation, la CTM valorise l'application « La Bonne Formation » sur son site permettant son co-portage par les deux partenaires.

3. SECURISER LES PARCOURS DES DEMANDEURS D'EMPLOI ENTRANT EN FORMATION

Pôle emploi et la CTM conviennent que les demandeurs d'emploi, lorsqu'ils suivent des formations financées par cette dernière, puissent bénéficier des dispositifs de rémunération et de soutien à la mobilité mis en œuvre par Pôle emploi.

Ainsi, la Collectivité Territoriale de Martinique confie à Pôle emploi le versement des indemnités des stagiaires de la formation professionnelle dans le cadre des dispositions réglementaires existantes pour la rémunération, l'aide à la mobilité et les frais de repas de Pôle emploi.

3.1 Rémunération et soutien à la mobilité des stagiaires de l'IMFPA

Par ailleurs, les demandeurs d'emploi participants aux actions de formation mises en place par l'IMFPA pourront bénéficier des dispositions prises dans le cadre de cet accord dans les limites qui y sont établies.

Les modalités organisationnelles de rémunération et de mobilisation des aides à la formation dans le cadre d'actions de formations relevant du Programme Régional de Formation sont décrites en annexes 3 et 4.

4. DEVELOPPER LE SERVICE PUBLIC REGIONAL DE L'ORIENTATION

Dans le cadre de la loi du 5 mars 2014 qui crée le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) et le Conseil en Evolution Professionnelle (CEP), la Collectivité Territoriale de Martinique coordonne les actions des réseaux participant au Service Public de l'Orientation ainsi que la mise en place du Conseil en Evolution Professionnelle sur le service d'orientation rendu aux publics.

Elle a aussi comme mission d'animer le réseau régional des opérateurs du CEP dont Pôle emploi est un acteur majeur.

Ainsi, dans le cadre de la convention régionale pluriannuelle de coordination de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle, Pôle emploi s'engage à participer à la mise en œuvre du SPRO piloté par la CTM.

Cela se traduit par la participation de Pôle emploi au groupe de travail régional sur la mise en œuvre du SPRO et du CEP et à la construction et au partage d'outils (formation OTLV – Orientation Tout au Long de Vie etc.).

5. FAIRE LA PROMOTION DE L'ALTERNANCE/APPRENTISSAGE

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi coordonnent leurs actions avec l'ensemble des partenaires pour promouvoir l'alternance, en particulier par la voie de l'apprentissage, dans le cadre d'une stratégie régionale partagée, à travers notamment :

- une information partagée sur les manifestations, forums et autres initiatives visant à la promotion des métiers, de l'alternance, de l'apprentissage, les contrats de professionnalisation, permettant une mobilisation concertée des équipes de Pôle emploi et de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- des actions ciblées en direction des entreprises ne parvenant pas à atteindre le quota d'alternants dans leurs effectifs ;
- la remontée d'informations par les médiateurs-développeurs des CFA et par les conseillers à dominante entreprise de Pôle emploi, de besoins en apprentissage exprimés par des employeurs mais pour lesquels il est constaté une absence d'offre. Les services de la Collectivité Territoriale de Martinique pourront alors,

avec les CFA en capacité de le faire ou en encourageant la création de CFA nouveaux, accompagner l'ouverture des formations attendues.

- une proposition plus systématique aux entreprises, des dispositifs d'alternance par les conseillers à dominante entreprise de Pôle emploi, pour répondre à des besoins en main d'œuvre qualifiée à terme;

6. ASSURER UN SUIVI ET FAVORISER LE RETOUR A L'EMPLOI POST-FORMATION

Les modalités de suivi et de restitution des résultats, en termes de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi après la fin de la formation, seront élaborées conjointement, à partir des données respectives disponibles, pour donner une vision globale de l'insertion des demandeurs d'emploi de la région.

Ces informations sont utilisées également, par la CTM et par Pôle emploi, pour adapter les achats et les orientations en matière de formation.

Pour améliorer la fiabilité de ces données, une attention particulière sera portée sur la mise à jour des données de la base CARIF.

Les résultats ainsi compilés seront portés par la CTM auprès du CREFOP.

Pôle emploi s'engage à prendre contact avec l'ensemble des demandeurs d'emploi à leur sortie de formation, afin, notamment, de promouvoir leur profil et leurs compétences auprès des entreprises ayant déposé des offres d'emploi ou exprimé un besoin en ressources humaines dans le cadre de l'enquête annuelle en Besoins de Main d'Œuvre que réalise Pôle emploi.

AXE2 – MOBILISER L'ACTION DE POLE EMPLOI ET DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. PARTICIPATION A LA REALISATION D'UN DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE TERRITORIAL PARTAGE

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi disposent de moyens importants et complémentaires de connaissance du territoire. Le partage de ces informations, des analyses réalisées ou l'élaboration de diagnostics ciblés sont gages d'une meilleure connaissance du développement économique du territoire permettant une élaboration plus experte et plus pertinente des politiques publiques régionales.

Dans ce cadre, Pôle emploi s'engage à mettre à la disposition de la CTM les données dont il dispose, dès leur finalisation ou publication, et son expertise, comme :

- la mise à disposition d'études produites par Pôle emploi, aux niveaux régional et des bassins d'emploi, sur le marché du travail ou de l'emploi, telles que l'enquête annuelle sur les besoins en main d'œuvre, la typologie de la demande d'emploi, la nature des reprises de travail, la connaissance des salaires pratiqués, le taux de retour à l'emploi après formation

Lorsque la CTM utilise les données et études mises à disposition, elle précise qu'elles ont été transmises ou produites par Pôle emploi.

Afin d'optimiser ces diagnostics, la Collectivité Territoriale de Martinique associe Pôle emploi aux démarches et travaux qu'elle engage mobilisant un volet diagnostic socio-économique, tels que l'élaboration du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP), l'élaboration des commandes publiques de formation ou autres.

2. ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ENTREPRISE

La Collectivité Territoriale de Martinique a vu s'étendre ses prérogatives en faveur de l'économie avec les évolutions de la loi NOTRe, en particulier avec l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) outil au service des entreprises locales, ou encore avec le transfert des crédits NACRE au 1^{er} janvier 2017.

La CTM entend ainsi mettre l'accompagnement à la création d'entreprise au cœur de ses actions en matière de développement économique et de formation pour créer et développer l'activité et l'emploi.

Aussi, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à impulser des travaux de coordination entre les différents opérateurs agissant auprès des créateurs et des repreneurs d'entreprises, dans une logique d'articulation et d'optimisation des dispositifs existants afin de mettre en place un véritable parcours du créateur.

A partir d'une cartographie des opérateurs de la création d'entreprise du territoire, fournie par la CTM, Pôle emploi contribuera à la diffusion des informations relatives à l'offre de service des acteurs du territoire, dans le but de susciter des vocations.

Pôle emploi, pour sa part, partage l'idée selon laquelle la création et la reprise d'entreprise sont un levier de développement économique, et par là-même, pour beaucoup de demandeurs d'emploi un moyen de créer son emploi, de se reconverter, de prévenir le chômage de longue durée et de sortir de l'exclusion.

Aussi, Pôle emploi, afin de faciliter la création ou la reprise d'entreprises par les demandeurs d'emploi, accompagne ceux ayant un projet de création ou de reprise d'entreprise à chaque étape clé de leur parcours, soit directement, soit en partenariat avec les acteurs publics ou privés de la création d'entreprise dans le cadre d'un parcours de créateur défini.

Pour se faire, Pôle emploi a organisé un maillage territorial étroit au sein de ses agences de proximité par la présence d'un correspondant « création d'entreprise » au sein de chacune d'entre elle.

3. MOBILISATION DES « CONSEILLERS A DOMINANTE ENTREPRISE » ET DES AIDES AU RECRUTEMENT AU SERVICE DES PROJETS TERRITORIAUX

3.1 Depuis Juillet 2015, Pôle emploi Martinique dispose d'un réseau de 29 conseillers dédiés à la relation entreprise, répartis en 9 équipes professionnelles sur l'ensemble du territoire, qui :

- accompagnent les recrutements, en particulier ceux des TPE, PME et PMI,
- organisent des opérations de recrutement d'envergure,
- sont relais des informations économiques sur les territoires,
- assurent la promotion de profils auprès des entreprises,
- s'appuient sur des actions événementielles (telles que les salons en ligne) pour favoriser le placement des demandeurs d'emploi.

Ces conseillers spécialisés travaillent ainsi à améliorer la qualité des recrutements, le placement des demandeurs d'emploi et la satisfaction des employeurs. Ils sont en lien direct avec les entreprises.

De plus, Pôle emploi propose des aides à destination des entreprises pour faciliter leurs recrutements

- action de formation préalable au recrutement (AFPR),
- préparation opérationnelle à l'emploi (POE) individuelle et collective,
- méthodes de recrutement par simulation (MRS), ...).

Ces dispositifs, à la main des conseillers à dominante entreprises, pourront être mobilisés en priorité selon les axes stratégiques définis par la CTM, dans le cadre de son programme de développement économique et d'accompagnement des entreprises.

3.2 Les conseillers à dominante entreprises pourront venir en appui localement à la valorisation des dispositifs d'aide de la CTM et pourront participer à la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par celle-ci (soutien aux filières et pôles de compétitivité, mobilisation sur les grands projets de recrutement,

initiatives économiques, mobilisation en faveur de l'alternance, ...). Pour une complète efficacité et pertinence, ces actions seront suivies, coordonnées et évaluées à la maille locale.

4. ACCOMPAGNER LES PROJETS ECONOMIQUES MAJEURS DE LA COLLECTIVITE

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à associer le plus en amont possible Pôle emploi aux projets de développement économique de la région, afin que Pôle emploi puisse proposer les actions les plus efficaces.

AXE 3 - PROMOUVOIR LA MOBILITE AU SERVICE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. AIDES A LA MOBILITE

Actuellement plusieurs types et natures d'aides à la mobilité coexistent sur le territoire, délivrés en subsidiarité par la CTM, LADOM ou Pôle emploi.

Les partenaires conviennent de réaliser conjointement un travail d'analyse de l'existant et d'élaboration d'un schéma régional des dispositifs d'aide permettant à la fois d'optimiser et de dépasser une logique exclusivement statutaire au profit d'une logique orientée vers le besoin.

1.1.Aides à la mobilité de LADOM

Pôle emploi participe activement à la politique nationale de continuité territoriale pour le développement économique des Outre-mer en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi et prioritairement les jeunes.

Dans ce cadre, Pôle emploi a signé un accord-cadre avec LADOM ayant pour objet de renforcer la coopération territoriale entre les deux organismes en permettant aux demandeurs d'emploi ultramarins d'accéder aux actions de formation professionnelle dans le cadre de la mobilité (nationale, européenne et internationale).

Les axes de coopération entre Pôle emploi et LADOM portent sur :

- La mise à disposition d'une offre de formation en mobilité adaptée aux besoins des entreprises et des demandeurs d'emploi du territoire
- La sécurisation des parcours de mobilité professionnelle et géographique des bénéficiaires

- La facilitation de l'insertion professionnelle des personnes au terme de leur formation, en favorisant leur retour dans la région d'origine
- Le suivi et le pilotage de l'activité en développant des échanges d'informations automatisées

Pôle emploi, dans le cadre de ce partenariat, a constitué un réseau de correspondants locaux au sein de chacune de ses agences de proximité afin d'assurer de la lisibilité et de la fluidité dans la mobilisation des dispositifs de formation en mobilité et dans la mise en œuvre de leurs modalités opérationnelles.

De plus, un correspondant régional en charge de l'articulation entre la CTM, Pôle emploi et LADOM sera nommé au sein de Pôle emploi.

AXE 4 - CREER UNE DYNAMIQUE NUMERIQUE COMMUNE

Les sites de Pôle emploi et de la CTM sont autant de lieux d'information et de médiation avec les publics concernés par la mobilisation en faveur des personnes en recherche d'emploi et d'insertion plus globalement. La rencontre de ces publics constitue un levier important de la réussite de l'action publique.

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi Martinique, désireux de promouvoir l'innovation en matière d'usages et de services numériques liés à l'emploi, décident ainsi de la mise en place d'une stratégie d'harmonisation de leurs supports numériques mis en visibilité des demandeurs d'emploi, des actifs et des entreprises.

Pour la mener à bien, la CTM et Pôle emploi Martinique engageront un travail conjoint approfondi qui portera notamment sur l'expérimentation et le déploiement de services numériques tels que :

- la création d'une page dédiée à la CTM sur Pole-emploi.fr
- la mise à disposition de liens contextuels sur le site de la Collectivité menant directement aux services de Pôle-emploi.fr (recherche d'offres...) et de sa plateforme EMPLOI STORE
- la mise à disposition de la CTM d'espaces éditoriaux sur pole-emploi.fr
- la possibilité pour la CTM de créer un mini site en qualité d'employeur pour diffuser ses propres offres d'emploi sur pole-emploi.fr
- la fourniture par Pôle emploi à la CTM d'informations adaptées au territoire (information sur le marché du travail, météo de l'emploi, actualités, événements, offres d'emploi régionalisées...
- Etc.

Par ailleurs, la Collectivité mobilisera le Service Public Régional de l'Orientation, en lien avec les réseaux des entreprises et les partenaires Emploi-Formation, pour que soient prises des initiatives en matière d'usages numériques visant à mieux connaître les offres et les parcours de formation sur le territoire.

Les modalités de ce partenariat feront l'objet d'un avenant à la convention.

AXE 5 - PROMOUVOIR L'ORGANISATION D'EVENEMENTS EN FAVEUR DE L'EMPLOI

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi conviennent de développer des synergies dans l'organisation d'événements en faveur de l'emploi dans la région.

A cet effet, Pôle emploi et la CTM, s'informent à échéance régulière, de l'ensemble des forums et événements sur l'emploi. La CTM et Pôle emploi conviennent de leur participation commune en tant que de besoin et veille à la cohérence de leur action.

Chaque année, la CTM et Pôle emploi examinent ensemble les événements qu'ils décident de créer ou d'organiser conjointement pour promouvoir et favoriser le développement économique, l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage.

AXE 6 - ARTICULER UNE PRISE EN CHARGE COORDONNEE DES PUBLICS LES PLUS ELOIGNES DE L'EMPLOI

1. APPROCHE GLOBALE DE L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES LES PLUS FRAGILISEES

Le 16 septembre 2015, Pôle emploi Martinique et le Conseil Général de la Martinique ont signé une convention de coopération pour l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi d'une durée de trois années.

Cette convention acte la volonté partagée des partenaires de mettre en œuvre des méthodes d'action et de coordination qui favorisent une articulation optimale du champ de l'emploi et du champ social pour garantir la réussite de l'insertion professionnelle durable des demandeurs d'emploi qu'ils soient bénéficiaires du RSA ou non.

Cette convention souligne le principe d'une articulation des expertises et des moyens des parties signataires pour une prise en charge coordonnée et simultanée des publics touchés par l'exclusion, en basant leur collaboration sur une approche des besoins et non sur une logique statutaire.

La nouvelle Collectivité exerçant toutes les compétences anciennement attribuées au Conseil Général, les parties signataires poursuivent cette convention en faveur des publics confrontés à des difficultés sociales et professionnelles.

2. INSERTION DES PERSONNES SOUS MAIN DE JUSTICE

Depuis 1993, une politique conjointe est engagée entre le Ministère de la Justice et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social pour permettre aux personnes placées sous main de justice d'accéder aux services de droit commun et ainsi préparer leur réinsertion dans la vie active en prévenant les risques de récidive.

Les évaluations des conventions cadres de collaboration ont mis en exergue l'intérêt d'un tel partenariat pour les publics pris en charge et pour les entreprises.

Une convention régionale d'application entre la direction régionale des services pénitentiaires et la direction régionale de Pôle emploi Martinique prévoit des modalités opérationnelles, humaines et financières de collaboration.

Ainsi un conseiller Emploi/Justice est désigné au sein de la direction régionale de Pôle emploi Martinique afin d'œuvrer en concertation avec le correspondant régional au sein du département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive (DPIPPR) au bénéfice des personnes :

- en amont de la libération ou de la sortie de détention sous surveillance électronique en fin de peine (SEFIP)
- ou encore dans le cadre d'une demande d'aide pour la présentation d'un dossier d'aménagement de peine ayant un volet emploi/formation.

Dans une dynamique de continuité effective de la prise en charge des publics incarcérés, de sécurisation de leur parcours d'accès à l'emploi et d'actions concertées en direction des entreprises, de nouvelles modalités partenariales et opérationnelles entre la Collectivité Territoriale de Martinique, les directions régionales pénitentiaires et de Pôle emploi Martinique feront l'objet d'une convention cadre.

Un correspondant régional en charge de l'articulation entre la CTM, Pôle emploi et la direction pénitentiaire sera nommée au sein de Pôle emploi.

Cette convention ouvre également des perspectives intéressantes en termes de politique générale contre l'exclusion et d'évaluation des politiques publiques conduites par chacune des parties.

3. INSERTION DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP

Un accord-cadre national portant sur le partenariat renforcé entre Pôle emploi et le réseau des CAP EMPLOI a été conclu pour la période 2015-2017 entre l'Etat, Pôle emploi, l'AGEFIPH, le FIPHFP et CHEOPS.

Un projet local de coopération en ces sens a été conclu entre Pôle emploi et CAP EMPLOI permettant aux deux établissements de s'engager dans une démarche de progrès visant à optimiser les services rendus aux demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (DE BOE).

Cette démarche se concrétise au travers d'une complémentarité et d'une réciprocité des offres de services de chacune des parties mais également par des actions concertées et adaptées en direction des DE BOE en recherche d'emploi et des entreprises du territoire.

Au-delà de la combinaison des offres de services, le partenariat couvre plusieurs autres champs que sont la relation entreprise coordonnée, l'acquisition croisées de connaissances professionnelles et la mise à disposition d'applicatifs informatiques métiers et une participation financière par Pôle emploi auprès de CAP EMPLOI.

ARTICLE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

La collectivité contribue à l'opération de formation de Pôle emploi Martinique par une allocation d'un montant de **Six millions cinq cent mille euros (6 500 000,00 €)**. Elle est destinée à la prise en charge de :

- La formation des demandeurs d'emploi au titre du Pass formation
- L'indemnisation des stagiaires.
- Les cotisations sociales des stagiaires

3.1 La formation des demandeurs d'emploi au titre du « Pass formation »

La collectivité contribue à la formation des demandeurs d'emploi au titre du « Pass formation » par une allocation d'un montant de **Trois millions d'euros (3 000 000€)**. Elle est destinée à la prise en charge des frais pédagogiques.

L'allocation sera versée de la manière suivante :

- 40%, soit la somme de **1 200 000 €**, intervenant dès que la convention sera rendue exécutoire;
- 40%, soit la somme de **1 200 000 €**, sur présentation d'un bilan intermédiaire financier certifié exacte et conforme par l'agent comptable de l'organisme
- Le solde sera versé au 31 décembre 2017 sur présentation d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier certifié par agent comptable

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 25 article 6568 du budget de la Collectivité.

3.3 La rémunération des stagiaires demandeurs d'emploi

Pour la rémunération des stagiaires bénéficiaires d'action de formation, la Collectivité Territoriale de Martinique attribue à Pôle emploi une allocation d'un montant de **Deux millions d'euros (2 000 000€)**.

- 40%, soit la somme de **800 000 €**, intervenant dès que la convention sera rendue exécutoire;
- 40%, soit la somme de **800 000 €**, sur présentation d'un bilan intermédiaire financier certifié exacte et conforme par l'agent comptable de l'organisme
- Le solde sera versé au 31 décembre 2017 sur présentation d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier certifié par agent comptable

A chaque fin d'exercice trimestriel, les services de Pôle emploi Martinique fournissent les données justificatives (listes et caractéristiques des demandeurs d'emploi bénéficiaires, montant engagés) qui permettent un ajustement selon la consommation réelle.

Pour l'indemnisation des stagiaires, le Pôle emploi fournira à la fin de chaque mois un état détaillé et cumulatif des versements effectués.

3.4 Les charges sociales des stagiaires

Pour les charges sociales des stagiaires bénéficiaires d'action de formation, la Collectivité Territoriale de Martinique attribue à Pôle emploi une allocation d'un montant d'**Un million cinq cent mille euros (1 500 000€)**.

- 40%, soit la somme de **600 000 €**, intervenant dès que la convention sera rendue exécutoire;
- 40%, soit la somme de **600 000 €**, sur présentation d'un bilan intermédiaire financier certifié exacte et conforme par l'agent comptable de l'organisme

- Le solde sera versé au 31 décembre 2017 sur présentation d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier certifié par l'agent comptable

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Collectivité au chapitre 932 sous-chapitre 25 article 6568 pour les frais pédagogiques et les actions de formations ; au chapitre 932 fonction 25 article 65121 pour la rémunération et au chapitre 932 fonction 25 article 65122 pour les cotisations sociales des stagiaires.

Le versement de ces participations financières est effectué sur le compte établi au nom de la Paierie de la Collectivité Territoriale de Martinique.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des actions et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

La présente allocation est incessible. A ce titre, Pôle emploi Martinique, ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser, tout ou partie de la présente allocation à un tiers.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de Pôle emploi à la Banque Populaire BRED selon les procédures comptable en vigueur:

- **IBAN : FR76 1010 7002 2800 0509 1303 632**
- **Code Banque : 10107**
- **Code Guichet : 00228**
- **Numéro de compte : 00050913036**
- **Clé : 32**

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur

ARTICLE IV : LA GOUVERNANCE

1. MODALITES DE PILOTAGE

1.1. Piloter notre action

Tout au long de la mise en œuvre du présent accord, la Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi Martinique s'engagent à partager les informations nécessaires à la bonne mise en œuvre des actions définies dans ce cadre.

Cette connaissance réciproque doit permettre de fixer au mieux les objectifs opérationnels partagés, les modalités de mise en œuvre de ces actions, et de permettre les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires.

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi Martinique conviennent ensemble de définir des indicateurs permettant de mesurer les résultats de la présente convention et de leurs actions communes.

1.2. Comité de pilotage

Un comité de pilotage (COPIL) est constitué pour assurer le pilotage stratégique de l'accord, composé de la manière suivante :

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique:

- Le conseiller exécutif chargé du secteur de la formation professionnelle tout a long de la vie et de l'orientation professionnelle
- Le président de la commission de la formation professionnelle tout a long de la vie et de l'orientation professionnelle

Pour Pôle emploi Martinique:

- Le Directeur Régional et les membres de l'équipe de direction qu'il associe.
- Le Directeur Régional Adjoint en charge des opérations ou son représentant

Les rencontres seront trimestrielles. Le comité y :

- Détermine et évalue les orientations générales et prioritaires de la convention
- Examine les propositions du comité technique ;
- Le COPIL est destinataire des comptes rendu du comité technique ; il transmet ses décisions, avis et instructions au comité technique.

1.3. Comité technique

Un comité technique (COTECH) viendra compléter et affiner les décisions et axes du COPIL. Il est garant du pilotage et du suivi de l'accord. Il comprend :

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique:

- La direction de la formation professionnelle tout a long de la vie avec l'appui du service formation professionnelle

Pour Pôle emploi Martinique :

- Le représentant désigné par Directeur régional de Pôle emploi à cet effet
- La directrice territoriale
- La directrice du service appui aux opérations et/ou son représentant

Les rencontres ont lieu deux fois par trimestre.

Les missions du COTECH sont :

- Pilotage et suivi des dispositifs
- Échanges d'information
- Analyse des difficultés rencontrées, points de satisfaction et axes d'amélioration
- Propositions au COPIL
- Suivi de l'enveloppe financière à raison d'une fois par trimestre

Un compte rendu est fait à chaque réunion et adressé aux membres du COPIL. Les propositions du COTECH sont transmises au COPIL pour validation. D'autres acteurs pourront être associés autant que de besoin, notamment les OPCA et chambres consulaires.

Un bilan quantitatif et qualitatif annuel sera rédigé par les signataires de la présente convention au terme de celle-ci. Les indicateurs retenus sont présentés en annexe 7.

L'évaluation finale de ce partenariat sera faite en fonction des résultats liés aux actions définies à l'article 3 de la présente convention cadre et prendra en compte les bilans d'évaluation sur les dispositifs concernés

2. PERSONNEL AFFECTE AU DISPOSITIF

Un agent de la CTM sera affecté à la mise en œuvre administrative du dispositif à raison de deux jours par semaine. Il sera hébergé dans les locaux de Pôle emploi. Une lettre de mission fixera le contenu et les modalités d'exercice de son activité.

ARTICLE III : COMMUNICATION

La Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle emploi Martinique s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des dispositions et actions de la présente convention.

Les actions de communication et d'information appropriées seront proposées en concertation avec les services communication des deux signataires.

Le Pôle emploi Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique s'engagent aussi à informer en interne au sein de leur propre structure du contenu de la présente convention.

Le Pôle emploi Martinique s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

Le Pôle emploi Martinique doit mentionner le concours de la Collectivité Territoriale de Martinique pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et le Pôle emploi Martinique s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE IV : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et le Pôle emploi.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE V : ANNEXES

Les annexes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE VI : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que le Pôle emploi ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

Le Pôle emploi pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE V : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2017. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit.

Le Pôle emploi s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

Si le Pôle emploi établit, avant l'expiration du délai de trois ans, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision du Président du Conseil Exécutif.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Collectivité.

ARTICLE XV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour en connaître.

Fait à Fort-de-France le ____

En 2 exemplaires originaux

Alfred MARIE-JEANNE

**Président du Conseil Exécutif
Collectivité Territoriale de Martinique**

**Directeur Régional
Pôle emploi Martinique**

Liste des annexes

Annexe 1. Dispositif « PASS'FORMATION »

Annexe 2. Modalités d'attribution des aides d'attribution des aides individuelles arrêtées par le Conseil Régional de Martinique

Annexe 3. Modalités organisationnelles et financières des aides individuelles et collectives a la formation

Annexe 4. Liste des documents à fournir par Pôle emploi la Collectivité Territoriale de Martinique

Annexe 5. Objet et fonctionnalités de l'applicatif KAIROS

Annexe 6. Indicateurs retenus

ANNEXE 1

DISPOSITIF « PASS FORMATION »

Le 08 février 2013, les Elus Régionaux réunis en Assemblée Plénière ont validé la mise en place d'un dispositif « PASS FORMATION » pour renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi en matière de formation professionnelle.

Ce dispositif vise à :

- développer l'individualisation des parcours de formation,
- rendre le demandeur d'emploi acteur de son insertion professionnelle,
- accompagner les organismes de formation dans la mise en œuvre de contenu pédagogique en accord avec les besoins des acteurs économiques,
- prendre en compte les acquis de l'expérience dans les parcours professionnels, etc.

Le dispositif « PASS FORMATION » s'inscrit dans une double démarche : c'est à la fois la traduction des orientations du Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles, des Contrats d'études Prospectives et la prise en compte des réalités sociales, techniques et économiques du territoire.

Il se caractérise par le financement de parcours de formation individualisé qualifiant, professionnalisant, de validation des acquis pour l'obtention d'un titre, d'un diplôme ou d'un certificat de compétences professionnelles.

Tout demandeur ayant un projet professionnel pour lequel il ne trouve pas de réponse de formation dans le programme d'actions collectives de la Collectivité Territoriale de Martinique, peut prétendre à ce dispositif.

Sa mise en œuvre s'appuie nécessairement sur une définition des besoins établie lors d'un entretien professionnel après validation du projet professionnel.

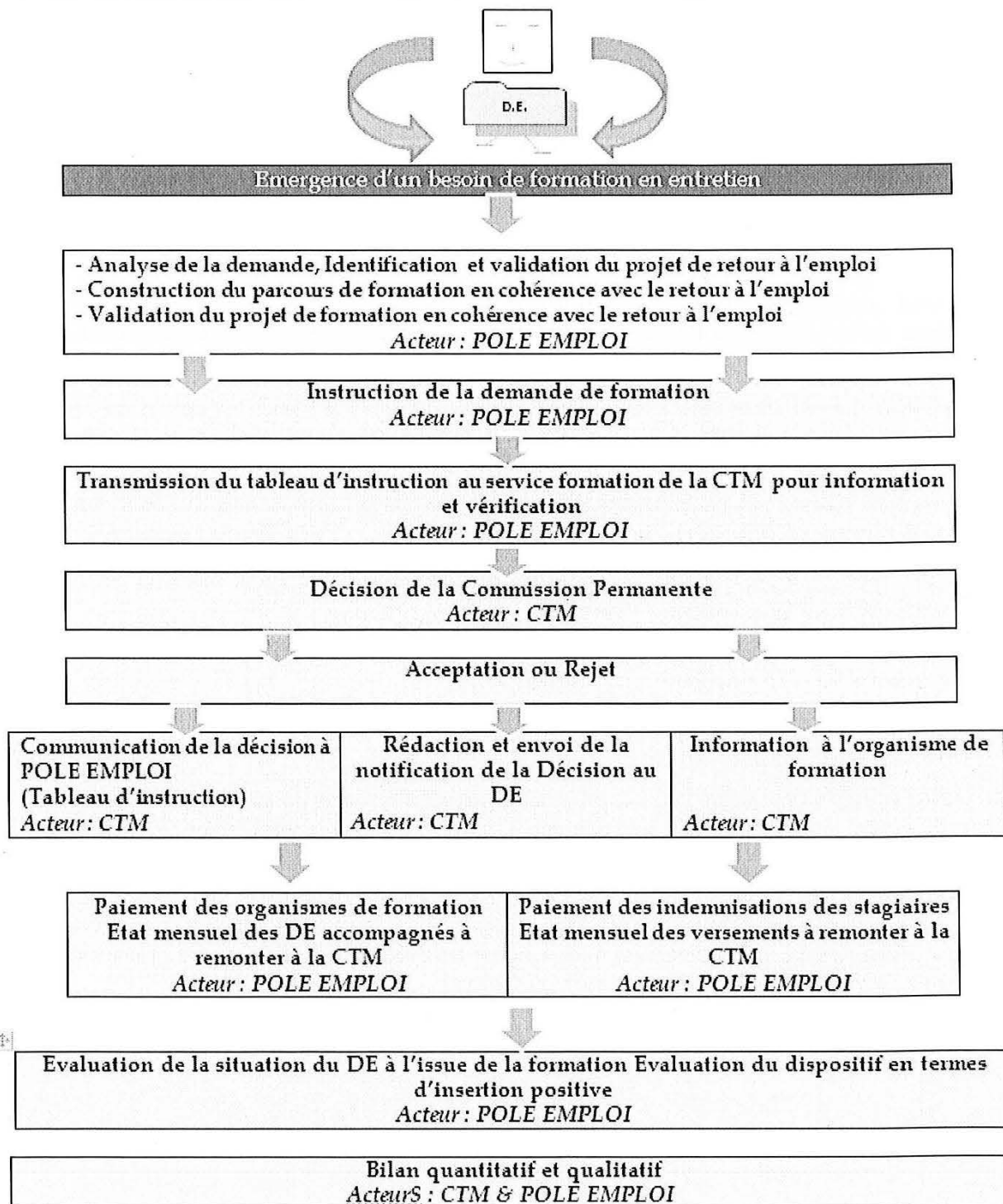
Pôle emploi Martinique, au cours des entretiens, définit avec les demandeurs d'emploi (ou les actifs), les besoins de formation qui sont des freins à leur insertion.

La Collectivité Territoriale de Martinique, s'appuyant sur l'expertise développée dans ce cadre, autorise Pôle emploi Martinique à délivrer pour son compte, le « PASS FORMATION ».

La mission confiée à Pôle emploi consiste à assurer la validation du projet de formation du demandeur d'emploi, le montage administratif du dossier ainsi que le suivi du demandeur pendant l'action de formation.

Pôle emploi s'engage à assurer la mise en œuvre du dispositif « PASS FORMATION » : accueil des demandeurs d'emploi, prescription et mise en œuvre du projet de formation, recherche des organismes de formation, instruction des demandes individuelles, transmission du tableau d'instruction au service de la formation professionnelle de la Collectivité Territoriale de Martinique pour validation de la commission permanente, suivi des demandeurs d'emploi inscrits en formation. Le détail est décrit ci-après.

Schématisation de la mise en œuvre du « PASS'FORMATION »



Enfin, Pôle emploi Martinique est chargé par la Collectivité Territoriale de Martinique:

- de valider le projet professionnel des demandeurs d'emploi
- du paiement des frais pédagogiques à l'organisme de formation,
- de faire des remontées mensuelles d'information sur les engagements et la présence détaillée des stagiaires
- de l'établissement d'un bilan des actions engagées dans l'année N et des crédits de paiements générés.

Pôle emploi s'engage à respecter les modalités d'attribution des aides individuelles arrêtées par la CTM (annexe 2).

1. Les Publics concernés

Les publics concernés par cette convention sont tous les demandeurs d'emploi de la Région Martinique :

- Sans qualification professionnelle
- Inscrits dans une démarche de VAE
- Licenciés économiques ayant adhéré à un dispositif de reclassement de sauvegarde de l'Emploi (Contrat de sécurisation professionnelle, cellule de reclassement),
- Reconnus travailleurs handicapés dont le projet personnel et professionnel est validé et motivé par le prescripteur,
- En situation d'illettrisme,
- Inscrits dans une démarche de création d'entreprise,
- Ayant une qualification inadaptée aux besoins du marché du travail.

Les publics particuliers :

- Personnes détenant une reconnaissance de Travailleurs Handicapés,
- Personnes placées sous-main de justice,
- Personnes nécessitant l'acquisition de savoirs de base,
- Autres.

2. Les Actions Eligibles

Les actions de formations sont éligibles au dispositif « PASS FORMATION » lorsqu'il s'agit :

- d'une action de formation individuelle qualifiante (figurant prioritairement au Répertoire National de la Certification Professionnelle (RNCP) de niveau V, IV, III et II.
- d'une action de formation individuelle professionnalisante qui favorise l'acquisition de compétences professionnelles dans le cadre d'un parcours vers l'emploi.
- d'une action de formation sollicitée dans le cadre d'une démarche VAE et lorsqu'un complément de formation est nécessaire pour obtenir une validation complète (titre, diplôme ou certificat).
- d'une action de formation conduisant à la maîtrise des compétences clés ou des savoirs de base.

Le « PASS FORMATION » pourra également être prescrit dans le cadre des parcours de formation vers l'emploi lorsqu'il s'agit :

- ☞ d'une action de formation dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des bénéficiaires de l'IAE¹ (accès aux compétences clés...),
- ☞ d'une action de formation venant compléter le financement de formations prises en charge par un OPCA¹ dans le cadre des CSP (Contrat de Sécurisation Professionnelle), CIF-CDD³ (Congé Individuel de Formation), CPF (compte personnel de formation).
- ☞ d'une action de formation permettant de financer le stage de préparation à l'installation d'un artisan créateur ou repreneur d'entreprise sollicitant son inscription au répertoire des métiers,
- ☞ d'une action de formation suite à une réussite de concours du secteur sanitaire et social.

Les actions devront être en lien avec les 8 secteurs définis ci-dessous :

1. Métiers liés à l'artisanat
2. Métiers liés à l'agriculture
3. Métiers liés à la mer
4. Métiers liés au BTP
5. Métiers liés à l'économie sociale et solidaire
6. Métiers liés au développement du tourisme
7. Métiers liés au développement durable et à l'environnement,
8. Métiers liés aux nouvelles technologies de communication

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle. Ces personnes sont orientées vers des structures spécialisées en insertion sociale et professionnelle (entreprises d'insertion, associations intermédiaires, entreprises de travail temporaire d'insertion, ateliers et chantiers d'insertion).

2 Un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) est une structure associative à gestion paritaire qui collecte les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ d'application dans le cadre du financement de la formation professionnelle continue des salariés des entreprises de droit privé.

3 Le CIF-CDD permet d'entamer une formation financé par un OPACIF, moyennant rémunération tout au long de la formation. Pour cela, le demandeur doit justifier :

- *d'une ancienneté de 24 mois, consécutifs ou non, sous Contrat à Durée Déterminée (CDD), quelle que soit la nature des contrats, au cours des 5 dernières années ;*
- *dont 4 mois, consécutifs ou non, sous CDD, au cours des 12 derniers mois.*

ANNEXE 2

MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES D'ATTRIBUTION DES AIDES INDIVIDUELLES ARRETEES PAR LE CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE

REPUBLIQUE FRANCAISE



DELIBERATION N° 13-241-I

portant modification de la délibération 10-1573-8

(financement des aides individuelles – dispositif chèques formation)

L'ASSEMBLEE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE, réunie le 25 février 2013 en l'hôtel de Région, sous la présidence de M. Serge LETCHIMY,

Etaient présents : M. Sylvain BOLINOIS, M. Louis BOUTRIN, Mme Francine CARIUS, M. Francis CAROLE, Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS, M. Camille CHAUVET, M. Daniel CHOMET, M. Luc Louison CLEMENTE, Mme Catherine CONCONNE, M. Jean CRUSOL, Mme Amélie DALMAI, Mme Jenny DULYS-PETIT, M. Jean-Claude DUVERGER, M. Vincent DUVILLE, M. Thierry FONDELOT, Mme Yvette GALOT, M. Didier LAGUERRE, Mme Elisabeth LANDI, M. Miguel LAVENTURE, Mme Marie Hélène LEOTIN, M. André LESUEUR, M. Serge LETCHIMY, M. Fred LORDINOI, Mme Christianne MAGE, M. Daniel MARIE-SAINTÉ, Mme Manuela MONDESIR, Mme Lise MORELLON NGUELA, M. Simon MORIN, M. Justin PAMPHILE, Mme Jocelyne PINVILLE, M. Daniel ROBIN, Mme Sandrine SAINT-AIME, Mme Patricia TULLE

Procurations : Mme Karine GALY à M. Camille CHAUVET, Mme Claudine JEAN-THÉODORE à Mme Francine CARIUS, Mme Marie Line LESDEMA à M. Daniel MARIE-SAINTÉ, M. José MAURICE à Mme Jocelyne PINVILLE, Mme Karine ROY CAMILLE à Mme Catherine CONCONNE, Mme Marie-France THODIARD à M. Jean-Claude DUVERGER

Absent(s) : Mme Marlène LANOLX, Mme Chantal MAIGNAN

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu l'article L 1612 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°03-2030 du 9 décembre 2003, fixant les modalités de prise en charge des aides individuelles,

Vu la délibération n°10-1573-8 du 22 décembre 2010, portant modification de la délibération 08-1342-1 relative au financement des aides individuelles,

Sur le rapport de M. Daniel ROBIN, Président de la Commission de l'éducation et de la formation professionnelle,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIt :

Article 1 : La délibération n°10-1573-8, susvisée, est modifiée comme suit :

Article unique : Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, le Conseil Régional fixe les modalités de financement des aides individuelles :

- Les aides individuelles pourront être accordées dans la limite des crédits réservés à cet effet et dans le cadre du dispositif « chèque formation ». Ce dispositif de formation individualisé et adapté aux besoins des demandeurs d'emploi et des acteurs économiques du territoire martiniquais, a pour vocation de définir un encadrement des aides individuelles tout en concourant à la professionnalisation des demandeurs d'emploi.

Le dispositif « chèque formation » s'inscrit dans une double démarche : c'est à la fois la traduction des orientations du Plan régional de Développement des Formations Professionnelles et des Contrat d'études Prospectives (CEP) et la prise en compte des réalités sociales, techniques et économiques du territoire.

Accusé de réception en préfecture
972-239720014-20130225-13-241-1-DE
Date de télétransmission : 15/04/2013
Date de réception préfecture : 15/04/2013

REPUBLIQUE FRANCAISE
REGION MARTINIQUE



CONSEIL REGIONAL

Certifié exécutoire par
Le président du Conseil
Régional
Remis à la Préfecture le : 1.1 FEV. 2011
Noté :

DELIBERATION N° 10-1573-9

portant modification des délibérations n°07-499-1 et n° 03-2137 relatives à la prise en charge de la validation des acquis de l'expérience (VAE) pour les demandeurs d'emplois non indemnisés

L'ASSEMBLEE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE, réunie le 22 décembre 2010 en l'hôtel de Région, sous la présidence de M. Serge LETCHIMY,

Etaient présents : M. Maurice ANTISTE, M. Sylvain BOLINOIS, M. Louis BOUTRIN, Mme CARIUS Francine, M. Francis CAROLE, Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS, M. Camille CHAUVET, M. Daniel CHOMET, M. Luc-Louison CLEMENTE, Mme Catherine CONCONNE, M. Jean CRUSOL, Mme Aurélie DALMAT, Mme Jenny DULYS-PETIT, M. Vincent DUVILLE, M. Thierry FONDELOT, Mme Yvette GALOT, Mme Karine GALY, M. Didier LAGUERRE, Mme Elisabeth LANDI, Mme Marlène LANOIX, M. Miguel LAVENTURE, Mme Marie Hélène LEOTIN, Mme Marie Line LESDEMA, M. André LESUEUR, M. Serge LETCHIMY, M. Fred LORDINOT, Mme Christiane MAGE, Mme Chantal MAIGNAN, M. Daniel MARIE-SAINTE, M. José MAURICE, Mme Manuela MONDESIR, M. Simon MORIN, M. Jean Philippe NILOR, M. Justin PAMPHILE, Mme Jocelyne PINVILLE, M. Daniel ROBIN, Mme Karine ROY-CAMILLE, Mme Patricia TELLE, Mme Marie-France THODIARD.

Procurateur(s) : de Mme Claudine JEAN-THEODORE à Mme Francine CARIUS, de Mme Sandrine SAINT-AIME à M. Daniel MARIE-SAINTE.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la délibération n° 03-2137 du 16 décembre 2003 portant prise en charge de la validation des acquis de l'expérience (VAE) pour les demandeurs d'emplois non indemnisés,

Vu la délibération n° 07-499-1 du 03 avril 2007 portant modification de la délibération n°03-2137 relative à la prise en charge de la VAE pour les demandeurs d'emploi non indemnisés,

Vu l'avis de la commission des affaires financières et du budget en date du 06 décembre 2010,

Sur le rapport de M. Daniel ROBIN, Président de la Commission de l'éducation et de la formation professionnelle,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

Article unique : La délibération n°07-499-1 susvisée est modifiée comme suit :

Article unique : L'article 1 de la délibération n°03-2137 est modifié comme suit :

Article 1 : Le Conseil régional donne un avis favorable pour la prise en charge des frais d'accompagnement de la validation des acquis de l'expérience (VAE) concernant :

- les demandeurs d'emploi non indemnisés ou sans solution de financement pour un montant plafonné à 850 €.
- les allocataires de l'ADI, de l'AGEFIPH et du Pôle emploi en complément de l'aide qui leur a été accordée par ceux-ci, le cumul des deux aides ne pouvant excéder 850 €.

Le reste sans changement.

Ainsi délibéré et adopté à l'unanimité par le Conseil régional de Martinique



Serge LETCHIMY



REPUBLIQUE FRANCAISE
REGION MARTINIQUE

Certifié exécutoire par
Le président du Conseil
Régional
Transmis à la Préfecture le: 1.1 FEV. 2011
Notifié :

DELIBERATION N° 10-1573-7

portant modification des délibérations n° 00-517 et n° 04-90 relatives au financement des formations dans la Caraïbe et l'Amérique Nord

L'ASSEMBLEE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE, réunie le 22 décembre 2010 en l'Hôtel de Région, sous la présidence de M. Serge LETCHIMY.

Etaient présents : M. Maurice ANTISTE, M. Sylvain BOLINOIS, M. Louis BOUTRIN, Mme CARIUS Francine, M. Francis CAROLE, Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS, M. Camille CHAUVET, M. Daniel CHOMET, M. Luc-Louison CLEMENTE, Mme Catherine CONCONNE, M. Jean CRUSOL, Mme Aurélie DALMAT, Mme Jenny DULYS-PETIT, M. Vincent DUVILLE, M. Thierry FONDELOT, Mme Yvette GALOT, Mme Karine GALY, M. Didier LAGUERRE, Mme Elisabeth LANDI, Mme Marlène LANOIX, M. Miguel LAVENTURE, Mme Marie Hélène LEOTIN, Mme Marie Line LESDEMA, M. André LESUEUR, M. Serge LETCHIMY, M. Fred LORDINOT, Mme Christiane MAGE, Mme Chantal MAIGNAN, M. Daniel MARIE-SAINTE, M. José MAURICE, Mme Manuela MONDESIR, M. Simon MORIN, M. Jean Philippe NILOR, M. Justin PAMPHILE, Mme Jocelyne PINVILLE, M. Daniel ROBIN, Mme Karine ROY-CAMILLE, Mme Patricia TELLE, Mme Marie-France THODIARD.

Procuration(s) : de Mme Claudine JEAN-THEODORE à Mme Francine CARIUS, de Mme Sandrine SAINT-AIME à M. Daniel MARIE-SAINTE.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la délibération n° 00-517 du 16 mai 2000 portant modalités de financement des formations dans la Caraïbe,

Vu la délibération n° 04-90 portant modification de la délibération n° 00-517 fixant les modalités de financement des formations dans la Caraïbe,

Vu l'avis de la commission des affaires financières et du budget en date du 06 décembre 2010,

Sur le rapport de M. Daniel ROBIN, Président de la Commission de l'éducation et de la formation professionnelle,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1 : Les articles 1et 2 de la délibération n° 00-517 susvisée sont modifiés comme suit :

« Article 1 : Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, le Conseil régional fixe les modalités de financement des aides en mobilité dans la Caraïbe et l'Amérique du Nord.

Article 2 : Les formations ou études dans la Caraïbe et l'Amérique du Nord sont attribuées dans la limite des crédits réservés à cet effet, aux demandeurs d'emploi, et aux personnes relevant du statut de stagiaire de la formation professionnelle qui suivent une formation qualifiante et/ou débouchant sur un diplôme et qui s'inscrivent dans une démarche de projet d'accès à l'emploi.

- Les formations ou études dans la Caraïbe et l'Amérique du Nord sont agréées dans la mesure où elles n'existent pas en Martinique ou soit parce qu'elles présentent un intérêt à l'échelon régional.

- Le renouvellement éventuel de l'aide accordée devra faire l'objet d'une nouvelle demande accompagnée d'une attestation des résultats obtenus l'année précédente.

- L'aide sera versée pour le paiement des frais pédagogiques et des frais annexes.

Article 2 : La délibération n° 04-90 susvisée sont modifiés comme suit :

Article unique : Les articles 3 et 4 de la délibération n° 00-517 sont modifiés comme suit :

ANNEXE 3

MODALITES ORGANISATIONNELLES DES AIDES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES A LA FORMATION

1. Modalités organisationnelles pour les aides individuelles

Un courrier signé du Président du Conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique est adressé à chaque bénéficiaire lui indiquant le montant de la contribution de la CTM à son projet de formation.

L'organisme de formation sera informé de cette décision de prise en charge par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les frais pédagogiques sont réglés directement par Pôle emploi à l'organisme de formation.

Les demandeurs d'emplois sont reçus par Pôle emploi qui est chargé de la validation du projet professionnel et de l'instruction des demandes.

La Collectivité Territoriale de Martinique décide de la prise en charge de la demande du candidat au vu du dossier complet. Il convient de préciser qu'aucune demande ne sera traitée par Pôle emploi postérieurement au déroulement de la formation.

Pôle emploi tient à disposition de la Collectivité Territoriale de Martinique tous les documents relatifs à l'exécution de cette convention permettant de vérifier l'éligibilité de ces opérations au cofinancement de la CTM et du Fonds social européen Annexe 4.

La présentation des dossiers se fera par une concertation préalable entre Pôle emploi et la Collectivité Territoriale de Martinique ou sur demande de l'exécutif territorial.

Les dossiers sont instruits conformément aux termes arrêtés par la présente convention notamment en ce qui concerne les modalités d'attribution des aides individuelles arrêtées par la Collectivité Territoriale de Martinique prévues à l'annexe 2. Ils sont transmis la Collectivité Territoriale de Martinique pour décision.

La notification de celle-ci devra intervenir dans des délais permettant au demandeur d'effectuer toutes les démarches préalables à son installation en cas de prise en charge, ou de réorienter son projet dans le cas contraire.

L'échéancier des intervenants pour l'instruction du dossier est de huit (8) semaines maximum. Il s'établit comme suit après dépôt du dossier complet à Pôle emploi :

- Trois (3) semaines maximum de pré-instruction aspects pédagogiques + deux (2) semaines maximum. Pôle emploi peut ainsi finaliser l'instruction de la demande notamment sur le volet rémunération.
- Dès réception des dossiers, les instances décisionnelles la Collectivité Territoriale de Martinique procèdent à l'analyse de ces derniers
- La décision de la CTM interviendra dans un délai de trois (3) semaines suivant la date de dépôt du dossier.

Il devra intervenir (hors procédure diligente exceptionnelle sollicitée et notifiée par l'une des deux parties), par tranches régulières afin de permettre le traitement efficient de ces dossiers dans des délais correspondants au temps d'instruction final et de prise de décision requis avant le départ du candidat en formation.

Les dossiers adressés à la Collectivité Territoriale de Martinique devront comporter impérativement l'ensemble des documents nécessaires à leur instruction.

Tout défaut de pièces ne permettant pas l'instruction définitive du dossier entraînera le retour systématique du dossier à Pôle emploi pour complément d'information. Une liste des pièces ou renseignements nécessaires sera jointe à la présente convention Annexe 4

2. Les Engagements de Pôle emploi Martinique et de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Conseil Régional et le Pôle emploi Martinique, s'engagent à intensifier les échanges d'informations, le partage de données détenues pour les croiser avec les projets économiques.

S'agissant de Pôle emploi :

Pôle emploi intervient auprès des demandeurs d'emploi entrant en formation pour sécuriser leur parcours, dès lors que le projet est validé par un conseiller Pôle emploi et est en cohérence avec le Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi :

En versant une rémunération :

- L'ARE-F (Allocation d'Aide au retour à l'Emploi Formation) pour les demandeurs d'emploi indemnisés au titre de l'assurance chômage quel que soit le financeur de la formation.
- La RFPE (Rémunération de formation Pôle emploi) pour les demandeurs d'emploi non indemnisés par l'assurance chômage, afin de leur assurer un revenu durant leur période de formation. Cette rémunération ne peut leur être attribuée que pour les formations (collectives ou individuelles) dont Pôle emploi est le financeur en totalité ou partiellement.

Dans la limite de son enveloppe budgétaire, et sous réserve de conditions d'éligibilité, en versant une aide à la mobilité :

L'aide à la mobilité vise à prendre en charge tout ou partie des frais de déplacement, d'hébergement et de repas occasionnés par l'entrée en formation.

Pôle emploi s'engage à communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique les informations relatives aux bénéficiaires entrés en formation individuelle et les données physiques et financières les concernant telles que prévues à la présente convention.

S'agissant de la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci :

- a. confie à Pôle Emploi Martinique la mise en œuvre du programme (instruction et suivi), ainsi que le pilotage physico-financier de l'enveloppe des aides individuelles, en concertation étroite avec ses services ;
- b. finance le programme dans le cadre de l'enveloppe votée ;
- c. conserve la responsabilité de notifier les décisions d'acceptation ou de refus par écrit aux demandeurs d'emploi, en informant l'interlocuteur régional de Pôle Emploi
- d. transmet le tableau d'instruction au Pôle emploi par commune
- e. informe l'organisme de formation concerné.

ANNEXE 4

Liste des documents à fournir par Pôle emploi la Collectivité Territoriale de Martinique

- Dossier du DE et pièces annexées
- Montants engagés et caractéristiques de DE
- Etat récapitulatif des dossiers traités par mois, par filière, par sexe et par niveau de formation.
- Evaluation de la situation des DE à la suite de la formation (à 6 mois et 1 an) en distinguant jeunes, adultes et seniors.
- Taux de réussite aux examens.
- Montants engagés par trimestre
- Etat mensuel et cumulatif détaillé des montants engagés pour la rémunération des stagiaires.

ANNEXE 5



OBJET ET FONCTIONNALITES DE L'APPLICATIF KAIROS

Présentation

KAIROS est un portail qui permet de faciliter et de fluidifier les échanges d'informations entre les organismes de formation et Pôle emploi sur le parcours de formation des demandeurs d'emploi, de leurs sélections à leurs sorties de formation.

L'objectif est de :

- Faciliter l'entrée en formation des demandeurs d'emploi en simplifiant les démarches qu'ils ont à réaliser
- Aider les organismes de formation à remplir leurs obligations d'information, d'inscription, d'entrée en formation
- Simplifier le traitement administratif du parcours de formation, permettant un gain de temps
- Gérer de façon optimale les dossiers des demandeurs d'emploi en mutualisant les informations
- Améliorer la satisfaction des demandeurs d'emploi sur le processus d'entrée en formations achetées par Pôle emploi et par la Collectivité Territoriale de Martinique

Lien avec le CARIF régional et les bases information Pôle emploi

Toutes les corrections sur le descriptif de l'offre sont faites au niveau du CARIF régional

Toutes les saisies réalisées dans KAIROS alimentent en temps réel le dossier du demandeur d'emploi et le catalogue de formation

Les Atouts de KAIROS

Aider les organismes de formation à remplir leurs obligations

1. Les organismes de formation sont tenus d'informer Pôle emploi à double titre
 - Concernant les entrées sur les places achetées par Pôle emploi
 - Concernant les autres entrées pour garantir la gestion de la liste (DE en catégorie D « formation »)
2. Le processus papier coûteux est remplacé par des échanges dématérialisés
 - Pôle emploi a substitué des échanges dématérialisés aux formulaires AIS et AES que les organismes remplissaient jusqu'à présent
 - L'organisme de formation transmet en flux à Pôle emploi les informations relatives au parcours du demandeur d'emploi (inscription, entrée, présence)
3. Pôle emploi propose de mettre en place cette simplification à l'ensemble des organismes

3 Faciliter la gestion physico-financière de la Collectivité Territoriale de Martinique

1. Améliorer la saturation des places achetées par la Collectivité Territoriale de Martinique

- KAIROS permet à l'organisme de formation d'inscrire directement (ou de proposer l'inscription) d'un demandeur d'emploi en formation, quel que soit son financeur (sans toutefois remise en cause des processus spécifiques pouvant être mis en place par la CTM)

2. Garantir le pilotage exhaustif des entrées de demandeurs d'emploi en formation

- KAIROS permet aux organismes de formation de déclarer facilement toute entrée en formation et de fiabiliser les données du parcours de formation

3. Éviter les double-rémunérations

Les organismes de formation informent des entrées en formation via KAIROS, ce qui permet d'éviter les doubles rémunérations Pôle emploi (indemnisation) / CTM (RPS)

4. Mettre à jour plus rapidement les comptes CPF des demandeurs d'emploi

- Dans le cadre de l'offre de service de Pôle emploi à l'égard de la Collectivité Territoriale de Martinique, la mise à jour des comptes CPF des bénéficiaires de formations financées par la CTM est accélérée, Pôle emploi ayant connaissance immédiatement des inscriptions et entrées en formation. La valorisation financière des heures CPF auprès du FPSP est mieux sécurisée

En conclusion

Le portail KAIROS est un outil essentiel pour sécuriser les parcours de formation :

- Pour le demandeur d'emploi, en simplifiant ses démarches administratives
- Pour Pôle emploi, en garantissant la traçabilité de tous les parcours et la bonne actualisation de tous les dossiers des demandeurs d'emploi concernés
- Pour l'organisme de formation, en diminuant son traitement administratif et en maximisant ses entrées en formation

ANNEXE 6 : INDICATEURS

Caractéristiques des demandeurs d'emploi handicapés et non handicapés						
Demandeurs d'emploi handicapés		Demandeurs d'emploi non handicapés		Ensemble (y compris les handicapés)		
Effectifs		Effectifs		Effectifs		
H	F	H	F	H	F	
Age						
Moins de 25 ans						
25 à 49 ans						
50 ans et plus						
SOUS-TOTAL						
Travailleurs reconnus en situation de handicap						
Titulaire d'une pension invalidité						
Victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle						
Anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension d'invalidité						
Titulaire d'une carte d'invalidité						
Titulaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)						
SOUS-TOTAL						
Orientation du demandeurs d'emploi vers le centre de formation						
Pôle Emploi						
Cap Emploi						
MDPH						
Etablissement pénitentiaire						
Autre						
SOUS-TOTAL						
Type d'entrées						
Nombre d'entrées en préorientation						
Nombre d'entrées en formation						
SOUS-TOTAL						

Caractéristiques des demandeurs d'emploi handicapés et non handicapés						
Demandeurs d'emploi handicapés		Demandeurs d'emploi non handicapés		Ensemble (y compris les handicapés)		
Effectifs		Effectifs		Effectifs		
H	F	H	F	H	F	
Antériorité au chômage						
moins de 6 mois						
6 m à moins de 12 mois						
1 an à moins de 3 ans						
3 ans et plus						
SOUS-TOTAL						
Niveau de formation						
Non renseigné						
Niveau I						
Niveau II						
Niveau III						
Niveau IV						
Niveau V						
Niveau VI et V Bis						
SOUS-TOTAL						
Qualification						
Non renseigné						
Sans qualification						
Manoeuvre, ouvrier spécialisé						
Ouvrier qualifié						
Employé non qualifié						
Employé qualifié						
Techniciens, agents de maîtrise et cadres						
SOUS-TOTAL						
Secteurs d'activité						
Non précisé						
Agriculture						
Industrie						
BTP						
Tertiaire non marchand						
Tertiaire marchand						
Autre						
SOUS-TOTAL						

	Caractéristiques des demandeurs d'emploi handicapés et non handicapés					
	Demandeurs d'emploi handicapés		Demandeurs d'emploi non handicapés		Ensemble (y compris les handicapés)	
	Effectifs		Effectifs		Effectifs	
	H	F	H	F	H	F
Sorties de formation non maîtrisables						
Maternité						
Maladie						
Déménagement						
Incarcération						
Exclusion						
Abandon						
Démission						
SOUS-TOTAL						
Suivi des résultats de la validation / certification						
Nombre de validation partielle						
Nombre de validation totale						
SOUS-TOTAL						
Insertion professionnelle 6 mois après la formation						
Insertion en emploi en CDI						
Insertion en emploi en CDD						
Insertion en emploi en alternance						
Suite de parcours						
Sans solution						
SOUS-TOTAL						
Total						



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-116-2-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017
DÉLIBÉRATION N° 17-116-2

**PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION AU RÉGIMENT DU SERVICE
MILITAIRE ADAPTÉ DE MARTINIQUE (RSMAM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017
POUR LA FORMATION DES STAGIAIRES**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L. 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 23 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une dotation d'un montant d'un million d'euros (1 000 000,00 €) est attribuée en autorisation d'engagement au Régiment du Service Militaire Adapté de Martinique (RSMAM) au titre de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

ARTICLE 2 : La somme correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

AUTORISATION D'ENGAGEMENT	CRÉDIT DE PAIEMENT	ANNÉE
1 000 000,00 €	800 000,00 €	2017
	200 000,00 €	2018

ARTICLE 3 : La somme est versée à l'attributaire selon les modalités prévues par convention, conformément au modèle joint.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

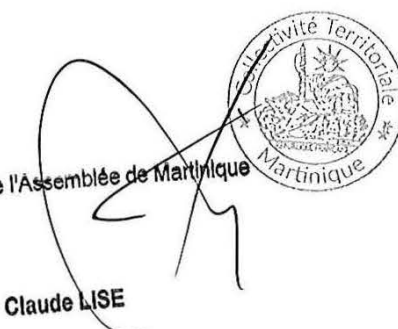
ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

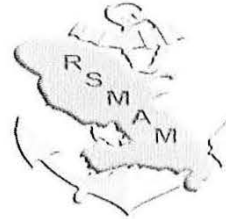
Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

Annexe à la délibération n°17-116-2

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



Fort-de-France, le ... / ... / 2017

**CONVENTION ANNUELLE DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME
D'ACTIVITÉS DE FORMATION RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTE
DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DU CONTRAT D'OBJECTIFS
PLURIANNUELS
N° 17-...-...**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code de l'Éducation, notamment son article L. 214-12

Vu la loi du 1er juillet 1901 et la liberté d'association relative au contrat d'association

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi du 13 août 2004 n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret n° 83.804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle

Vu l'arrêté du 30 septembre 1991 portant mission et organisation du service militaire adapté

Vu la délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas

Vu la délibération n°16-418-1 des 15 et 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 50601, 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

Le régiment du service militaire adapté de la Martinique, sis RSMA-M - CSA 50610 - 97261 FORT DE FRANCE

Représenté par le Lieutenant-colonel commandant le régiment du service militaire adapté de la Martinique et ci-après dénommé «RSMAM»

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par le RSMAM conforme à son objet statutaire ;

Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP);

Considérant que le projet ci-après présenté par le RSMAM participe de cette politique.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention a pour objet de prévoir la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement des actions de formations proposées par le RSMAM en fonction du volontariat des jeunes pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Cette convention est consentie afin de répondre aux objectifs suivants :

- Mettre en place un accompagnement adapté au profil du public bénéficiaire,
- Favoriser le retour à l'emploi du public bénéficiaire et son employabilité durable,
- Permettre l'apprentissage de l'autonomie,

Le RSMAM s'engage à mentionner le soutien de la Collectivité, dans les conditions décrites au sein de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE III : COMMUNICATION

Le RSMAM s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

Le RSMAM doit mentionner le concours de la Collectivité pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et le RSMAM s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

La collectivité contribue à l'opération du RSMAM par une dotation d'un montant de **Un million d'euros (1 000 000,00 €)**. Elle est destinée à la prise en charge des frais pédagogiques.

La dotation sera versée de la manière suivante :

- **40%**, soit la somme de **400 000€**, intervenant dès que la convention sera rendue exécutoire;
- **40%**, soit la somme de **400 000€**, sera versée au **mois de juillet 2017** sur présentation d'un bilan intermédiaire des actions réalisées
- Le solde sera versé au **mois de mars 2018** sur présentation d'un rapport d'activité, d'un descriptif du suivi, d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 25 article 6568 du budget de la Collectivité.

Le montant maximal de la dotation est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des actions et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire du RSMA Martinique au Trésor Public selon les procédures comptable en vigueur:

- **IBAN : FR76 1007 1972 0000 0010 0003 961**
- **Code Banque : 10071**
- **Code Guichet : 97200**
- **Numéro de compte : 00001000039**
- **Clé : 61**

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique.

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur

ARTICLE V : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2017. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit.

Le RSMA s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 5 ans.

Si le RSMA établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision de la Collectivité.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par la Collectivité.

A l'échéance de la convention, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 mois pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE VI : OBLIGATIONS

Le RSMA s'engage à utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

Le RSMA s'engage à produire, au plus tard le **31 mars 2018**, un bilan financier annuel attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

Le RSMA s'engage à transmettre les données annuelles des bénéficiaires. Il s'engage donc à produire des tableaux de suivi permettant des analyses sur :

- Le nombre d'entrée
- Le nombre de sortie
- Le taux d'abandon
- Le taux de sortie positive
- Le taux d'échec

Le RSMA s'oblige en outre à communiquer, après validation par le Directeur Administratif et financier et dans un délai maximum de 3 mois suivant l'exercice pour lequel la dotation a été octroyée :

- les documents comptables annuels du RSMA,
- un rapport d'activités détaillé.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE VII : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard [significatif] des conditions d'exécution de la convention par le RSMA sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à *l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996*,
- Soit la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le RSMA et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression de la subvention en application de *l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945*.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à *l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938*.

La Collectivité informe le RSMA de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE VIII : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. Le RSMA s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses.

La Collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE IX : EVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

Le RSMA s'engage à fournir, au moins 3 mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE X : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et le RSMA.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XI : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE XII : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que le RSMA ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

Le RSMA pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIII : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XI, la présente convention et son annexe expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XIV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour en connaître.

Fait à Fort de France, le ... / ... / 2016

Le Président du Conseil Exécutif

Le RSMAM

ANNEXE I : LE PROJET DU RSMAM

I. Obligation :

Le RSMA s'engage à mettre en œuvre le projet à l'article 1^{er} de la convention. Elle a pour but de favoriser le retour à l'emploi du public bénéficiaire.

II. Co-Financement du Projet :

Charges du projet	Subvention de (autorité publique qui établit la convention)	Autre Somme des financements publics (affectés au projet)
EUR	EUR	EUR
1 000 000	1 000 000	0

III. Objectif:

La Collectivité Territoriale de Martinique et le RSMAM s'engagent à contribuer à :

- Organiser des réunions d'information et visites *in situ* au RSMA-M au profit des jeunes des Missions locales ;
- Développer les réunions d'information et les visites au profit des Missions locales avec un minimum de 10 jeunes par session,
- Accompagner vers l'insertion en alternance, et en collaboration avec les Centres de Formation des apprentis (CFA) de Martinique ceux qui auront donné satisfaction lors de leur période en entreprise.
- Offrir des places de stages pour les jeunes souhaitant effectuer une poursuite de formation dans l'un des organismes de formation (IMFPA ou autres) financés par la Collectivité Territoriale de Martinique.
- Accompagner vers l'insertion grâce au contrat de professionnalisation en mettant en relation le volontaire et les entreprises souhaitant recruter des jeunes du RSMA-M grâce au réseau des Missions locales.
- Promouvoir le rapprochement des entreprises et du RSMA-M, notamment au travers de « l'alternance SMA ».

IV. Public:

790 volontaires stagiaires

V. Les pièces à fournir par le RSMAM

Les documents suivants doivent être transmis à la Collectivité 3 mois après l'échéance de la convention :

- Convention dûment signée en 5 exemplaires dans un délai de 10 jours après réception du document
- Liste de tous les bénéficiaires
- Indicateurs relatifs à l'effectif de rentrée, de sortie et d'insertion des stagiaires [emploi direct, poursuite de formation (IMFPA, CFA, etc.)]
- Bilan intermédiaire financier détaillé au 31 mai du RSMAM



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-117-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-117-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'AMEP-CFA BTP AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de un million huit cent cinquante neuf mille trois cent soixante et un euros et quarante-trois centimes (1 859 361,43 €) à l'AMEP CFA BTP afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2017.

Cette dotation est répartie comme suit :

- Fonctionnement : 1 397 325,50 €
- Aide au transport : 173 865,93 €
- Aide à la restauration : 145 170,00 €
- Aide au premier équipement : 100 000,00 €
- Prise en charge des médiateurs : 43 000,00 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention conformément au modèle joint.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE MARTINIQUE

Annexe à la délibération n° 17-117-1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION ANNUELLE
DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU CFA GÉRÉ PAR L'AMEP
POUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2017
N° 17-

- VU Le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;
- VU Le Code du travail et notamment sa 6^e partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6231-1 à L. 6231-5 ;
- VU Le Code du travail et notamment ses articles L. 116-1 à L. 116-8 ;
- VU Le Code de l'Éducation, notamment son article L. 214-12 ;
- VU Les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;
- VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- VU La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;
- VU La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- VU la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- VU Le décret n°83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;
- VU La délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas ;
- VU Le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;
- VU La délibération n°13-1788-1 du 26 septembre 2013 de l'Assemblée Plénière du Conseil régional portant renouvellement de la création de l'AMEP CFA BTP ;
- VU La délibération n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

VU La délibération n°17- portant octroi d'une subvention de fonctionnement à l'AMEP CFA BTP au titre de l'exercice 2017.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La **COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

L'**Association Martiniquaise Education Populaire (AMEP)** sise Quartier Vaudrancourt - BP 111 97224 Ducos

Représentée par le Directeur et ci-après dénommé « l'AMEP CFA BTP »

N° SIRET : 316 488 857 00046

CODE APE : 8559 A

N° URSSAF : 972 206 425 032

A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'Association Martiniquaise Education Populaire (AMEP) pour le Centre de Formation d'Apprentis (C.F.A) conforme à son objet statutaire.

Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP);

Considérant que le projet ci-après présenté par l'AMEP pour le C.F.A participe de cette politique.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de :

1. Favoriser l'émergence et la réalisation de projets professionnels adaptés,
2. Construire des parcours de formation individualisés en faveur des jeunes de 15 ans à 25 ans,
3. Impulser des actions pré-qualifiantes, permettant de faire monter en compétences les demandeurs d'emploi.

Elle vise également à favoriser le développement économique régional en mettant à disposition des entreprises, les compétences qui leur sont nécessaires.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Cette convention est consentie afin de répondre aux objectifs suivants de l'AMEP pour le C.F.A :

- Veille et anticipation des besoins de main-d'œuvre pour mieux adapter l'offre de formation aux besoins des acteurs économiques,
- Qualification et Formation des jeunes de 15 ans à 25 ans pour favoriser l'insertion durable,
- Appui au développement économique,
- Articulation des modalités de financements de la formation,
- Versement des indemnités des stagiaires de la formation professionnelle,
- Mise en place des actions de formation,

L'AMEP s'engage à mentionner le soutien de la Collectivité, dans les conditions décrites au sein de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE III : COMMUNICATION

L'AMEP s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité pour le fonctionnement du C.F.A, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

L'AMEP doit mentionner le concours de la Collectivité Territoriale de Martinique pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et L'AMEP s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

La collectivité contribue à l'opération de l'AMEP pour le C.F.A par une subvention d'un montant de **un million huit cent cinquante-neuf mille trois cent soixante et un euros et quarante-trois centimes (1 859 361,43 €)**. Elle est répartie comme suit :

Fonctionnement :	1 397 325,50 €
Aide au transport :	173 865,93 €
Aide à la restauration :	145 170,00 €
Aide au 1er équipement :	100 000,00 €
Prise en charge du salaire du médiateur :	43 000,00 €

La subvention s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- > Un acompte de 50 % soit 929 680,71 € dès que la convention sera rendue exécutoire ;
- > 30 %, soit 557 808,43 €, sur présentation de la liste des apprentis inscrits en première année, pour la rentrée 2016 pour chaque section, ainsi que la liste des contrats correspondants, enregistrés par le Chambre Consulaire ;
- > Le solde soit 371 872,29 € sur communication à la Collectivité Territoriale de Martinique au plus tard le 30 juin 2018 : d'un rapport d'activité, d'un descriptif du suivi, d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier approuvé par l'Assemblée générale et certifié par le commissaire aux comptes.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 26 article 6568 du budget de la Collectivité.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des actions subventionnées et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

Pour chaque demande de versement, l'AMEP devra systématiquement retourner à la Collectivité, dûment remplie et signée, une demande de paiement de subvention.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de l'AMEP pour le C.F.A à la Caisse d'Épargne selon les procédures comptables en vigueur :

IBAN : FR 76 1131 5000 0108 0207 0083 657
Code Banque : 11315
Code Guichet : 00001
Numéro de compte : 08020700836
Clé : 57

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Payeur Territorial.

ARTICLE V : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à l'AMEP le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre l'AMEP n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose l'AMEP pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par l'AMEP à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à l'AMEP pour le C.F.A.

ARTICLE VI : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2017. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit. Néanmoins, cette durée d'exécution ne pourra aller au-delà du 30 juin 2018.

L'AMEP s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

Si l'AMEP établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision du Président du Conseil Exécutif.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président du Conseil Exécutif.

ARTICLE VII : OBLIGATIONS

L'AMEP s'engage à :

- utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée ;
- produire, au plus tard le **30 juin 2018**, un bilan financier annuel attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention ;
- communiquer des tableaux de suivi permettant des analyses sur :
 - > Le suivi d'exécution,
 - > Les bilans d'insertion ;
- transmettre un historique des données qui permettra d'évaluer l'évolution du programme de formation.

L'AMEP s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, l'AMEP s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

L'AMEP s'oblige en outre à communiquer, après validation par le conseil d'administration et dans un délai maximum de 6 mois suivant l'exercice pour lequel la subvention a été octroyée :

- les documents comptables annuels de l'AMEP CFA BTP certifiés par son Commissaire aux Comptes, incluant le rapport général et le rapport spécial,
- un rapport d'activités détaillé par activité.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE VIII : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard [significatif] des conditions d'exécution de la convention par l'AMEP sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention,
- Soit la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'AMEP pour le CFA et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

La Collectivité informe l'AMEP de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IX : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. L'AMEP s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Conformément à l'article L6233-1 du code du travail modifié par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 - art. 17 (V), la Collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que les ressources annuelles du CFA ne sont pas excédentaires.

ARTICLE X : EVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'AMEP s'engage à fournir, au maximum 6 mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du budget dans les conditions précisées en annexe de la présente convention.

La Collectivité procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'AMEP, de la réalisation du budget auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE XI : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et l'AMEP.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XII : ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE XIII : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que l'AMEP ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

L'AMEP pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIV : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la

suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre un quelconque titre figurant en tête des clauses et une quelconque clause, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XI, la présente convention et son annexe expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer à la présente convention.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à une quelconque obligation visée dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour le règlement du litige.

Fait à Fort de France, le

**L'Association Martiniquaise
Education Populaire**

Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE I : CALCUL DE LA SUBVENTION ACCORDEE

a. Calcul de la subvention 2017

Sauf dérogation, la date recrutement des apprentis est échue au 31 décembre 2016.

En conséquence, le montant de la subvention de fonctionnement de l'année 2017 est calculé en tenant compte de ces effectifs.

Pour rappel, au 31 décembre 2016, l'AMEP CFA BTP dénombrait 283 apprentis et 20 DIMA pour un coût fonction de la section d'apprentissage : 3 739 € pour le DIMA et le CAP, 5 959 € pour le Bac Pro et le Titre Pro, 6 200 € pour le BTS et 7 000 € pour la Licence Pro.

		Effectifs	Coûts annuels	Taux	Montant subvention 2017
AMEP CFA BTP	FRAIS PEDAGOGIQUES DIMA	20	3 739 €	100%	74 780,00 €
	FRAIS PEDAGOGIQUES :				
	- CAP	104	3 739 €	90%	349 970,40 €
	- Bac Pro / Titre Pro	121	5 959 €	90%	648 935,10 €
	- BTS	58	6 200 €	90%	323 640,00 €
	- Licence Pro	0	7 000 €	90%	0,00 €
	Sous total frais pédagogiques				1 397 325,50 €
	AIDES A LA RESTAURATION				145 170,00 €
	AIDES AU TRANSPORT				173 865,93 €
	PRISE EN CHARGE SALAIRES MEDIA TEUR				43 000,00 €
	AIDES AU PREMIER EQUIPEMENT				100 000,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT				1 859 361,43 €

ANNEXE II : LE BUDGET DE L'AMEP POUR LE CFA

I. Obligation :

Conformément à l'article 3 de la convention n°14-1581-1 portant création du Centre de formation d'apprentis géré par l'AMEP, il y sera dispensé les formations dans le cadre de l'apprentissage agréées par la Collectivité Territoriale de Martinique et dont la liste est précisée en annexe de la présente convention.

II. Financement du Budget :

Charges du budget	Subvention de (autorité publique qui établit la convention)	Somme des financements publics (affectés au budget)
EUR	EUR	EUR
0	0	0

III. Objectif :

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'AMEP pour le CFA s'engagent à contribuer :

- A la stratégie régionale du développement de l'apprentissage,
- Aux politiques d'aide au développement de formation des métiers relevant de son secteur d'activité.

En outre, La Collectivité Territoriale de Martinique et l'AMEP, s'engagent à intensifier les échanges d'informations, le partage de données détenues pour les croiser avec les projets économiques.

IV. Public :

Les jeunes de 15 ans à 26 ans

V. Les pièces à fournir par L'AMEP pour le CFA :

- Les effectifs mensuels des apprentis par section, par niveau et année de formation, en mentionnant pour chaque section l'effectif prévu et les ruptures au plus tard le 5 de chaque mois,
- Le planning de l'alternance de toutes les actions de formation,
- Un tableau dans lequel devra figurer : la liste des entreprises d'accueil en précisant le secteur d'activité ; le nom des apprentis accueillis et le diplôme préparé ; le nom de(s) Maître(s) d'Apprentissage(s),
- La liste des contrats adressés aux chambres consulaires,
- Les résultats des formations dispensées du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 (effectifs et

pourcentage de réussite aux examens par section et niveau de formation) au plus tard le 05 septembre 2017.

- Le public concerné comprend le dispositif d'initiation aux métiers en alternance (D.I.M.A) et les apprentis inscrits au CFA dans les sections d'apprentissage au titre de l'année d'apprentissage 2016-2017,
- Le suivi mensuel d'activité du développeur,
- Le suivi mensuel d'activité du médiateur,
- La liste des délégués d'apprentis par section et classe.

ANNEXE III : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Afin de garantir la mise en œuvre de cette convention, la Collectivité Territoriale de Martinique et l'AMEP organisme gestionnaire du C.F.A ont défini l'organisation du pilotage relatif à leur partenariat pour en assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

En vertu des articles R6233-33 à R6233-45 du code du travail, un Conseil de perfectionnement est institué afin de déterminer les orientations stratégiques. Il est saisi pour avis des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du centre de formation. Il se réunit au moins trois fois par an.

Les comptes rendus des séances du conseil de perfectionnement seront transmis à la Collectivité.

De plus, l'AMEP s'engage à adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique pour rendre compte de l'activité du CFA:

a) Le 30 Avril 2017 au plus tard, un bilan d'activité comprenant :

- Tableau des entrées et sorties des apprentis qui suivent leur formation au centre de formation d'apprentis certifié par le directeur du CFA,
- Répartition des visites en entreprise et bilan des visites effectuées pour la période de janvier 2017 à décembre 2017,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre de la restauration,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre du transport,
- Propositions des CFA sur l'orientation des DIMA,
- Les indicateurs de réalisation – typologie de la formation et des apprentis,
- Le rapport d'activité du 1er janvier au 31 décembre 2017,
- Le rapport pédagogique du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017,
- Un état présentant l'effectif total d'apprentis formés de janvier à décembre 2017,
- Le compte financier de l'exercice 2017 et sous réserve des dispositions de l'article L6354 du Code du travail,
- Le document d'application des dispositions de la convention portant création du CFA,

Indicateurs :

1. Suivi des réalisations

- Suivi des entrées en effectifs
- Suivi des sorties en effectifs
- Suivi des prestations réalisées en volume

2. Parcours de formation

Volumes :

- en nombre d'heures
- en nombre d'apprentis
- en nombre de sections

3. Caractéristiques des publics accueillis

Données sexuées :

- Age avec distinction 16 – 18 ans, 19 - 21 ans, 22 – 24 ans et > 24
- Origine géographique : (Centre, Nord atlantique, Nord caraïbes, Sud).

4. Suivi exhaustif de l'insertion professionnelle pour les formations qualifiantes, à 6 mois et 1 an après la sortie de formation

Pour les formations qualifiantes, situation au regard de l'emploi avec typologie des postes et contrats obtenus (nature, durée, localisation), en lien ou non avec la formation suivie.

5. Suivi des résultats de la validation / certification

Résultats en termes de :

- Validation partielle ;
- Validation totale ;
- Certification avec pourcentage des validations par rapport à l'effectif total et effectif présenté à l'examen.

6. Suivi des résiliations

- Résiliation par section,
- Résiliation par période (période d'essai, année 1, année 2, année 3)
- Résultat par sexe
- Résultat par motif

ANNEXE V : LISTE DES FORMATIONS DISPENSEES PAR L'AMEP CFA BTP

LISTE DES FORMATIONS DISPENSEES PAR
L'AMEP CFA BTP POUR L'ANNEE 2017

Niveau de formation	Appellation des formations et des Diplômes préparés	
V	CAP	Menuiserie, fabricant de menuiserie, mobilier agencement
		Charpentier
		Peinture
		Serrurier - Métallier
		Froid Climatisation
		Maçon
		Installateur sanitaire
		Préparation et Réalisation d'Ouvrage Electriques
		Maintenance des Bâtiments de Collectivités
IV	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL ET TITRES PROFESSIONNELS	Electrotechnique Energie et Equipement Communicants
		Métiers de l'Electricité et de ses Environnements Connectés
		Aménagement et Finition du Bâtiment
		Energétique option A : TMSEC / Option B : TISEC
		Technicien Menuisier Agenceur/Technicien Constructeur Bois
		Technicien BORGO
		Travaux Public
		Technicien d'études du Bâtiment option étude et économie
III	BTS	Electrotechnique
		Maintenance des Systèmes option : systèmes énergétiques et fluidiques
		Enveloppe du Bâtiment option : façade et étanchéité
		Economie de la construction
II	LICENCE	Economie de la Construction et Energétique

ANNEXE VI : FICHE DE SUIVI DU DEVELOPPEUR

Objectifs Annuels :		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Entreprises accompagnées pour le recrutement		
Entreprises démarchées		
Visites en entreprise par mois		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Causes de résiliations de contrats les plus fréquentes		

ANNEXE VII : FICHE DE SUIVI DU MEDIATEUR

Objectifs Annuels :		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Interventions mensuelles		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Causes de résiliations de contrats les plus fréquentes		

IDENTIFICATION DE L'ENSEIGNANT	
NOM :	
PRENOM :	
MATIERE ENSEIGNEE :	
SECTIONS CONCERNEES :	

[illegible]



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-117-2-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-117-2

AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CFA DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois millions deux cent quarante-deux mille huit cent quarante-neuf euros quarante centimes (3 242 849,40 €) au CFA de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Martinique afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2017.

Cette dotation est répartie comme suit :

- Fonctionnement :	2 931 831,90 €
- Aide au transport :	154 000,00 €
- Aide à la restauration :	14 017,50 €
- Aide au premier équipement :	100 000,00 €
- Prise en charge des médiateurs :	43 000,00 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention conformément au modèle joint.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

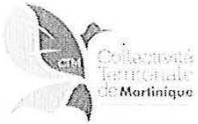
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





Annexe à la délibération n° 17-119-2

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE MARTINIQUE

**CONVENTION ANNUELLE
DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIVITES DU CFA GÉRÉ PAR LA
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA MARTINIQUE
POUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2017**

N° 17-

- VU** Le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L. 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;
- VU** Le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6231-1 à L. 6231-5 ;
- VU** Le Code du travail et notamment ses articles L. 116-1 à L. 116-8 ;
- VU** Le Code de l'Éducation, notamment son article L. 214-12
- VU** Les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;
- VU** La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- VU** La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;
- VU** La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- VU** la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- VU** Le décret n°83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;
- VU** La délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas ;
- VU** Le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;
- VU** La délibération n°15-1014-1 du 16 juin 2015 de la commission permanente du Conseil régional portant renouvellement de la création du CFA METIERS ;

- VU** La délibération n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
- VU** La délibération n°17- portant octroi d'une subvention de fonctionnement au CFA CMA au titre de l'exercice 2017.

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE Cedex
Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA MARTINIQUE sise 2 Rue du Temple – Morne Tartenson BP 1194 – 97249 FORT DE FRANCE, Martinique
Représenté par Monsieur Directeur et ci-après dénommé « CMA »

N° SIRET :
CODE APE :
N° URSSAF :

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le Centre de Formation d'Apprentis (C.F.A) conforme à son objet statutaire.

Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP);

Considérant que le projet ci-après présenté par la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A participe de cette politique.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de :

1. Favoriser l'émergence et la réalisation de projets professionnels adaptés,
2. Construire des parcours de formation individualisés en faveur des jeunes de 15 ans à 25 ans,
3. Impulser des actions pré-qualifiantes, permettant de faire monter en compétences les demandeurs d'emploi.

Elle vise également à favoriser le développement économique régional en mettant à disposition des entreprises, les compétences qui leur sont nécessaires.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Cette convention est consentie afin de répondre aux objectifs suivants de la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A :

- Veille et anticipation des besoins de main-d'œuvre pour mieux adapter l'offre de formation aux besoins des acteurs économiques,
- Qualification et Formation des jeunes de 15 ans à 25 ans pour favoriser l'insertion durable,
- Appui au développement économique,
- Articulation des modalités de financements de la formation,
- Versement des indemnités des stagiaires de la formation professionnelle,
- Mise en place des actions de formation,

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage à mentionner le soutien de la Collectivité, dans les conditions décrites au sein de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE III : COMMUNICATION

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité pour le fonctionnement du C.F.A, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique doit mentionner le concours de la Collectivité Territoriale de Martinique pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre

matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Collectivité contribue à l'opération de la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A par une subvention d'un montant de **trois millions deux cent quarante-deux mille huit cent quarante-neuf euros et quarante centimes (3 242 849, 40 €)**. Elle est répartie comme suit :

Fonctionnement :	2 931 831,90 €
Aide au transport :	154 000,00 €
Aide à la restauration :	14 017,50 €
Aide au 1 ^{er} équipement :	100 000,00 €
Prise en charge du salaire du médiateur	43 000,00 €

La subvention s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- > **Un acompte de 50 % soit 1 621 424,50 €** dès que la convention sera rendue exécutoire ;
- > **30 %, soit 972 854,70 €**, sur présentation de la liste des apprentis inscrits en première année, **pour la rentrée 2016** pour chaque section, ainsi que la liste des contrats correspondants, enregistrés par le Chambre Consulaire.
- > Le solde **soit 648 569,80 €** sur communication à la Collectivité Territoriale de Martinique au plus tard le 30 juin 2018 : d'un rapport d'activité, d'un descriptif du suivi, d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier approuvé par l'Assemblée générale et certifié par le commissaire aux comptes.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 26 article 6568 du budget de la Collectivité.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des actions subventionnées et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

Pour chaque demande de versement, la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique devra systématiquement retourner à la Collectivité, dûment remplie et signée, une **demande de paiement** de subvention.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A à la Banque Populaire BRED selon les procédures comptable en vigueur :

IBAN : FR76 1010 7006 2200 0350 0011 849
Code Banque : 10107
Code Guichet : 0622
Numéro de compte : 00035000118
Clé : 49

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Payeur Territoriale.

ARTICLE V : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A.

ARTICLE VI : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2017. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit. Néanmoins, cette durée d'exécution ne pourra aller au-delà du 30 juin 2018.

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

Si la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision du Président du Conseil Exécutif.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président du Conseil Exécutif.

ARTICLE VII : OBLIGATIONS

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage à :

- utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.
- produire, au plus tard le **30 juin 2018**, un bilan financier annuel attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.
- communiquer des tableaux de suivi permettant des analyses sur :
 - o Le suivi d'exécution,
 - o Les bilans d'insertion.
- transmettre un historique des données qui permettra d'évaluer l'évolution du programme de formation.

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'oblige en outre à communiquer, après validation par le conseil d'administration et dans un délai maximum de 6 mois suivant l'exercice pour lequel la subvention a été octroyée :

- les documents comptables annuels du Centre de Formation d'Apprentis géré par la CMA certifiés par son Commissaire aux Comptes, incluant le rapport général et le rapport spécial,
- un rapport d'activités détaillé par activité.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE VIII : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard [significatif] des conditions d'exécution de la convention par la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention,

- Soit la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

La Collectivité informe la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IX : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Conformément à l'article L6233-1 du code du travail modifié par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 - art. 17 (V), la Collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que les ressources annuelles du CFA ne sont pas excédentaires.

ARTICLE X : EVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage à fournir, au maximum **6 mois** après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du budget dans les conditions précisées en annexe de la présente convention.

La Collectivité procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE XI : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XII : ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV, V, VI et VII font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE XIII : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

La Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIV : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre un quelconque titre figurant en tête des clauses et une quelconque clause, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XI, la présente convention et son annexe expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à une quelconque obligation visée dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XIV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour le règlement du litige.

Fait à Fort de France, le

**La Chambre de Métiers et de l'Artisanat
de la Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE I : CALCUL DE LA SUBVENTION ACCORDEE

a. Calcul de la subvention 2017

Sauf dérogation, la date recrutement des apprentis est échue au 31 décembre 2016.

En conséquence, le montant de la subvention de fonctionnement de l'année 2017 est calculé en tenant compte de ces effectifs.

Pour rappel, au 31 décembre 2016, le CFA de la Chambre de Métiers dénombrait 589 apprentis et 36 DIMA pour un coût de formation de 5 013 € par apprenant, quel que soit le niveau de formation.

		Effectifs	Coût annuel	Taux	Montant subvention 2017
CFA METIERS	FRAIS PEDAGOGIQUES DIMA	36	5 179 €	100%	186 444,00 €
	FRAIS PEDAGOGIQUES APPRENTIS	589	5 179 €	90%	2 745 387,90 €
	Sous total frais pédagogiques				2 931 831,90 €
	AIDES A LA RESTAURATION				14 017,50 €
	AIDES AU TRANSPORT				154 000,00 €
	PRISE EN CHARGE SALAIRES MEDiateur				43 000,00 €
	AIDES AU PREMIER EQUIPEMENT				100 000,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT				3 242 849,40 €

**ANNEXE II : LE BUDGET DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
GERE PAR LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT**

I. Obligation :

Conformément à l'article 3 de la convention n°14-1581-1 portant création du Centre de Formation d'Apprentis géré par la CMA, il y sera dispensé les formations dans le cadre de l'apprentissage agréées par la Collectivité Territoriale de Martinique et dont la liste est précisée en annexe de la présente convention.

II. Financement du Budget :

Charges du budget	Subvention de (autorité publique qui établit la convention)	Somme des financements publics (affectés au budget)
EUR	EUR	EUR
0	0	0

III. Objectif :

La Collectivité Territoriale de Martinique et la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engagent à contribuer :

- A la stratégie régionale du développement de l'apprentissage,
- Aux politiques d'aide au développement de formation des métiers relevant de son secteur d'activité.

En outre, La Collectivité Territoriale de Martinique et la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engagent à intensifier les échanges d'informations, le partage de données détenues pour les croiser avec les projets économiques.

IV. Public :

Les jeunes de 15 ans à 26 ans

V. Les pièces à fournir par la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique pour le C.F.A

- Les effectifs mensuels des apprentis par section, par niveau et année de formation, en mentionnant pour chaque section l'effectif prévu et les ruptures au plus tard le 5 de chaque mois,
- Le planning de l'alternance de toutes les actions de formation,
- Un tableau dans lequel devra figurer : la liste des entreprises d'accueil en précisant le secteur d'activité ; le nom des apprentis accueillis et le diplôme préparé ; le nom de(s) Maître(s) d'Apprentissage(s),
- La liste des contrats adressés aux chambres consulaires,
- Les résultats des formations dispensées du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 (effectifs et pourcentage de réussite aux examens par section et niveau de formation) au plus tard le 05 septembre 2016,
- Le public concerné comprend le dispositif d'initiation aux métiers en alternance (D.I.M.A) et les apprentis inscrits au CFA dans les sections d'apprentissage au titre de l'année d'apprentissage 2016-2017,

- Le suivi mensuel d'activité du développeur,
- Le suivi mensuel d'activité du médiateur,
- La liste des délégués d'apprentis par section et classe,
- Le suivi annuel des visites en entreprises.

ANNEXE III : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Afin de garantir la mise en œuvre de cette convention, la Collectivité Territoriale de Martinique et la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique organisme gestionnaire du C.F.A ont défini l'organisation du pilotage relatif à leur partenariat pour en assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

En vertu des articles R6233-33 à R6233-45 du code du travail, un Conseil de perfectionnement est institué afin de déterminer les orientations stratégiques. Il est saisi pour avis des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du centre de formation. Il se réunit au moins trois fois par an.

Les comptes rendus des séances du conseil de perfectionnement seront transmis à la Collectivité.

De plus, la Chambre de Métiers et de l'artisanat de la Martinique s'engage à adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique pour rendre compte de l'activité du C.F.A :

a) Le 30 avril 2018 au plus tard, un bilan d'activité comprenant :

- Tableau des entrées et sorties des apprentis qui suivent leur formation au centre de formation d'apprentis certifié par le directeur du CFA,
- Répartition des visites en entreprise et bilan des visites effectuées pour la période de janvier 2017 à décembre 2017,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre de la restauration,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre du transport,
- Propositions des CFA sur l'orientation des DIMA,
- Les indicateurs de réalisation – typologie de la formation et des apprentis,
- Le rapport d'activité du 1er janvier au 31 décembre 2017,
- Le rapport pédagogique du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017,
- Un état présentant l'effectif total d'apprentis formés de janvier à décembre 2017,
- Le compte financier de l'exercice 2017 et sous réserve des dispositions de l'article L6354 du Code du travail,
- Le document d'application des dispositions de la convention portant création du CFA,

Indicateurs :

1. Suivi des réalisations

- Suivi des entrées en effectifs
- Suivi des sorties en effectifs
- Suivi des prestations réalisées en volume

2. Parcours de formation

Volumes :

- en nombre d'heures,
- en nombre d'apprentis,
- en nombre de sections,

3. Caractéristiques des publics accueillis

Données sexuées :

- Age avec distinction 16 - 18 ans, 19 - 21 ans, 22 - 24 ans et > 24
- Origine géographique : (Centre, Nord atlantique, Nord caraïbes, Sud).

4. Suivi exhaustif de l'insertion professionnelle pour les formations qualifiantes, à 6 mois et 1 an après la sortie de formation

Pour les formations qualifiantes, situation au regard de l'emploi avec typologie des postes et contrats obtenus (nature, durée, localisation), en lien ou non avec la formation suivie.

5. Suivi des résultats de la validation / certification

Résultats en termes de :

- Validation partielle ;
- Validation totale ;
- Certification avec pourcentage des validations par rapport à l'effectif total et effectif présenté à l'examen.

6. Suivi des résiliations

- Résiliation par section,
- Résiliation par période (période d'essai, année 1, année 2, année 3)
- Résultat par sexe
- Résultat par motif

**ANNEXE V : LISTE DES FORMATIONS DISPENSEES PAR LE CFA GERE PAR LA
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT**

Niveau de formation	Appellation des formations et des Diplômes préparés	
V	CAP	Boucher
		Boulangier
		Coiffure
		Cuisine
		Pâtissier
		Employé vente : option A, produits alimentaires
		Employé vente : option B, produits équipement courant
		Esthétique cosmétique parfumerie
		Maintenance véhicules : option A, voiture particulier
		Peinture en carrosserie
		Réparation des carrosseries
	MENTION COMPLEMENTAIRE	Cuisinier en dessert de restaurant
		Pâtissier boulanger
		Barman
IV	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	Accueil Relation Clients et Usagers (ARCU)
		Boulangier-Pâtissier
		Commerce
		Cuisine
		Commercialisation et service en restauration
		Logistique
		Maintenance des véhicules : option A, véhicule particulier
		Réparation des carrosseries
	BREVET PROFESSIONNEL	Boulangerie
		Coiffure
		Esthétique cosmétique parfumerie
		Préparateur en pharmacie
	BREVET TECHNIQUE DES METIERS	Pâtisserie
III	BTS	Après-vente automobile : option véhicule particulier
		Hôtel restauration : option B, arts culinaires, art de la table
	BREVET DE MAITRISE	Coiffure

ANNEXE VI : FICHE DE SUIVI DU DEVELOPPEUR

Objectifs Annuels :		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Entreprises accompagnées pour le recrutement		
Entreprises démarchées		
Visites en entreprise par mois		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Causes des résiliations de contrats les plus fréquentes		

ANNEXE VII : FICHE DE SUIVI DU MEDiateur

Objectifs Annuels :		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Interventions mensuelles		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Causes des résiliations de contrats les plus fréquentes		

ANNEXE VIII : REPARTITION DES VISITES

IDENTIFICATION ENSEIGNANT	
NOM :	
PRENOM :	
MATIERE ENSEIGNEE :	
SECTIONS CONCERNEES :	

APPRENTI	SECTION	ANNEE	ENTREPRISE ET MAITRE D'APPRENTISSAGE	DATE DE VISITE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-117-3-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-117-3

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CFA AGRICOLE DE L'EPL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EFPA) DE CROIX-RIVAIL AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six cent dix-neuf mille neuf cent quinze euros et trente-cinq centimes (619 915,35 €) au CFA de l'Etablissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) de Croix-Rivail afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2017.

Cette dotation est répartie comme suit :

- Fonctionnement :	493 279,20 €
- Aide au transport :	67 125,62 €
- Aide à la restauration :	27 860,53 €
- Aide au premier équipement :	31 650,00 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention conformément au modèle joint.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE MARTINIQUE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Annexe à la délibération n° 17-117-3

CONVENTION ANNUELLE
DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU CFA AGRICOLE GÉRÉ PAR
L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION
PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE CROIX RIVAIL POUR LES DÉPENSES DE
FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2017
N° 17-

- VU Le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;
- VU Le Code du travail et notamment sa 6^e partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6231-1 à L. 6231-5 ;
- VU Le Code rural et de la pêche en ses articles L. 513-1 et suivants ;
- VU Le Code du travail et notamment ses articles L. 116-1 à L. 116-8 ;
- VU Le Code de l'Éducation, notamment son article L. 214-12 ;
- VU Les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;
- VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- VU La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;
- VU La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- VU la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- VU Le décret n°83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;
- VU La délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas
- VU Le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;

- VU La délibération n°14-1581-1 du 13 octobre 2014 de la commission permanente du Conseil régional portant renouvellement de la création du CFA Agricole ;
- VU La délibération n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
- VU La délibération n°17- portant octroi d'une subvention de fonctionnement au CFA Agricole au titre de l'exercice 2017.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La **COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE**, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE - CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE, Martinique.

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

L'ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE CROIX-RIVAIL, sise Quartier Bois Rouge - 97224 DUCOS.

Représenté par, Monsieur Directeur de l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Croix-Rivail et ci-après dénommé « l'EPLFPA »

N° SIRET :

CODE APE :

N°URSSAF :

A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV

PRÉAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Croix-Rivail (EPLFPA) pour le Centre de Formation d'Apprentis (C.F.A) conforme à son objet statutaire ;

Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP) ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'EPLFPA pour le C.F.A participe de cette politique.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de :

1. Favoriser l'émergence et la réalisation de projets professionnels adaptés,
2. Construire des parcours de formation individualisés en faveur des jeunes de 15 ans à 25 ans,
3. Impulser des actions pré-qualifiantes, permettant de faire monter en compétences les demandeurs d'emploi.

Elle vise également à favoriser le développement économique régional en mettant à disposition des entreprises, les compétences qui leur sont nécessaires.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Cette convention est consentie afin de répondre aux objectifs suivants de l'EPLFPA pour le C.F.A :

- Veille et anticipation des besoins de main-d'œuvre pour mieux adapter l'offre de formation aux besoins des acteurs économiques,
- Qualification et Formation des jeunes de 15 ans à 25 ans pour favoriser l'insertion durable,
- Appui au développement économique,
- Articulation des modalités de financements de la formation,
- Versement des indemnités des stagiaires de la formation professionnelle,
- Mise en place des actions de formation,

L'EPLFPA s'engage à mentionner le soutien de la Collectivité, dans les conditions décrites au sein de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE III : COMMUNICATION

L'EPLFPA s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité pour le fonctionnement du C.F.A, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

L'EPLFPA doit mentionner le concours de la Collectivité Territoriale de Martinique pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et l'EPLFPA s'engagent à préserver la

confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE IV : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La Collectivité contribue à l'opération de l'EPLFPA pour le C.F.A par une subvention d'un montant de **six cent dix-neuf mille neuf cent quinze euros et trente-cinq centimes (619 915,35 €)**. Elle est répartie comme suit :

Fonctionnement :	493 279,20 €
Aide au transport :	67 125,62 €
Aide à la restauration :	27 860,53 €
Aide au 1er équipement :	31 650,00 €

La subvention s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- > **Un acompte de 50 % soit 309 957,68 €** dès que la convention sera rendue exécutoire ;
- > **30 %, soit 185 974,61 €,** sur présentation de la liste des apprentis inscrits en première année, **pour la rentrée 2016** pour chaque section, ainsi que la liste des contrats correspondants, enregistrés par le Chambre Consulaire.
- > Le solde **soit 123 983,06 €** sur communication à la Collectivité Territoriale de Martinique au plus tard le 30 juin 2018 : d'un rapport d'activité, d'un descriptif du suivi, d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier approuvé par l'Assemblée générale et certifié par le comptable public.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 26 article 6568 du budget de la Collectivité.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des actions subventionnées et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

Pour chaque demande de versement, l'EPLFPA devra systématiquement retourner à la Collectivité, dûment remplie et signée, une **demande de paiement** de subvention.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de l'EPLFPA pour le C.F.A au Trésor Public selon les procédures comptable en vigueur :

IBAN : FR76 1007 1972 0000 0010 0015 213
Code Banque : 10071
Code Guichet : 97200
Numéro de compte : 00001000152
Clé : 13

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Payeur Territorial.

ARTICLE V : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à l'EPELEPA le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre l'EPELEPA n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose l'EPELEPA pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par l'EPELEPA à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à l'EPELEPA pour le C.F.A.

ARTICLE VI : DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2017. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit. Néanmoins, cette durée d'exécution ne pourra aller au-delà du 30 juin 2018.

L'EPELEPA s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

Si l'EPELEPA établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision du Président du Conseil Exécutif.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président du Conseil Exécutif.

ARTICLE VII : OBLIGATIONS

L'EPLFPA s'engage à :

- utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.
- produire, au plus tard le 30 juin 2018, un bilan financier annuel attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.
- communiquer des tableaux de suivi permettant des analyses sur :
 - o Le suivi d'exécution,
 - o Les bilans d'insertion.
- transmettre un historique des données qui permettra d'évaluer l'évolution du programme de formation.

L'EPLFPA s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, l'EPLFPA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

L'EPLFPA s'oblige en outre à communiquer, après validation par le conseil d'administration et dans un délai maximum de 6 mois suivant l'exercice pour lequel la subvention a été octroyée :

- les documents comptables annuels de l'EPLFPA pour le CFA certifiés par son comptable public, incluant le rapport général et le rapport spécial,
- un rapport d'activités détaillé par activité.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE VIII : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard [significatif] des conditions d'exécution de la convention par l'EPLFPA sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention,

- Soit la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'EPELEPPA pour le C.F.A. et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

La Collectivité informe l'EPELEPPA de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IX : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. L'EPELEPPA s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Conformément à l'article L6233-1 du code du travail modifié par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 - art. 17 (V), la Collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que les ressources annuelles du C.F.A. ne sont pas excédentaires.

ARTICLE X : ÉVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'EPELEPPA s'engage à fournir, au maximum 6 mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du budget dans les conditions précisées en annexe de la présente convention.

La Collectivité procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'EPELEPPA pour le C.F.A., de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE XI : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et l'EPELEPPA.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XII : ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE XIII : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que l'EPLEPPA ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

L'EPLEPPA pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIV : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre un quelconque titre figurant en tête des clauses et une quelconque clause, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XI, la présente convention et son annexe expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à une quelconque obligation visée dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour le règlement du litige.

Fait à Fort de France, le

**L'Établissement Public Local
d'Enseignement Et de Formation
Professionnelle Agricole de Croix-Rivail**

Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE I : CALCUL DE LA SUBVENTION ACCORDEE

a. Calcul de la subvention 2017

Sauf dérogation, la date recrutement des apprentis est échue au 31 décembre 2016.

En conséquence, le montant de la subvention de fonctionnement de l'année 2017 est calculé en tenant compte de ces effectifs.

Pour rappel, au 31 décembre 2016, le CFA Agricole comptait 96 apprentis et 12 DIMA pour un coût de formation de 5 013 € par apprenant, quel que soit le niveau de formation.

		Effectifs	Coût annuel	Taux	Montant subvention 2017
CFA AGRICOLE	FRAIS PEDAGOGIQUES DIMA	12	5 013 €	100%	60 156,00 €
	FRAIS PEDAGOGIQUES APPRENTIS	96	5 013 €	90%	433 123,20 €
	Sous total frais pédagogiques				493 279,20 €
	AIDES A LA RESTAURATION				27 860,53 €
	AIDES AU TRANSPORT				67 125,62 €
	PRISE EN CHARGE SALAIRES MEDiateur				
	AIDES AU PREMIER EQUIPEMENT				31 650,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT				619 915,35 €

ANNEXE II : LE BUDGET DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS GERÉ PAR
L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION
PROFESSIONNELLE AGRICOLE DE CROIX-RIVAIL

I. Obligation :

Conformément à l'article 3 de la convention n°14-1581-1 portant création du Centre de Formation d'Apprentis géré par l'EPLEFPA, il y sera dispensé les formations dans le cadre de l'apprentissage agréées par la Collectivité Territoriale de Martinique et dont la liste est précisée en annexe de la présente convention.

II. Financement du Budget :

Charges du budget	Subvention de (autorité publique qui établit la convention)	Somme des financements publiques (affectés au budget)
EUR	EUR	EUR
0	0	0

III. Objectif :

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'EPLEFPA s'engagent à contribuer :

- A la stratégie régionale du développement de l'apprentissage,
- Aux politiques d'aide au développement de formation des métiers relevant du secteur agricole.

En outre, la Collectivité Territoriale de Martinique et l'EPLEFPA, s'engagent à intensifier les échanges d'informations, le partage de données détenues pour les croiser avec les projets économiques.

IV. Public :

Les jeunes de 15 ans à 26 ans

V. Les pièces à fournir par l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Croix-Rivai pour le CFA sont :

- Les effectifs mensuels des apprentis par section, par niveau et année de formation, en mentionnant pour chaque section l'effectif prévu et les ruptures au plus tard le 5 de chaque mois,
- Le planning de l'alternance de toutes les actions de formation,
- Un tableau dans lequel devra figurer : la liste des entreprises d'accueil en précisant le secteur d'activité ; le nom des apprentis accueillis et le diplôme préparé ; le nom de(s) Maître(s) d'Apprentissage(s),
- La liste des contrats adressés aux chambres consulaires,
- Les résultats des formations dispensées du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 (effectifs et pourcentage de réussite aux examens par section et niveau de formation) au plus tard le 05 septembre 2017,
- Le public concerné comprend les apprentis inscrits au CFA dans les sections d'apprentissage au titre de l'année d'apprentissage 2016-2017.

- Le suivi mensuel d'activité du développeur.
- Le suivi mensuel d'activité du médiateur.
- La liste des délégués d'apprentis par section et classe.
- Le suivi annuel des visites en entreprises.

ANNEXE III : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Afin de garantir la mise en œuvre de cette convention, la Collectivité Territoriale de Martinique et l'*Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Croix-Rivail* ont défini l'organisation du pilotage relatif à leur partenariat pour en assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

En vertu des articles R6233-33 à R6233-45 du code du travail, un Conseil de perfectionnement est institué afin de déterminer les orientations stratégiques. Il est saisi pour avis des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du centre de formation. Il se réunit au moins trois fois par an.

Les comptes rendus des séances du conseil de perfectionnement seront transmis à la Collectivité.

De plus, l'*Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Croix-Rivail* s'engage à adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique pour rendre compte de son activité:

Le 30 avril 2018 au plus tard, un bilan d'activité comprenant :

- Tableau des entrées et sorties des apprentis qui suivent leur formation au centre de formation d'apprentis certifié par le directeur du CFA,
- Répartition des visites en entreprise et bilan des visites effectuées pour la période de janvier 2017 à décembre 2017,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre de la restauration,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre du transport,
- Propositions des CFA sur l'orientation des DIMA,
- Les indicateurs de réalisation – typologie de la formation et des apprentis,
- Le rapport d'activité du 1er janvier au 31 décembre 2017,
- Le rapport pédagogique du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017,
- Un état présentant l'effectif total d'apprentis formés de janvier à décembre 2017,
- Le compte financier de l'exercice 2017 et sous réserve des dispositions de l'article L6354 du Code du travail,
- Le document d'application des dispositions de la convention portant création du CFA.

Indicateurs :

1. Suivi des réalisations

- Suivi des entrées en effectifs
- Suivi des sorties en effectifs
- Suivi des prestations réalisées en volume

2. Parcours de formation

Volumes :

- en nombre d'heures
- en nombre d'apprentis
- en nombre de sections

3. Caractéristiques des publics accueillis

Données sexuées :

- Age avec distinction 16 – 18 ans, 19 - 21 ans, 22 – 24 ans et > 24
- Origine géographique : (Centre, Nord atlantique, Nord caraïbes, Sud).

4. Suivi exhaustif de l'insertion professionnelle pour les formations qualifiantes, à 6 mois et 1 an après la sortie de formation

Pour les formations qualifiantes, situation au regard de l'emploi avec typologie des postes et contrats obtenus (nature, durée, localisation), en lien ou non avec la formation suivie.

5. Suivi des résultats de la validation / certification

Résultats en termes de :

- Validation partielle ;
- Validation totale ;
- Certification avec pourcentage des validations par rapport à l'effectif total et effectif présenté à l'examen.

6. Suivi des résiliations

- Résiliation par section,
- Résiliation par période (période d'essai, année 1, année 2, année 3)
- Résultat par sexe
- Résultat par motif

ANNEXE V : LISTE DES FORMATIONS DISPENSEES PAR LE CFA AGRICOLE

Niveau de formation	Appellation des formations et des Diplômes préparés	
V	CAPA	Jardinier Paysagiste
		Agriculture des Régions Chaudes (ARC)
		Travaux paysagers
		Production horticoles
		Métiers de l'agriculture
	CERTIFICAT DE SPECIALISATION	Taille et soin aux arbres
IV	BREVET PROFESSIONNELS	Responsable d'exploitation Agricole
		Aménagement Paysager
		Travaux des aménagements paysagers
		Travaux de la production horticole
III	BTS	Développement de l'agriculture des régions chaudes
II	LICENCE PROFESSIONNELLE	Agriculture biologique conseil et développement
		Génie des procédés gestion et traitement des déchets
		Génie des procédés aménagement et gestion des ressources en eau

ANNEXE VI : FICHE DE SUIVI DU DEVELOPPEUR

Objectifs Annuels:		
Mois :		
Opérations	Nombres	Observations
Entreprises accompagnées pour le recrutement		
Entreprises démarchées		
Visites en entreprise par mois		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Cause de résiliations de contrats les plus fréquentes		

ANNEXE VII : FICHE DE SUIVI DU MEDIATEUR

Objectifs Annuels		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Interventions mensuelles		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Cause de résiliations de contrats les plus fréquentes		

IDENTIFICATION DE L'ENSEIGNANT	
NOM :	
PRENOM :	
MATIERE ENSEIGNEE :	
SECTIONS CONCERNEES :	

[illegible]



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-117-4-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-117-4 **AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017**

**PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU
CFA DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE
(CCIM) AU TITRE DE L'ANNÉE 2017**

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux millions trois cent sept mille cinq cent soixante et onze euros et vingt centimes (2 307 571,20 €) au CFA de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2017.

Cette dotation est répartie comme suit :

- Fonctionnement :	2 088 979,20 €
- Aide au transport :	111 504,00 €
- Aide à la restauration :	107 088,00 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention conformément au modèle joint.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE MARTINIQUE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Annexe à la délibération n°17-117-4

CONVENTION ANNUELLE
DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIVITE DU CFA GERÉ PAR LA
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE
POUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2017
N°17-

- VU Le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;
- VU Le Code du travail et notamment sa 6e partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6231-1 à L. 6231-5 ;
- VU Le Code du travail et notamment ses articles L. 116-1 à L. 116-8 ;
- VU Le Code de l'Éducation, notamment son article L. 214-12 ;
- VU Les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;
- VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- VU La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;
- VU La loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- VU la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- VU Le décret n°83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;
- VU La délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas ;
- VU Le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;
- VU La délibération n°15-905-1 du 28 mai 2015 de la commission permanente du Conseil régional portant renouvellement de la création du CFA CCIM ;

- VU La délibération n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
- VU La délibération n° 17- portant octroi d'une subvention de fonctionnement au CFA CCIM au titre de l'exercice 2017.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique, sise 50, rue Ernest DESPROGE - 97200 Fort-de-France.

Représenté par Monsieur _____ Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique et ci-après dénommé « CCIM »

N° SIRET :

CODE APE:

N° URSSAF :

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le Centre de Formation d'Apprentis (C.F.A) conforme à son objet statutaire ;

Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP);

Considérant que le projet ci-après présenté par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le C.F.A participe de cette politique.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de :

1. Favoriser l'émergence et la réalisation de projets professionnels adaptés,
2. Construire des parcours de formation individualisés en faveur des jeunes de 15 ans à 25 ans,
3. Impulser des actions pré-qualifiantes, permettant de faire monter en compétences les demandeurs d'emploi.

Elle vise également à favoriser le développement économique régional en mettant à disposition des entreprises, les compétences qui leur sont nécessaires.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Cette convention est consentie afin de répondre aux objectifs suivants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le C.F.A :

- Veille et anticipation des besoins de main-d'œuvre pour mieux adapter l'offre de formation aux besoins des acteurs économiques,
- Qualification et Formation des jeunes de 15 ans à 25 ans pour favoriser l'insertion durable,
- Appui au développement économique,
- Articulation des modalités de financements de la formation,
- Versement des indemnités des stagiaires de la formation professionnelle,
- Mise en place des actions de formation,

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage à mentionner le soutien de la Collectivité, dans les conditions décrites au sein de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE III : COMMUNICATION

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité pour le fonctionnement du C.F.A, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique doit mentionner le concours de la Collectivité Territoriale de Martinique pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre

matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

La collectivité contribue à l'opération de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le C.F.A par une subvention d'un montant de **deux millions trois cent sept mille cinq cent soixante et onze euros et vingt centimes (2 307 571,20 €)**. Elle est répartie comme suit :

Fonctionnement :	2 088 979,20 €
Aide au transport :	111 504,00 €
Aide à la restauration :	107 088,00 €

La subvention s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- > **Un acompte de 50 % soit 1 153 785,60 €** dès que la convention sera rendue exécutoire ;
- > **30 %, soit 692 271,36 €**, sur présentation de la liste des apprentis inscrits en première année, **pour la rentrée 2016** pour chaque section, ainsi que la liste des contrats correspondants, enregistrés par le Chambre Consulaire.
- > Le solde **soit 461 514,24 €** sur communication à la Collectivité Territoriale de Martinique au plus tard le 30 juin 2018 : d'un rapport d'activité, d'un descriptif du suivi, d'un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi que d'un rapport financier approuvé par l'Assemblée générale et certifié par le commissaire aux comptes.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 sous-chapitre 26 article 6568 du budget de la Collectivité.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des actions subventionnées et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

Pour chaque demande de versement, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique devra systématiquement retourner à la Collectivité, dûment remplie et signée, une **demande de paiement** de subvention.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le CFA à la BNP PARIBAS selon les procédures comptable en vigueur :

IBAN : FR76 1308 8090 9007 1045 0006 851
Code Banque : 13088
Code Guichet : 09090
Numéro de compte : 071045 000 68
Clé : 51

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Payeur Territorial.

ARTICLE V : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le C.F.A.

ARTICLE VI : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2017. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit. Néanmoins, cette durée d'exécution ne pourra aller au-delà du 30 juin 2018.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

Si la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision du Président du Conseil Exécutif.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président du Conseil Exécutif.

ARTICLE VII : OBLIGATIONS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage à :

- utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.
- produire, au plus tard le **31 Juin 2018**, un bilan financier annuel attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.
- communiquer des tableaux de suivi permettant des analyses sur :
 - o Le suivi d'exécution,
 - o Les bilans d'insertion.
- transmettre un historique des données qui permettra d'évaluer l'évolution du programme de formation.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'oblige en outre à communiquer, après validation par le conseil d'administration et dans un délai maximum de 6 mois suivant l'exercice pour lequel la subvention a été octroyée :

- les documents comptables annuels du Centre de Formation d'Apprentis géré par la CCIM certifiés par son Commissaire aux Comptes, incluant le rapport général et le rapport spécial,
- un rapport d'activités détaillé par activité.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE VIII : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard [significatif] des conditions d'exécution de la convention par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention,

- Soit la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le C.F.A et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

La Collectivité informe la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IX : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Conformément à l'article L6233-1 du code du travail modifié par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 - art. 17 (V), la Collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que les ressources annuelles du CFA ne sont pas excédentaires.

ARTICLE X : EVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage à fournir, au maximum 6 mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du budget dans les conditions précisées en annexe de la présente convention.

La Collectivité procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE XI : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XII : ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE XIII : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIV : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XI, la présente convention et son annexe expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour le règlement du litige.

Fait à Fort de France, le

**La Chambre de Commerce et d'Industrie
de la Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE I : CALCUL DE LA SUBVENTION ACCORDEE

a. Calcul de la subvention 2017

Sauf dérogation, la date recrutement des apprentis est échue au 31 décembre 2016.

En conséquence, le montant de la subvention de fonctionnement de l'année 2017 est calculé en tenant compte de ces effectifs.

Pour rappel, au 31 décembre 2016, le CFA de la CCIM comptait 462 apprentis. S'agissant du coût pédagogique, il est proposé de maintenir celui de 2016.

		Effectif	Coût annuel	Taux	Montant subvention 2017
CFA CCIM	FRAIS PEDAGOGIQUES DIMA	0	5 024 €	100%	0,00 €
	FRAIS PEDAGOGIQUES APPRENTIS :				
	- CAP	6	5 024 €	90%	27 129,60 €
	- Bac Pro	45	5 024 €	90%	203 472,00 €
	- BTS/DUT	225	5 024 €	90%	1 017 360,00 €
	- Licence	135	5 024 €	90%	610 416,00 €
	- Master	51	5 024 €	90%	230 601,60 €
	Sous total frais pédagogiques				2 088 979,20 €
	AIDES A LA RESTAURATION				107 088,00 €
	AIDES AU TRANSPORT				111 504,00 €
	PRISE EN CHARGE SALAIRES MEDiateur				0,00 €
	AIDES AU PREMIER EQUIPEMENT				0,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT				2 307 571,20 €

ANNEXE II : LE BUDGET DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS GERE PAR LA CCIM

I. Obligation :

Conformément à l'article 3 de la convention n°14-1581-1 portant création du Centre de Formation d'Apprentis géré par la CCIM, il y sera dispensé les formations dans le cadre de l'apprentissage agréées par la Collectivité Territoriale de Martinique et dont la liste est précisée en annexe de la présente convention.

II. Financement du Budget :

Charges du budget	Subvention de (autorité publique qui établit la convention)	Somme des financements publiques (affectés au budget)
EUR	EUR	EUR
0	0	0

III. Objectif :

La Collectivité Territoriale de Martinique et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engagent à contribuer :

- A la stratégie régionale du développement de l'apprentissage,
- Aux politiques d'aide au développement de formation des métiers relevant de son secteur d'activité.

En outre, La Collectivité Territoriale de Martinique et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique, s'engagent à intensifier les échanges d'informations, le partage de données détenues pour les croiser avec les projets économiques.

IV. Public :

Les jeunes de 15 ans à 26 ans

V. Les pièces à fournir par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour le C.F.A

- Les effectifs *mensuels* des apprentis par section, par niveau et année de formation, en mentionnant pour chaque section l'effectif prévu et les ruptures *au plus tard le 5 de chaque mois*,
- Le planning de l'alternance de toutes les actions de formation,
- Un tableau dans lequel devra figurer : la liste des entreprises d'accueil en précisant le secteur d'activité ; le nom des apprentis accueillis et le diplôme préparé ; le nom de(s) Maître(s) d'Apprentissage(s),
- La liste des contrats adressés aux chambres consulaires,
- Les résultats des formations dispensées du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 (effectifs et pourcentage de réussite aux examens par section et niveau de formation) *au plus tard le 05 septembre 2017*,

- Le public concerné comprend le dispositif d'initiation aux métiers en alternance (D.I.M.A) et les apprentis inscrits au CFA dans les sections d'apprentissage au titre de l'année d'apprentissage 2016-2017,
- Le suivi mensuel d'activité du développeur,
- Le suivi mensuel d'activité du médiateur,
- La liste des délégués d'apprentis par section et classe,
- Le suivi annuel des visites en entreprises.

ANNEXE III : MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Afin de garantir la mise en œuvre de cette convention, la Collectivité Territoriale de Martinique et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique organisme gestionnaire du C.F.A ont défini l'organisation du pilotage relatif à leur partenariat pour en assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

En vertu des articles R6233-33 à R6233-45 du code du travail, un Conseil de perfectionnement est institué afin de déterminer les orientations stratégiques. Il est saisi pour avis des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du centre de formation. Il se réunit au moins trois fois par an.

Les comptes rendus des séances du conseil de perfectionnement seront transmis à la Collectivité.

De plus, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique s'engage à adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique pour rendre compte de l'activité du C.F.A :

a) Le 30 avril 2018 au plus tard, un bilan d'activité comprenant :

- Tableau des entrées et sorties des apprentis qui suivent leur formation au centre de formation d'apprentis certifié par le directeur du CFA,
- Répartition des visites en entreprise et bilan des visites effectuées pour la période de janvier 2017 à décembre 2017,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre de la restauration,
- L'état relatif à l'aide versée aux apprentis au titre du transport,
- Propositions des CFA sur l'orientation des DIMA,
- Les indicateurs de réalisation – typologie de la formation et des apprentis,
- Le rapport d'activité du 1er janvier au 31 décembre 2017,
- Le rapport pédagogique du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017,
- Un état présentant l'effectif total d'apprentis formés de janvier à décembre 2017,
- Le compte financier de l'exercice 2017 et sous réserve des dispositions de l'article L6354 du Code du travail,
- Le document d'application des dispositions de la convention portant création du CFA.

Indicateurs :

1. Suivi des réalisations

- Suivi des entrées en effectifs
- Suivi des sorties en effectifs
- Suivi des prestations réalisées en volume

2. Parcours de formation

Volumes :

- en nombre d'heures
- en nombre d'apprentis,
- en nombre de sections,

3. Caractéristiques des publics accueillis

Données sexuées :

- Age avec distinction 16 – 18 ans, 19 - 21 ans, 22 – 24 ans et > 24
- Origine géographique : (Centre, Nord atlantique, Nord caraïbes, Sud).

4. Suivi exhaustif de l'insertion professionnelle pour les formations qualifiantes, à 6 mois et 1 an après la sortie de formation

Pour les formations qualifiantes, situation au regard de l'emploi avec typologie des postes et contrats obtenus (nature, durée, localisation), en lien ou non avec la formation suivie.

5. Suivi des résultats de la validation / certification

Résultats en termes de :

- Validation partielle ;
- Validation totale ;
- Certification avec pourcentage des validations par rapport à l'effectif total et effectif présenté à l'examen.

6. Suivi des résiliations

- Résiliation par section,
- Résiliation par période (période d'essai, année 1, année 2, année 3)
- Résultat par sexe
- Résultat par motif

ANNEXE V : LISTE DES FORMATIONS DISPENSEES A LE CFA GERE PAR LA CCIM

Niveau de formation	Appellation des formations et des Diplômes préparés	
V	CAP	Agent de prévention et de sécurité
		Distribution d'objets et services à la clientèle
		Employé de vente spécialisé : option B
		Maintenance et hygiène des locaux
		Propreté de l'environnement urbain
IV	BAC PROF.	Accueil Relation Client et Usagers (ARCU)
		Commerce
III	BTS	Assistant de Gestion
		Assistant Technique d'Ingénieur (ATI)
		Banque Conseiller Clientèle (particuliers)
		Management des Unités Commerciales
		Comptabilité et Gestion des Organisations (CGO)
		Services Informatiques aux Organisations
	DUT	Carrières sociales
		Gestion Administrative et Commerciales des Organisations (GACO)
		Gestion des Entreprises et des Administration (GEA)
		Génie Civil Electrique et Informatique Industrielle (GEII)
		Hygiène sécurité environnement
		Technique
		Technique de Commercialisation
II	LICENCE	Diplôme de Comptabilité et de Gestion (DCG)
		Construction et Aménagement
		Energie et Développement Durable
		Gestion des Entreprises et Gestion des Organisations
		Générale Informatique
		Droit Economie Gestion : Mention Droit et Ressources Humaines, parcours Gestion des R.H.
	LICENCE PROF.	Métiers de la Biotechnologie
		Métiers du marketing opérationnel, parcours marketing opérationnel
		Communication
		Logisticien d'Entreprise
I	TITRE PROF.	Responsable Commercial niveau Master 1
		Responsable en Gestion niveau Master 1
		Responsable Ressources Humaines niveau Master 1
	MASTER	Juridique de l'Immobilier : option Vente et Gestion d'Immeuble (ICH)
		Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (INTECH)
		Droit Economie Gestion Spécialisation Management
		Comptabilité Contrôle et Audit
	MASTER I	Mercatique
	MASTER II	Magister Direction Mercatique : option Distribution Vente

ANNEXE VI : FICHE DE SUIVI DU DEVELOPPEUR

Objectifs Annuels:		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Entreprises accompagnées pour le recrutement		
Entreprises démarchées		
Visites en entreprise par mois		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Causes de résiliations de contrats les plus fréquentes		

ANNEXE VII : FICHE DE SUIVI DU MEDIATEUR

Objectifs Annuels:		
Mois :		
OPÉRATIONS	NOMBRES	OBSERVATIONS
Interventions mensuelles		
Visites effectuées pour anticiper un contentieux		
Résiliations de contrats proposées		
Résiliations de contrats effectives		
Interventions avec les partenaires sociaux		
Suite de parcours		
Causes de résiliations de contrats les plus fréquentes		



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-118-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-118-1

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 10-1573-7 PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES FORMATIONS DANS LA CARAÏBE ET L'AMÉRIQUE NORD

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code du travail et notamment sa 6^{ème} partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°10-1573-7 portant modification des délibérations n°00-517 et n°04-90 relatives au financement des formations dans la Caraïbe et l'Amérique Nord ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adoptée la modification de la délibération du Conseil régional de Martinique n°10-1573-7 du 11 février 2011 portant sur le financement des formations dans la Caraïbe et l'Amérique du Nord.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la Collectivité fixe les modalités de financement des aides en mobilité sur tous les territoires hors la France.

Les modalités de financement se déclinent selon les critères suivants :

Les formations éligibles :

- Les formations diplômantes ou professionnalisantes qui s'inscrivent dans une démarche de projet d'accès à l'emploi.
- Les formations ou études sur tous les territoires hors la France et qui n'existent pas en Martinique ou qui présentent un intérêt à l'échelon territorial.
- Le renouvellement éventuel de l'aide accordée doit faire l'objet d'une nouvelle demande accompagnée d'une attestation des résultats obtenus l'année précédente.

Les publics concernés :

- Les demandeurs d'emplois pour lesquels l'offre de formation n'est pas disponible en Martinique.

Les modalités de financement :

- L'aide est versée pour le paiement des frais pédagogiques et les frais annexes.
- Le montant maximum est plafonné à quinze mille euros (15 000 €).
- Le barème de financement des aides s'établit comme suit :

R' < ou = à 15 000 €	R' < ou = à 20 000 €	R' < ou = à 25 000 €	R' < ou = à 30 000 €	R' > 30 000 €
100%	80%	60%	40%	0%

R' : $R - (n - 1) \times 3\,049 \text{ €}$

R : imposable

n : nombre de personnes à charge

L'aide est versée directement à l'organisme de formation sur présentation de justificatifs.

Le cas échéant, elle peut être versée exceptionnellement à l'intéressé lorsque cela se justifie et sur présentation de justificatifs selon les modalités suivantes :

- 25 % dès que l'arrêté délibéré est rendu exécutoire et sur présentation de l'attestation d'inscription
- 25% au début de la formation sur présentation d'une attestation de présence
- 25% à mi-parcours de la formation sur présentation d'une attestation de présence
- 25 % en fin de formation sur présentation de l'attestation de fin de formation.

La durée de la validité :

- L'entrée en formation est possible au plus tard deux ans à compter de la date de la notification de la décision.
- Les justificatifs de réalisation de l'action de formation doivent être transmis à la collectivité au plus tard 6 mois après la fin de la formation.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170408-17-119-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-119-1

PORTANT CESSIION À LA SCCV COURIA AU PRIX TOTAL DE 58 982 EUROS DE DEUX BANDES DE TERRE D'UNE SUPERFICIE TOTALE DE 766M² À DÉTACHER DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION R 445 LIEU-DIT «BOIS D'INDE» - LAMENTIN SERVITUDE DE PASSAGE

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique;

Vu l'estimation des Domaines en date du 12 octobre 2016;

Vu l'accord de principe donné par le Président du Conseil Exécutif sur la cession à la SCCV COURIA des deux bandes de terre à détacher de la parcelle appartenant à la Collectivité et cadastrée section R n° 445;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Considérant que la parcelle R 445 n'était pas utile à la réalisation du collège dit de Mahault;

Considérant la voie déjà réalisée sur une partie de ce terrain pour la desserte des propriétés voisines;
Considérant l'accord donné par le représentant de la SCCV COURIA pour l'acquisition des deux bandes de terre à détacher de la parcelle R 445;
Considérant le silence opposé par la ville du Lamentin aux différents courriers de la Collectivité sur ce dossier ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipements, réseaux numériques le 31 mars 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la cession à la SCCV COURIA de deux bandes de terre d'une superficie respective de 173 et 593 m², soit une superficie totale de 766 m² à détacher de la parcelle cadastrée section R n° 445 sise au Lamentin, propriété de la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre de la réalisation d'un projet immobilier de 49 logements sociaux au quartier « Bois d'Inde » au Lamentin.

ARTICLE 2 : Cette cession se fait au prix total de cinquante huit mille neuf cent quatre vingt deux euros (58 982 euros).

ARTICLE 3 : La parcelle de 173 m² sera frappée de servitude de passage au profit des parcelles voisines cadastrées section AW n°s 335,336, 1199 et 1200.

ARTICLE 4 : L'engagement de la recette correspondante sera fait sur le chapitre 954 du budget de la collectivité. Le titre sera émis sur le chapitre 943 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-120-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-120-1 AFFICHAGE LE : **25 AVR. 2017**

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE AQUA DOM INGENIERIE SARL

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 30 novembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par la société AQUA DOM INGENIERIE SARL ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL ayant pour objet le dédommagement des prestations de plomberie réalisées au lycée polyvalent Nord Caraïbe de Bellefontaine.

ARTICLE 2 : L'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL perçoit selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de huit mille cent soixante-et-un euros et soixante -cinq centimes (8 161,65 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération N°17-120-1



REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

Entre

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE *représentée par le Président du Conseil Exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE, désignée ci-après par le terme :*

« La CTM »

d'une part,

Et

L'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL *représentée par son Directeur habilité à cet effet et désignée ci-après par le terme :*

« La société »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu le marché à bon de commande n° 13 TBT 065 conclu entre la Région et l'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL notifié le 31 décembre 2013, relatif aux travaux de plomberie dans les lycées et autres bâtiments du Conseil Régional – Lot N° 2 : Secteur Nord Caraïbes.

Vu la facture n° F1611071 de 8161,65 € TTC présentée par l'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL, le 26 novembre 2016,

Vu l'avis n°en date du du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Vu la délibération n°en date de de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL a réalisé les prestations de réparation de deux fuites d'eau sur deux canalisations d'eau potable distinctes.

Il s'avère que les travaux effectués par l'entreprise AQUA DOM INGENIERIE SARL n'ont pu être payé du fait d'une commande établie au préalable.

L'instruction de cette affaire a montré :

- que les prestations de plomberie ont bien été réalisées.
- que la CTM actuelle a enrichi son patrimoine sans versement de la contrepartie correspondante.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'une indemnité à AQUA DOM INGENIERIE SARL

La CTM s'engage à verser à l'entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées. Cette indemnité s'élève à **8161,65 €** (*soit huit mille cent soixante et un euros et soixante-cinq centimes*) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas dans les délais prévus au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit. La société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

AQUA DOM INGENIERIE SARL

Le Président du Conseil Exécutif

M. Alfred MARIE-JEANNE

Reçu notification, le

Le titulaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-121-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-121-1

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE CENTRALE CARAÏBÉENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE (CCTPM)

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 30 novembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par la société CENTRALE CARAÏBÉENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE (CCTPM) ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise CENTRALE CARAÏBÉENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE (CCTPM) de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise CENTRALE CARAÏBÉENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE (CCTPM) ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées au lycée Lumina Sophie de Schoelcher.

ARTICLE 2 : L'entreprise CENTRALE CARAÏBÉENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE (CCTPM) perçoit selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quatre mille quatre cent soixante-huit euros et trois centimes (4 468,03 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération N°17-121-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

Entre

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du Conseil Exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE, désignée ci-après par le terme :

« La CTM »

d'une part,

Et

L'entreprise CENTRALE CARIBEENNE DE TRAVAUX PUBLICS MARTINIQUE représentée par son Directeur M. [nom] habilité à cet effet et désignée ci-après par le terme :

« La société »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu le marché à bon de commande n° 12 TST 004 conclu entre la Région et l'entreprise C.C.T.P.M. notifié le 09 Mars 2012, relatif aux travaux de Voirie et Réseaux Divers sur le patrimoine bâti du Conseil Régional - Lot N° 2 : Secteur Centre.

Vu la facture n° SD0124112016F de 4468,03 € TTC présentée par l'entreprise C.C.T.P.M, le 24 novembre 2016,

Vu l'avis n°en date du du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Vu la délibération n°en date de de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'entreprise C.C.T.P.M. a réalisé des travaux de VRD (réalisation de tranchées, pose de chambres de tirage et de fourreaux) entre l'entrée du lycée Lumina Sophie de Schoelcher et le Local Serveur Informatique, situé au rez-de-chaussée du bâtiment D. Mais à cause des réseaux existants le tracé initial a été rallongé de 12 m.

Il s'avère que les travaux supplémentaires effectués par l'entreprise C.C.T.P.M. n'ont pu être payé du fait d'une commande établie au préalable.

L'instruction de cette affaire a montré :

- que les prestations de C.C.T.P.M. ont bien été réalisées.
- que la CTM actuelle a enrichi son patrimoine sans versement de la contrepartie correspondante.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'une indemnité à C.C.T.P.M

La CTM s'engage à verser à l'entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées. Cette indemnité s'élève à **4468,03 €** (soit quatre mille quatre cent soixante-huit euros et trois centimes) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas dans les délais prévus au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit. La société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

C. C. T. P. M.

Le Président du Conseil Exécutif

M. Alfred MARIE-JEANNE

Reçu notification, le

Le titulaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-122-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 5 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-122-1

PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LES ENTREPRISES L'AGENCE, BET HAUSS, BET AXIO, AU TITRE DE LA RECONSTRUCTION DU LYCÉE SCHOELCHER

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le marché n° 07 EST 028 dans le cadre de la maîtrise d'œuvre des travaux de reconstruction du Lycée Schœlcher passé avec le groupement d'entreprises L'AGENCE/ Gustavo TORRES/ BET HAUSS/ ICARE/ INGEFRA/ AXIO ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 21 décembre 2016 ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par les entreprises L'AGENCE, BET HAUSS, BET AXIO, au titre de la reconstruction du Lycée Schœlcher ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et aux entreprises L'AGENCE, BET HAUSS, BET AXIO, de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec les entreprises L'AGENCE, BET HAUSS, BET AXIO, ayant pour objet le dédommagement, dans le cadre de la reconstruction du lycée Schœlcher :

- du surcroît et de la complexification des prestations effectuées durant les phases PRO à ACT,
- des prestations effectuées au titre de la démolition du bâtiment « J ».

ARTICLE 2 : Les entreprises cotraitantes L'AGENCE, BET HAUSS, BET AXIO percevront, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quatre cent soixante-quinze mille trois cent vingt-cinq euros (475 325,00 €) :

Cette indemnité est répartie comme suit :

- L'AGENCE : 237 114,27 €
- BET HAUSS : 223 241,46 €
- BET AXIO : 14 969,27 €.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017,

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17123-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-123-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 5 MAI 2017

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES SETB SARL/ FI INGENIERIE/ ATELIER GALLET, AU TITRE DE LA CONSTRUCTION DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON ET DU BÂTIMENT DES ARCHIVES RÉGIONALES

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 21 décembre 2016 ;
Considérant les prestations supplémentaires réalisées par le groupement d'entreprises SETB SARL/ FI INGENIERIE/ Atelier GALLET, au titre de la construction du musée du Père Pinchon et du bâtiment des archives régionales ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et au groupement d'entreprises SETB SARL/ FI INGENIERIE/ Atelier GALLET, de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec le groupement d'entreprises SETB SARL/ FI INGENIERIE/ Atelier GALLET, ayant pour objet le dédommagement, dans le cadre de la construction du musée du Père PINCHON et du bâtiment des archives régionales, pour le surcroît de travail occasionné par :

- la prise de possession anticipée des archives,
- la mise en place du projet scientifique uniquement sur la mission DET, soit 26,59 % du total des heures passées,
- la relance du lot VRD suite à la défaillance de l'entreprise de SOVITRAP,
- les études complémentaires ainsi que des travaux d'adaptation effectués dans le cadre de la modification du mur ISAMBERT,
- les demandes d'adaptations du projet formulées par la Muséographe.

ARTICLE 2 : Les membres du groupement d'entreprises SETB SARL/ FI INGENIERIE/ Atelier GALLET percevront, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de cent quarante-et-un mille sept cent trente-trois euros et douze centimes (141 733,12 €). Cette indemnité est versée selon la répartition suivante :

- 76 279,27 € versés à SETB SARL
- 57 609,30 € versés à FI INGENIERIE
- 7 844,55 € versés à l'Atelier GALLET.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-124-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-124-1

AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE POUR LE PAIEMENT DES ACHATS DE FOURNITURES ET DE SERVICES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION ZIKA 2016

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres en date du 11 janvier 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation de conventions transactionnelles pour le paiement des prestations de fournitures et services de la campagne ZIKA mentionnées à l'article 2, pour un montant total de soixante-quinze mille neuf cent dix euros (75 910 €) TTC soit une réfaction de 1 999,92 € par rapport au montant initial cumulé des devis des entreprises.

ARTICLE 2 : La liste des bénéficiaires s'établit comme suit :

Prestataire	Fournitures ou services	Montant Devis HT	Montant Devis TTC	MONTANT devis TTC avec réfaction	Montant de la réfaction
	Droits d'utilisation et réalisation d'un extrait du sketch audio de J-Y Ruppert	1500	1500	1450	50
BERGER BELLEPAGE	Réimpression flyers et dépliant	2 488,41 €	2762,13	2 720,00	42,13
CARAIB EDIPRINT / BERGER BELLEPAGE	réalisation d'affiches	354,16 €	393,12	390,00	3,12
COMPAGNIE DE SERIGRAPHIE MARTINICAISE (CSM)	Casquettes, visières et porte bouteilles (lots à gagner)	3 150,00 €	3417,75	3 350,00	67,75
DREAM DECO	Banderole, autocollant, traitement fichier, pose autocollant	333,00 €	361,31	360,00	1,31
FRANCE TV PUBLICITE OUTRE MER	Campagne d'information TV et radio	16 684,19 €	18102,22	17 950,00	152,22
KARISKO	Animation jeu sur stand « tour des yoles »	10 000,00 €	10000	9 900,00	100
LAV'ECOLE (FREDERIC DUFEAL)	Lavage ensemble costume pantalon et autres éléments de la mascotte AEDES AEGYPTI	222,60 €	241,52	240,00	1,52
LM POSITIF	Réalisations d'affiches format 4 m ² / 4 visuels différents	5 900,00 €	6401,5	5 400,00	1001,5
MEDIA H REGIE ANTILLES GUYANE /ATV	Campagne d'information télévisée ATV	7 200,00 €	7812	7 750,00	62
MEDIA GESTION	Campagne d'information cinématographique	9 890,35 €	10731,03	10 600,00	131,03
RCI REGIE CARAIBE NO 1 R.C.	Campagne d'information radio	2 500,00 €	2712,5	2 660,00	52,5
REGIE FRANCE ANTILLES MARTINIQUE	Campagne d'information presse écrite	5 628,20 €	6106,59	5 880,00	226,59
SMART PLAY	Réalisations d'autres grandes affiches	4 650,00 €	4650	4 600,00	50
TILO	Réalisation de Tee Shirts adulte couleur sérigraphie imprimé	2 450,00 €	2718,25	2 660,00	58,25
Total général		72 950,91	77 909,92	75 910,00	1 999,92

ARTICLE 3 : Les dépenses sont imputées au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision, et notamment les conventions transactionnelles y afférentes.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-125-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-125-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT AUTORISATION DE PASSER AVEC LA SOCIÉTÉ SADIS'NOV UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE RELATIVE À DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA POINTE DE JAHAM

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil, notamment ses articles 2044 et 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres le 12 octobre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société SADIS'NOV, pour le règlement de factures d'un montant total de seize mille cinq cent vingt et un euros trente centimes (16 521,30 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-126-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-126-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ACELA MARKETING POUR LE PAIEMENT DE SERVICES RÉALISÉS DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE DU MARCHÉ SAINTE-LUCIEN ET D'UNE DÉFINITION DE STRATÉGIE MARKETING EN VUE DE LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS MARTINICAIS

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et en particulier ses articles 2044 et 2058;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ACCELA MARKETING pour le paiement de travaux d'étude du marché sainte-lucien et de stratégie marketing en vue de la commercialisation de produits martiniquais, pour un montant de quatre mille cinq cents euros (4 500 €) TTC.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-126-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil Exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :

« La Collectivité »

d'une part,

ET

La SOCIETE ACCELA MARKETING représentée par Mme
habilitée à cet effet et désigné ci-après par le terme :

« ACCELA MARKETING »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu l'avis du ... en date dudu Conseil exécutif portant autorisation de
signer la présente convention,

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI :

Dans le cadre d'un projet de collaboration entre l'ancien Conseil régional de Martinique et le Gouvernement de Sainte-Lucie, débuté en 2015, une étude du marché saint-lucien et une définition d'une stratégie marketing en vue de la commercialisation des produits martiniquais, avait été diligentée par l'ex-Région Martinique.

A l'issue de la procédure de consultation restreinte de prestataires idoines, régulièrement menée, la société ACCELA MARKETING a été retenue pour la prestation.

La société ACCELA MARKETING avait reçu une notification par courrier électronique, mais le bon de commande n'a pas été émis.

Les travaux d'étude de marché ont été intégralement réalisés par la société ACCELA MARKETING en novembre 2015. **Le service est certifié fait.** La société ACCELA MARKETING est en attente du règlement de la facture n° 248/2015 d'un montant de 4 500 euros.

La délibération n°15-1862-1 relative à la réalisation de l'étude du marché Saint-Lucien et de la stratégie marketing ne désignant pas nominativement le nom du créancier, le mandat 2016-18391/Bordereau 3282 relatif au règlement de cette prestation a été rejeté par le Payeur Territorial.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger tel qu'édicte dans l'article 2044 du code civil, par «un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ».

Concession de la Collectivité Territoriale de Martinique à ACCELA MARKETING

Sur présentation de la facture 248/2015, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser une indemnité globale forfaitaire et définitive de 4 500 euros TTC.

Cette indemnisation est donc versée en remboursement des dépenses utiles et nécessaires faites par la société ACCELA MARKETING, pour assurer la prestation d'étude du marché saint-lucien.

Concession de la Société ACCELA MARKETING

En contrepartie de ces règlements qui constituent un solde de tous comptes, la société ACCELA MARKETING renonce irrévocablement à toutes demandes complémentaires au titre des prestations effectuées concernant l'étude du marché saint-lucien et renonce notamment à tous intérêts et au remboursement de frais financiers.

Le total de l'indemnité due à l'entreprise en raison de l'enrichissement sans cause de la collectivité s'élève à **4 500 euros TTC**.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société ACCELA MARKETING

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société ACCELA MARKETING, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **4.500,00 € TTC**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société ACCELA MARKETING s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Directrice de La Société
ACCELA MARKETING

Le Président du
Conseil exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-127-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-127-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE POUR LE PAIEMENT DES ACHATS DE FOURNITURES ET DE SERVICES RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'OPERATION TOUSSAINT 2016

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres en date du 11 janvier 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation de conventions transactionnelles pour le paiement des prestations de fournitures et services dans le cadre de l'opération de communication Toussaint 2016, mentionnées à l'article 2, pour un montant total de vingt quatre mille trois cent vingt deux euros (24 322 €) TTC.

ARTICLE 2 : La liste des bénéficiaires s'établit comme suit :

ENTREPRISES	Fournitures ou services	Montant Devis TTC	Montant TTC avec réfaction	Montant de la réfaction
ADECOBA-APAL	Diffusion de spots radio	120,00	119,00	1,00
ADTMC ASSO DE DEVELOPMENT TECHNIQ MODERNES DE COMMUNIC (KMT)	Diffusion de spot TV	855,00	843,00	12,00
COUP DE FORCE	Réalisation de message audio	542,50	540,00	2,50
DREAM DECO	Réalisation de panneaux PVC	8 772,23	8 640,00	132,23
FRANCE TV PUBLICITE OUTRE MER	Diffusion de spot TV et radio	4 346,03	4 282,00	64,03
MEDIA H REGIE ANTILLES GUYANE /ATV	Diffusion de spot TV	4 002,17	3 940,00	62,17
RADIO SAINT LOUIS	Diffusion de spots radio	250,00	248,00	2,00
RCI REGIE CARAIBE NO 1 R.C.	Diffusion de spots radio	1 905,43	1 875,00	30,43
TILO	Réalisation de Tee Shirts	2 263,40	2 230,00	33,40
TONIPRINT	Impressions d'affiches	593,49	590,00	3,49
ZOUK MULTIMEDIA SARL	Diffusion de spot TV	1 030,75	1 015,00	15,75
TOTAL GENERAL		24 681,00	24 322,00	359,00

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision, et notamment les conventions transactionnelles y afférentes.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-128-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-128-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE CARAIBES

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et en particulier ses articles 2044 et 2058 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'appel d'offres le 8 mars 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ORANGE CARAIBES d'un montant de cent soixante dix neuf mille euros (179 000 €), suite à la réalisation de prestations d'abonnement à la téléphonie mobile.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n°17-128-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »

d'une part,

ET

La Société ORANGE CARAIBES représentée par Mr
habilité à cet effet et désigné ci-après par le terme :

« ORANGE CARAIBES »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,
Vu l'avis de Commission d'Appel d'Offre en date du 08/03/2017
Vu la délibération n° de l'Assemblée Plénière en date du autorisant le
Président du Conseil à signer une convention de transaction

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Depuis le début de l'exercice 2016, il a été constaté un certain nombre de dysfonctionnements liés à la mise en œuvre des procédures de passation des marchés de télécommunications et informatiques.

En effet, des prestations d'abonnement et de consommations de téléphonie mobile ont été réalisées par l'opérateur ORANGE CARAIBE alors qu'elles n'étaient plus couvertes par un marché, depuis le 31 juillet 2015, date d'expiration du précédent marché n°10SAG011 passé par la Collectivité régionale.

Aussi, afin de procéder au règlement des factures impayées, une analyse de la situation financière concernant les frais de téléphonie mobile a été menée.

Il en ressort en premier lieu, que les factures des mois d'Août à novembre 2015 relatives aux frais de consommations de téléphonie mobile de la Collectivité régionale ont déjà été mandatées et payées hors marché. En second lieu, 2 comptes étaient facturés pour la Collectivité régionale d'un montant global de 327 760,56 € TTC sur la période de décembre 2015 à septembre 2016, réparti comme suit :

- le compte N°4.4712 dédié aux abonnements et consommations depuis les mobiles de 293 026.26 € TTC
- le compte dédié aux passerelles N°1.2909652, dont le montant facturé s'élève à 34 734,30 € TTC

Ces sommes correspondent aux factures de décembre 2015 au 20 Octobre 2016 restant à payer et correspondant aux prestations effectivement réalisées, dont un détail est communiqué ci-après :

COMPTE 4.4712

- Facture du 01/12/2015 N°0424920122015 de 35 968,31€ TTC
- Facture du 01/01/2016 N°0755268012016 de 37 681,62€ TTC
- Facture du 01/02/2016 N°1093860022016 de 28 215,27€ TTC
- Facture du 01/03/2016 N°1431260032016 de 24 306,27€ TTC
- Facture du 01/04/2016 N°1768742042016 de 24 481,00€ TTC
- Facture du 01/05/2016 N°2106556052016 de 26 447,53€ TTC
- Facture du 01/06/2016 N°2505022062016 de 23 888,76€ TTC
- Facture du 01/07/2016 N°2782416072016 de 23 532,09€ TTC
- Facture du 01/08/2016 N°3120355082016 de 20 786,73€ TTC
- Facture du 01/09/2016 N°3456829092016 de 18 893,04€ TTC
- Facture du 01/10/2016 N°3726351102016 de 19 799,06€ TTC
- Facture du 01/11/2016 N°4136316112016 de 9 627,16€ TTC

TOTAL

293 026.26 €

COMPTE 1.2909652

- Facture du 16/01/2016 N°589816122015 de 187,90€ TTC
- Facture du 01/02/2016 N°927372012016 de 3 454,64€ TTC

- Facture du 01/03/2016 N°1266565022016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/04/2016 N°1601997032016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/05/2016 N°1939130042016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/06/2016 N°2277289052016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/07/2016 N°2613652062016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/08/2016 N°2613652062016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/09/2016 N°3288448082016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/10/2016 N°3622483092016 de 3 454,64€ TTC
- Facture du 01/11/2016 N°3961727102016 de 3 454,64€ TTC

***TOTAL* 34 734.30€**

Par ailleurs, il existait un marché n°11062 (partie départementale) qui a expiré le 18 août 2016. Six comptes sont facturés pour la Collectivité, d'un montant global de 91 671,18 € TTC sur la période du 19 août au 30 octobre 2016 répartis comme suit :

- 4.4860.10 – Corporate group 7 281.15 €
- 4.4860.11 – Pro bloqué 38 121.29 €
- 4.4860.12 – IEW – Duo Data 17 061.04 €
- 4.4860.13 – Flotte data 4 831.66 €
- 4.4860.14 – Intense Pro 18 725.05 €
- 4.4860.15 –Internet /Data 5 650.99 €

COMPTE 4.4860.10

- Facture du 01/09/2016 N°3456731092016 de 972.20 € TTC
(du 19 au 31/08/16)
- Facture du 01/10/2016 N° 3726313102016 de 2.023,31 € TTC
- Facture du 01/11/2016 N°4136392112016 de 4 285.64 € TTC

***TOTAL* 7 281.15 €**

COMPTE 4.4860.11

- Facture du 01/09/2016 N°3456732092016 de 9 148.93 € TTC
(du 19 au 31/08/16)
- Facture du 01/10/2016 N° 3726314102016 de 21.915,00 € TTC
- Facture du 01/11/2016 N°4136393112016 de 7 057.36 € TTC

***TOTAL* 38 121,29 €**

COMPTE 4.4860.12

- Facture du 01/09/2016 N°3456733082016 de 2 990.80 € TTC
(du 19 au 31/08/16)
- Facture du 01/10/2016 N° 3726315102016 de 7 055,41 € TTC

- Facture du 01/11/2016 N°4136394112016 de 7 014,83 € TTC

TOTAL ***17 061,04 €***

COMPTE 4.4860.13

- Facture du 01/09/2016 N°3456734092016 de 547.60 € TTC
(du 19 au 31/08/16)
- Facture du 01/10/2016 N° 3726316102016 de 2.174,58 € TTC
- Facture du 01/11/2016 N°4136395112016 de 2 109.48 € TTC

TOTAL ***4 831,66 €***

COMPTE 4.4860.14

- Facture du 01/09/2016 N°3456735092016 de 2 387,91 € TTC
(du 19 au 31/08/16)
- Facture du 01/10/2016 N° 3726317102016 de 8 067,49 € TTC
- Facture du 01/11/2016 N° 4136396112016 de 8 269.65€ TTC

TOTAL ***18 725,05 €***

COMPTE 4.860.15

- Facture du 01/09/2016 N°3456736092016 de 1 036.54 € TTC
(du 19 au 31/08/16)
- Facture du 01/10/2016 N° 3726318102016 de 2.347,66 € TTC
- Facture du 01/11/2016 N°4136397112016 de 2 266.79 € TTC

TOTAL ***5 650.99 €***

Le montant total des factures impayées s'élève à **419 431,74 €**.

Par ailleurs, la Collectivité bénéficie d'un avoir d'un montant total de **239 768 € TTC**, correspondant à une remise consentie dans le cadre du marché n°11062 sur les comptes « Corpo rate » (incluant abonnement et consommations) qui n'avait pas été appliquée suite à un incident technique. Cette remise contractuelle de 25% à la fin de chaque exercice n'avait pas encore été régularisée.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société ORANGE CARIBES

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société ORANGE CARAIBES, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette

entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **179 000 €**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société ORANGE CARAIBES s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

**Directeur Financier
de ORANGE CARAIBES**

Le Président du
Conseil exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° 15-0003 du 18 décembre 2015
De l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-129-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-129-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SARL TP CARAÏBES PLUS POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DE LA RD 1 DU PR 5+500 AU PR 10+000 COMMUNE DE FONDS SAINT-DENIS

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et en particulier ses articles 2044 et 2058 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 8 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Considérant la demande à la SARL TP Caraïbes Plus de poursuivre son opération au-delà de sa prestation initiale, tenant compte de l'urgence qu'il y avait de dégager et de déblayer pour réduire la période de carence entre la fin de sa prestation et le début des travaux de l'entreprise désignée ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Sarl TP CARAÏBES PLUS pour le paiement de la somme de cinq mille six cent soixante trois euros soixante dix centimes (5 663,70 € TTC) pour des travaux de dégagement et de déblaiement réalisés sur la Route Départementale 1 sur le territoire de la ville de Fonds Saint-Denis du 15 au 17 mars 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n°17-129-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Fort-de-France, le

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES 
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CHARGÉE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT
DIRECTION DE LA GESTION DES ROUTES
SERVICE DE LA GESTION DU RESEAU ROUTIER
BUREAU ZONE NORD
Affaire suivie par : M. David MICHEL Tél. : 0596.59.84.13 david.michel@ collectivitedemartinique.mq 
Sous la référence : 227 2107

**CONVENTION DE TRANSACTION ENTRE
LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SARL TP CARAÏBES PLUS**

Entre les soussignés

La Collectivité Territoriale de Martinique, faisant élection de domicile à l'Hôtel de Plateau Roy – Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 Fort de France Cedex représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

Ci-après désignée « La CTM »
D'une part,

ET

La Sarl TP CARAÏBES PLUS faisant élection de domicile - Plateau Godinot -97221 LE CARBET représentée par

Ci-après désignée « TP CARAÏBES PLUS »
D'autre part,

1/4

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-1, relatif à la libre administration des collectivités,

Vu la délibération n° de l'Assemblée Plénière autorisant la conclusion et la signature d'une transaction par M. le Président du Conseil Exécutif pour le compte de la CTM avec la,

APRES AVOIR PREALABLEMENT EXPOSE :

Suite aux pluies du 06 mars 2016, la SARL TP CARAÏBES PLUS a été sollicitée pour des travaux de dégagement déblaiement.

Un éboulis avec de gros arbres, circonférence supérieur à 1, 50 mètres s'est produit sur la Route Départementale 1 au point routier 9+100.

L'entreprise ne disposant pas de marché au moment du sinistre, le service, maître d'œuvre, a commandé les travaux pour la réalisation de cette prestation.

Les travaux ont consisté à effectuer du dégagement et déblaiement pour un montant de **5 663,70 €**, avec un délai d'exécution de 03 jours. Ils ont été réalisés du 15 au 17 mars 2016.

Dans la mesure où la réalité de l'exécution des prestations n'était pas contestable et où le principe d'un droit à paiement correspondant à la contrepartie du service devait être admis, les parties se sont rapprochées soucieuses de parvenir à un règlement amiable définitif de cette affaire et de mettre un terme à un conflit susceptible d'entraîner une condamnation pécuniaire éventuelle de la Collectivité territoriale de Martinique à l'issue d'un contentieux (cf. article 2044 du code civil).

Elles sont donc convenues de la solder, dans le cadre de la présente convention de transaction, dans les conditions exposées ci-après, après discussion et concessions réciproques, dans l'esprit de la transaction et de la circulaire NOR.PRMX1109903C du Premier Ministre du 06/04/11 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits. (JO n°83 du 08/04/11 p. 6248).

2/4

ARTICLE 1^{er} :

Sur présentation d'une facture des justificatifs afférents par la SARL TP CARAÏBES PLUS, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à la SARL TP CARAÏBES PLUS la somme de **Cinq Mille Six Cent Soixante Trois Euros et soixante-dix centimes (5 663,70 € TTC)** en remboursement des dépenses utiles et nécessaires faites par elle, dans le cadre des travaux de dégagement et déblaiement d'éboullis qu'elle a réalisés sur la route départemental N°1, commune de Fonds Saint-Denis pendant la période du 15/03/2016 au 17/03/2016.

ARTICLE 2 :

En contrepartie de ce règlement qui constitue un solde de tous comptes, la SARL TP CARAÏBES PLUS renonce irrévocablement à toutes demandes complémentaires au titre de ses prestations sur ce domaine public et renonce notamment à tous intérêts et au remboursement des frais financiers.

ARTICLE 3 :

Sous réserve des crédits ouverts et des fonds disponibles au budget, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à mandater le paiement de la somme visée à l'article 1^{er}, au plus tard trente jours après que la présente convention de transaction sera devenue exécutoire au sens de l'article L 3131.1 du code général des collectivités territoriales.

Au cas où la Collectivité Territoriale de Martinique ne procéderait pas au mandatement de la somme de **5 663,70 Euros TTC** dans le délai prévu à l'alinéa précédent, ladite somme portera intérêts moratoires au taux légal, et ce à compter du jour de la sommation de payer qui devra lui être délivrée par la SARL TP CARAÏBES PLUS.

Le rejet du mandat opéré par le Payeur Territorial agissant dans le cadre des contrôles d'usage en matière de dépenses en vertu du décret n°012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, n'est pas assimilable à un défaut de mandatement et s'oppose donc à l'application des intérêts moratoires susmentionnés.

ARTICLE 4

La présente convention constitue une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil auxquels elle est soumise.

Moyennant la bonne exécution des présentes par la Collectivité Territoriale de Martinique, la SARL TP CARAÏBES PLUS se déclare intégralement remplie de ses droits et renonce expressément à toutes autres actions, prétentions, réclamations ou contestations ultérieures à l'encontre de la Collectivité Territoriale de Martinique quelle qu'en soit la cause ou le motif.

En conséquence, les parties reconnaissent que leur litige est vidé de toute substance. Partant, elles se désistent mutuellement de toute instance et s'interdisent réciproquement d'introduire ou de poursuivre **aucun** recours ou action en justice pour les causes énoncées ci-dessus ou ayant pour objet les prestations effectuées.

Toutefois, le présent protocole d'accord exclut expressément de son champ d'application la garantie qui pourrait être due par la SARL TP CARAÏBES PLUS du fait de l'exécution des prestations antérieures à la présente transaction.

Conformément aux dispositions de l'article 2052 du code civil, la présente convention de transaction a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elle ne peut être attaquée pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion.

Fait à Fort de France, le
En quatre (04) exemplaires originaux

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-130-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-130-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 01 Janvier au 22 Février 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-131-1-DE
Date de télétransmission : 15/05/2017
Date de réception préfecture : 15/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-131-1

AFFICHAGE LE : 16 MAI 2017

PORTANT MISE EN APPLICATION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA RÉFORME DU DISPOSITIF ACCUEIL FAMILIAL POUR PERSONNES AGÉES OU ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP INTRODUITE PAR LA LOI N° 2015-1776 DU 28 DÉCEMBRE 2015 RELATIVE À L'ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de mettre en œuvre et d'intégrer à son règlement d'aide sociale les dispositions nouvelles réformant le dispositif de l'accueil familial pour personnes âgées ou handicapées adultes introduites par la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement concernant notamment :

La procédure d'agrément

- La demande doit être adressée au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique selon le formulaire et la liste des pièces obligatoires imposés par le décret n°2016-1785 du 19/12/16, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposée directement auprès de la Collectivité contre récépissé.

La Collectivité dispose de 15 jours pour vérifier la complétude du dossier.

- L'instruction de la demande comprend au moins un entretien avec le demandeur et sa famille ainsi que les personnes qui assureront les remplacements.

- L'agrément délivré par le Président du Conseil Exécutif fixe :

- La capacité d'accueil dans la limite de 3 personnes ou 4 en cas de dérogation pour l'accueil d'un couple, et le cas échéant, le nombre maximum de contrats d'accueil à temps complet ou partiel mis en œuvre en même temps, dans la limite de 8.

- Les modalités d'accueil à savoir à temps complet ou partiel, accueil de jour ou de nuit, permanent, temporaire ou séquentiel.

Tout refus d'agrément doit obligatoirement être motivé.

La formation des accueillants

La Collectivité Territoriale de Martinique assure la formation des accueillants familiaux conformément au décret n°2017-552 du 14/04/17 et notamment celle concernant les gestes de premiers secours obligatoire et préalable au premier accueil.

Le contrat d'accueil familial

La Collectivité Territoriale de Martinique fournit aux parties contractantes le contrat type accompagné de la charte des personnes accueillies, du plan d'accueil personnalisé, et en cas d'absence de l'accueillant supérieure à 48H, un avenant à signer avec le remplaçant.

La modification du calcul des sujétions particulières

Les calculs des indemnités journalières pour sujétions particulières sont établis sur la base de 4 valeurs de 0,37 fois à 1,46 fois la valeur horaire du SMIC.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La modification du calcul des sujétions particulières entraîne une augmentation de 3 à 5 € mensuels par pensionnaire, soit environ 6.000,00 € /an pour 100 bénéficiaires.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-132-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-132-1

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT MISE EN PLACE DU CONSEIL TERRITORIAL DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'AUTONOMIE (C.T.C.A.) EN APPLICATION DE L'ARTICLE 81 DE LA LOI N°2016-1770 DU 28 DÉCEMBRE 2015 PORTANT ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT ET DU DÉCRET N°2016-1206 DU 7 SEPTEMBRE 2016

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n°2016-1454 du 28 octobre 2016 portant adaptation aux DOM et à des COM, des dispositions relatives à l'APA et à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées et notamment son article R. 524-3-8.

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique prend acte de la création du Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CTCA), qui résulte de la fusion du Comité Départemental des Retraités et des Personnes Agées (CODERPA) et du Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées (CDCPH) en application de dispositions réglementaires.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure utile et à signer tout acte et document nécessaire à l'installation et au fonctionnement de cette instance consultative, dont il assure la Présidence conformément à l'article D.149-1 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-133-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-133-1
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

**PORTANT PARTICIPATION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE À L'ORGANISATION D'UN SÉMINAIRE AVEC LA DEAL PORTANT SUR
« L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT, UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX ENJEUX
DE LA MARTINIQUE »**

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la participation technique et financière de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'organisation du séminaire, programmé en partenariat avec la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) le 02 février 2017 dénommé « L'amélioration de l'habitat, une réponse adaptée aux enjeux de la Martinique ».

ARTICLE 2 : La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à quatre mille huit cent huit euros quatre vingt-dix-sept centimes (4 808, 97 €) TTC sur un coût total de 9 617, 93 € TTC.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-133-1



**CONVENTION BIPARTITE ENTRE
L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR LE FINANCEMENT DES
PRESTATIONS RELATIVES AU SÉMINAIRE TECHNIQUE PORTANT SUR LA THÉMATIQUE DE
« L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT, UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX ENJEUX DE LA
MARTINIQUE »**

ENTRE

- L'État, Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, dont le siège est situé :
Pointe de Jaham
B.P. 7212
97 274 Schoelcher, ci-après dénommée la DEAL Martinique,
représentée par son Directeur, Monsieur

ET

- La Collectivité Territoriale de Martinique, dont le siège est situé :
Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny – CS 30 137
97 201 Fort de France Cedex, ci-après dénommée la CTM,
représentée par son Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE

Il est convenu ce qui suit

Article 1 : Objet de la convention

La DEAL Martinique et la CTM co-organise un séminaire relatif à « l'amélioration de l'habitat, une réponse adaptée aux enjeux de la Martinique ».

Ce séminaire se déroulera le 02 février 2017 à l'Espace SONATE situé à la ZAC de l'Étang Z'abricot à Fort-De-France.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de financement des prestations entourant la tenue du séminaire portant sur la thématique de « L'amélioration de l'habitat, une réponse adaptée aux enjeux de la Martinique ».

Elle précise également les engagements et les contributions financières de chacune des parties.

Le montant total estimé des prestations est de 9 617, 93€ TTC correspondant à la clé de répartition suivante :

- Frais intervenants : 1 300 € TTC
- Synthèse des échanges : 1 250 € TTC,
- Location de salles et appareillages : 2 025 € TTC,
- Fourniture de 200 badges : 44, 79 € TTC,

- Conception graphique et réalisation d'une affiche au format A2 : 300 € TTC,
- Impression 30 affiches : 267 € TTC,
- Traiteur pause à 10 heures : 1 123, 10 € TTC,
- Traiteur déjeuner : 3 308, 04 € TTC,

Article 2 – Adhésion, durée, dénonciation

2.1 – Adhésion à la convention

L'adhésion à la convention est matérialisée par la signature du présent document qui sera notifié aux organisateurs (DEAL, CTM) concernés après accomplissement des formalités administratives en vigueur.

2.2 – Durée

La présente convention entre en vigueur dès sa notification à l'ensemble des parties concernées. Elle prend fin à l'achèvement des prestations objets de la convention.

2.3 – Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique ou par le Préfet de la Martinique en cas de force majeure, dûment constatée et signifiée au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique ou au Préfet de la Martinique par lettre recommandée, dans un délai raisonnable.

Article 3 – Modalités de fonctionnement de la coordination

3.1 – Coordonnateur

La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique est désignée comme coordonnateur de l'opération citée en objet. (article 1)

3.2 – Modalités de fonctionnement de la coordination

Le coordonnateur remplit directement les formalités administratives, techniques et financières relatives à la location des locaux d'accueil du séminaire, à la transcription de la minute du séminaire, au traiteur et à toute logistique afférente.

L'ensemble des documents remis par le prestataire assurant la transcription des débats lors du séminaire devra être validé par les deux financeurs du séminaire.

Article 4 – Engagements financiers

Dans le cadre de la mutualisation des frais, les prestations strictement mentionnées dans l'article 1 (objet de la convention) seront financées comme suit :

- 50 % par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique soit 4 808,96 € TTC
- 50 % par la Collectivité Territoriale de la Martinique soit 4 808,97€ TTC.

En cas de réévaluation du coût des prestations objet de la convention la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant.

Cette réévaluation sera alors répartie à parts égales entre les deux (2) financeurs.

La Collectivité Territoriale de Martinique versera sa quote-part à la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique après observation des formalités administratives et sur présentation des originaux de tous les justificatifs et d'un RIB adressés à la Collectivité Territoriale de la Martinique - Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique - Rue Gaston Defferre - Cluny - CS 30 137 - 97 201 Fort de France Cedex.

Article 5 – Signature et exécution de la convention

La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique désignée comme coordonnateur signera au besoin tous les documents portant sur les prestations d'organisation et de déroulement du séminaire.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci, précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}. Dans cette hypothèse une nouvelle convention devra être conclue.

Article 6 – Litiges

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Fort-de-France.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de l'une des dispositions de la présente convention, les parties contractantes s'efforcent de parvenir à un règlement à l'amiable. À défaut d'accord amiable, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Fort-de-France.

La présente convention a été établie en 4 exemplaires originaux.

Fait à Schoelcher, le

Le Préfet de la Martinique

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-134-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-134-1

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT DISPOSITIF CADRE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSISTANT(E)S MATERNEL(LE)S

L'An deux mille dix sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/190-09 du 23 avril 2009 relative à la formation des assistantes maternelles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-361-1 du 24 novembre 2016 portant modification de la délibération n°CP/190-09 du 23 avril 2009 relative à la formation des assistantes maternelles ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE Le 27 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de la mise en place d'un dispositif cadre d'attribution de subventions aux assistant(e)s maternel(le)s pour le soutien à l'activité, pour l'acquisition d'équipements ou pour la réalisation de travaux de sécurisation imposés lors de la visite des agents de la PMI.

Les modalités d'attribution de ces subventions figurent dans l'annexe jointe.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif les décisions d'attribution de subventions dans le cadre de ce dispositif.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

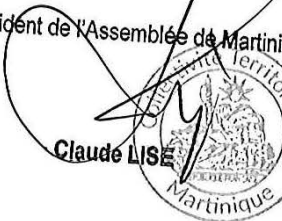

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-134-1

**MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION
AUX ASSISTANT(E)S MATERNEL(LE)S**

A) PROCEDURE D'INSTRUCTION – 1 ère demande

Les assistant(e)s maternel(le)s devront adresser leur demande d'aide au Président du Conseil Exécutif, accompagnée des pièces suivantes :

- L'attestation d'agrément en cours de validité
- Une copie de pièce d'identité
- Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois
- La facture acquittée du matériel de puériculture ou pédagogique
- La facture du montant des travaux effectués pour la mise aux normes du logement
- Un RIB.

B) RENOUVELLEMENT DE LA DEMANDE

Les demandes peuvent être reconduites tous les 3 ans en fonction des conditions suivantes :

- Augmentation de la capacité d'accueil
- Nouvelle réglementation en vigueur.

C) MODE DE CALCUL DE LA SUBVENTION

L'aide est plafonnée à hauteur de :

- 3 000 € pour la première installation correspondant au début de l'activité
- et 2 000 €, pour les assistant(e)s maternel(le)s déjà en exercice.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-135-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-135-1

AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LA RUCHE » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « LA RUCHE » AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une participation financière d'un montant de trois cent soixante-treize mille trois cent quarante-six euros (373 346 €) à l'association « LA RUCHE » au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « La Ruche » pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : Cette participation financière fait l'objet d'un versement sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels chacun d'un montant de quatre-vingt treize mille trois cent trente-six euros et cinquante centimes (93 336,50 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique afin de prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute disposition quant à la reconduction de la participation financière allouée à l'Association « LA RUCHE » inscrite au budget de la collectivité au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » au cours des prochains exercices.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

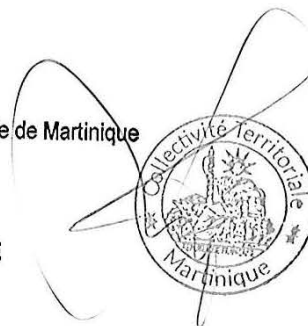
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION « LA RUCHE »
gestionnaire
du FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS « LA RUCHE »
Représentée par son Président

- 2 -

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.**

D'une part,

ET

L'Association « LA RUCHE »

Gestionnaire du Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « La Ruche »

114, Route de Moutte

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret :

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

L'Association LA RUCHE participe à la politique de prévention et de protection de l'enfance sur le territoire de la Martinique et contribue ainsi aux missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle gère et anime le Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « LA RUCHE » qui a pour mission de mettre à disposition des jeunes séparés de leur famille, un ensemble d'installations matérielles pour leur hébergement et leur restauration, ainsi que des moyens permettant leur insertion dans la vie sociale.

Cet établissement relève de la politique d'aide au logement définie à l'article L.301-1 du Code de la Construction Habitat, et constitue également un établissement social et médico-social au sens de l'article L.312-1-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles. .

Ainsi, dans le cadre de l'organisation sociale préventive en faveur de l'Enfance, le service de l'ASE est amené à confier au Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » la prise en charge de jeunes afin de leur assurer un logement et une aide à leur insertion sociale et professionnelle.

Cette action vient relayer celle mise en œuvre en amont par les établissements et services sociaux concourant à la protection de l'enfance (Maisons d'Enfants à Caractère Sociale), notamment lorsque les jeunes qui y sont hébergés ne satisfont plus à leurs critères d'éligibilité (critère d'âge, situation d'insertion professionnelle...).

L'hébergement en Foyer des Jeunes Travailleurs constitue alors une option permettant à ces jeunes d'éviter des situations de ruptures économiques et sociales.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » géré par l'association « LA RUCHE » :

- *Accueil et accompagnement des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle ;*
- *Proposer un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privés et des locaux affectés à la vie collective ;*
- *Favoriser l'insertion des jeunes par l'habitat et par différentes formes d'action concernant la vie quotidienne, l'emploi, la mobilité, la formation, les loisirs, la culture.*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'association « LA RUCHE

L'association « LA RUCHE » doit :

- *se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;*
- *utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;*
- *communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;*
- *informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;*
- *fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;*
- *faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;*
- *faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;*
- *souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;*
- *accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.*

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue aux dépenses de fonctionnement du Foyer des Jeunes Travailleurs « LA RUCHE » géré par l'Association la RUCHE, par l'attribution d'une subvention dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (*décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention de fonctionnement d'un montant total de TROIS CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE TROIS CENT QUARANTE SIX EUROS (373 346,00 €), au titre de l'année 2017.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant fixe, soit 93 336,50 € (QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE TROIS CENT QUARANTE-SIX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES).

La contribution financière sera créditée au compte de l'association « LA RUCHE » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : LA RUCHE
- Domiciliation : BRED BANQUE POPULAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (*si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes*) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations. Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association « LA RUCHE »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-136-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-136-1

AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MATERNEL « SOS MATERNITÉ » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION LA RUCHE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Centre Maternel « SOS MATERNITÉ » géré par l'Association la Ruche, une participation financière d'un montant de cinq cent cinquante-deux mille quatre cent soixante-trois euros (552 463,00 €) au titre des dépenses de fonctionnement de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : Cette participation financière fait l'objet d'un versement sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels chacun d'un montant de cent trente-huit mille cent quinze euros et soixante-quinze centimes (138 115,75 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique afin de prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute disposition quant à la reconduction de la participation financière allouée au Centre Maternel « SOS MATERNITÉ » inscrite au budget de la collectivité au cours des prochains exercices.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

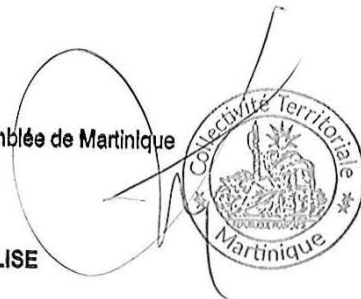
ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

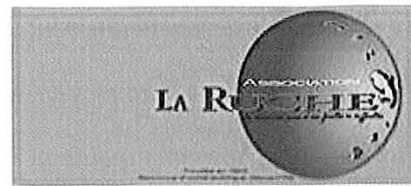
ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION «LA RUCHE »
gestionnaire du Centre Maternel « SOS MATERNITE »
Représentée par son Président

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 107 ;

Vu la Décision de la Commission 2005-842 CE du 28 novembre 2005 ;

Vu l'encadrement communautaire 2005/C/29704 du 28 novembre 2005 des aides d'Etat sous forme de compensations de service public ;

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;

Vu l'arrêté n° 0403 du 30 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation et relocalisation du Centre Maternel « SOS MATERNITE » géré par l'Association LA RUCHE ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du conseil exécutif de Martinique ;

Vu la demande de participation financière de l'Association « LA RUCHE » pour les dépenses de fonctionnement du Centre Maternel « SOS MATERNITE » en date du 8 novembre 2016 ;

VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°du 2017 portant attribution d'une subvention de fonctionnement pour le financement des dépenses de fonctionnement du Centre maternel « SOS MATERNITE » géré par l'Association LA RUCHE ».

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Rue Gaston DEFFERRE

CS 30137

97201 FORT DE FRANCE

Représenté par le Président du Conseil Exécutif, **Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association « LA RUCHE »

Gestionnaire du centre maternel « SOS MATERNITE »

114, Route de Moutte

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 314 291 782 000 14

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

PREAMBULE

Dans l'intérêt public local, la Collectivité Territoriale de Martinique mène une politique de prévention et de protection de l'Enfance sur son territoire. Sa mise en œuvre est confiée au service de l'Aide Sociale à l'Enfance – ASE (cf. art L.221-1 du CASF).

Aussi, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs et des jeunes majeurs en difficulté sociale, la collectivité a décidé d'accompagner plusieurs acteurs locaux œuvrant aux côtés de l'ASE.

Parmi ces acteurs, le Centre Maternel « SOS MATERNITE » assure une mission essentielle d'hébergement et d'accompagnement des jeunes femmes enceintes et des jeunes mères mineures en situation d'isolement, de détresse et de rupture sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Centre Maternel « SOS MATERNITE » géré par l'Association « LA RUCHE » à savoir :

- *accueillir en hébergement complet des mineures isolées en situation de grossesse ainsi que des mineurs avec nourrissons pour les accompagner dans leur projet éducatif, social et professionnel ;*
- *apporter une aide éducative, un soutien psychologique et favoriser leur insertion professionnelle.*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention de fonctionnement.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ L'association « LA RUCHE »

L'association « LA RUCHE » doit :

- se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des activités visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue aux dépenses de fonctionnement du Centre Maternel «SOS MATERNITE» géré par l'Association « LA RUCHE », par l'attribution d'une subvention dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention de fonctionnement d'un montant total de CINQ CENT CINQUANTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE TROIS EUROS (552 463,00 €) au titre de l'année 2017.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant chacun de 138 115,75 € (CENT TRENTE HUIT MILLE CENT QUINZE EUROS SOIXANTE-QUINZE CENTIMES).

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association « LA RUCHE » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : LA RUCHE
- Domiciliation : BRED BANQUE POPULAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (*si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes*) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité Territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

*Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique*

*Le Président de l'Association
« LA RUCHE » gestionnaire
du Centre Maternel « SOS MATERNITE »*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-137-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-137-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES CYCAS » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP) DE SAINTE-THÉRÈSE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une participation financière d'un montant de quatre cent cinquante-quatre mille quatre-vingt neuf euros (454 089,00 €) à l'Association d'Éducation Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « LES CYCAS » pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : Cette participation financière fait l'objet d'un versement sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels chacun d'un montant de cent treize mille cinq cent vingt-deux euros et vingt-cinq centimes (113 522,25 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique afin de prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute disposition quant à la reconduction de la participation financière allouée à l'Association d'Éducation Populaire de Sainte-Thérèse, inscrite au budget de la collectivité au titre des charges liées à l'accompagnement des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » au cours des prochains exercices.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION N°

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif**

Et

**L'ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE (AEP)
DE STE-THERESE gestionnaire
du FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS « LES CYCAS »
Représentée par son Président**

- 2 -

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.**

D'une part,

ET

L'ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE DE SAINTE-THERESE

Gestionnaire du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS »

Zac de Châteauboeuf

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par **Monsieur**

N° SIRET : 316 882 711 000 21

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

L'Association d'Education Populaire de Sainte-Thérèse (AEP) participe à la politique de prévention et de protection de l'enfance sur le territoire de la Martinique et contribue ainsi aux missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle gère et anime le Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT) « LES CYCAS » qui a pour mission de mettre à disposition des jeunes séparés de leur famille, un ensemble d'installations matérielles pour leur hébergement et leur restauration, ainsi que des moyens permettant leur insertion dans la vie sociale.

Cet établissement relève de la politique d'aide au logement définie à l'article L.301-1 du Code de la Construction Habitation, et constitue également un établissement social et médico-social au sens de l'article L.312-1-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, dans le cadre de l'organisation sociale préventive en faveur de l'Enfance, le service de l'ASE est amené à confier au Foyer des Jeunes Travailleurs « Les CYCAS » la prise en charge de jeunes afin de leur assurer un logement et une aide à leur insertion sociale et professionnelle.

Cette action vient relayer celle mise en œuvre en amont par les établissements et services sociaux concourant à la protection de l'enfance (Maisons d'Enfants à Caractère Sociale), notamment lorsque les jeunes qui y sont hébergés ne satisfont plus à leurs critères d'éligibilité (critère d'âge, situation d'insertion professionnelle...).

L'hébergement en Foyer des Jeunes Travailleurs constitue alors une option permettant à ces jeunes d'éviter des situations de ruptures économiques et sociales.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » géré par l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse.

- *Accueil et accompagnement des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle ;*
- *Proposer un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs et des locaux affectés à la vie collective ;*
- *Favoriser l'insertion des jeunes par l'habitat et par différentes formes d'action concernant la vie quotidienne, l'emploi, la mobilité, la formation, les loisirs, la culture.*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse.

L'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue aux dépenses de fonctionnement du Foyer des Jeunes Travailleurs « LES CYCAS » géré par l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse, par l'attribution d'une subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (*décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention de fonctionnement d'un montant total **de 454 089,00 €** (QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRE MILLE QUATRE-VINGT-NEUF EUROS) au titre de l'année 2017.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant chacun de : **113 522,25 €** (CENT TREIZE MILLE CINQ-CENT VINGT-DEUX EUROS ET VINGT-CINQ CENTIMES).

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association d'Education Populaire (AEP) de Sainte-Thérèse selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : ASSOCIATION AEP
- Domiciliation : CREDIT AGRICOLE MARTINIQUE-GUYANE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (*si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes*) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7: RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations. Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association d'Education Populaire
de Sainte-Thérèse



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-138-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12¹ AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-138-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ANIMATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION ÉDUCATIVE (ADAFAE) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 3 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est d'attribuée une participation financière d'un montant de trois cent deux mille quarante cinq euros (302 045,00 €) à l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE) pour le fonctionnement de son service d'animation et accompagnement social au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : Cette participation financière fait l'objet d'un versement sous la forme de quatre (4) acomptes trimestriels chacun d'un montant de soixante-quinze mille cinq cent onze euros vingt-cinq centimes (75 511,25 €) et ce jusqu'à la détermination du montant de la prochaine participation.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique afin de prendre par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute disposition quant à reconduction de la participation financière allouée à l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative inscrite au budget de la collectivité pour le fonctionnement du service animation et accompagnement social au cours des prochains exercices.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX
FAMILLES ET D'ACTION EDUCATIVE (ADFAFE)
Représentée par son Président

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet es présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE)

13 Avenue Salvador Allende - Cité Dillon

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par son Président, **Monsieur**

N° Siret : 314 292 046 00013

D'autre part,

Il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

L'Association ADAFAE participe à la politique de prévention et de protection de l'enfance et des familles en difficultés sur le territoire de la Martinique et contribue ainsi aux missions du service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle gère et anime :

- un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile qui prévoit l'intervention de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale ;*
- deux clubs et équipes de prévention spécialisée et ;*
- un service d'animation et accompagnement social.*

Les deux premiers dispositifs relèvent des services sociaux définis par l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et bénéficient à ce titre de l'accompagnement financier annuel de la collectivité dans le cadre de la procédure de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Le service d'animation et d'accompagnement social, intervient en synergie avec les deux premiers dispositifs en œuvrant dans le cadre :

- d'une animation sociale globale au sein des quartiers*
- d'une animation socio-éducative auprès des familles.*

Ce service participe en ce sens, à l'ensemble des missions de la collectivité dans le cadre de sa politique d'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs et des familles en situation de vulnérabilité.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité Territoriale de Martinique apporte son soutien aux activités du Service Animation et Accompagnement Sociale de l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE) :

- *Axe1 - soutien à la parentalité :*
 - *accompagnement socio-éducatif des familles ;*
 - *créativité au service des familles ;*
 - *accueil et accompagnement social des personnes en difficultés ;*
- *Axe2 - animation et vie sociale ;*
 - *dynamique de vie sociale – Ateliers divers/rencontres/échanges/forums ;*

Le partenaire dispose de structure et de personnel suffisant à la réalisation des activités aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces activités, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'association « ADAFAE »

L'association « ADAFAE » doit :

- se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue au fonctionnement du Service Animation et accompagnement social par l'attribution d'une subvention à l'association « ADAFAE » qui en assure la gestion.

Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (*décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention de fonctionnement d'un montant total de 302 045,00€ (TROIS CENT DEUX MILLE QUARANTE-CINQ EUROS), au titre de l'année 2017.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant fixe, soit 75 511,25 € (SOIXANTE-QUINZE MILLE CINQ CENT ONZE EUROS VINGT-CINQ CENTIMES).

La contribution financière sera créditée au compte de l'association « ADAFAE » selon les procédures comptables en vigueur :

- Nom du titulaire du compte : ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION EDUCATIVE (ADAF AE).
- Domiciliation : CREDIT MUTUEL - CCM COOPERATIVE OUVRIERE DE CREDIT

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La dépense sera imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5: REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiées par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (*si le partenaire à cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes*) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7: RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations. Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association « ADAFAE »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-139-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-139-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR LE DROIT À L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE (ADIE) POUR SON ACTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA PORTEURS DE PROJET EN 2016

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n° 2000-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-6321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 28 mars 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente-cinq mille euros (35 000 €) à l'association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) pour son action d'accompagnement et financement des bénéficiaires du RSA porteurs de projet en 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 4 444 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'ADIE.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »
ET, d'autre part,

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique
représentée par, habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de
Directeur Régional Antilles-Guyane,
ayant son siège social sis ZI Lézarde – Immeuble les Flamboyants – 97 232 LAMENTIN
Dénommé ci-après « le partenaire »

PREAMBULE

L'ADIE met en œuvre une action d'accompagnement et de financement des BRSA porteurs de projet de création d'entreprise.

A ce titre elle ambitionne d'aider à la création de 45 entreprises en 2016 sur le territoire de la Martinique.

Pour se faire, elle propose d'identifier les BRSA porteurs de projet, de les accompagner dans le montage technico-financier de leur future entreprise via des services d'accompagnement collectif et individuel, de les financer et de les suivre dans le bon développement de leur activité par un accompagnement individualisé devant conduire à l'autonomie dans la gestion de l'entreprise.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire, pour la poursuite de son action en 2016.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre de l'action d'accompagnement et de financement des BRSA porteurs de projet de l'ADIE par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de trente-cinq mille euros (35 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de trente-cinq mille euros (35 000 €) s'effectuera en deux fois.

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit vingt-quatre mille cinq euros (24 500 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit dix mille cinq euros (10 500 €) sera versé au vu du compte-rendu financier faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'opérateur.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'ADIE auprès de la Banque populaire-Rives de Paris

Code banque	Code guichet	N°de compte	Clé RIB
10207	00001		35

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 – REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques

portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en oeuvre ;

- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;

- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**Le Directeur Régional Antilles-Guyane
de l'ADIE**

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT DES BRSA PORTEURS DE PROJET EN 2016 DE L'ADIE

Le projet de l'ADIE prévoit d'accompagner les BRSA a pour objectifs :

- de leur ouvrir l'accès au financement pour la création et le développement de leur entreprise,
- de les accompagner dans le montage technico-financier de leur future entreprise,
- de financer leur activité,
- de suivre leurs entrepreneurs.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations du Département, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 723 921 €	Subvention demandée à la CTM 81 000 €	Taux de financement public global 83.71 %
Montant attribué 2016 35 000 €	Taux de financement CTM 4.83 %	
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 510 116 €	70.46 %	
Fonctions mutualisées : 94 543€	13.05 %	
Services externes : 61 978 €	8.56 %	

a) Objectifs :	Financement et accompagnement et accompagnement des porteurs de projet BRSA.
b) Public(s) visé(s) :	BRSA
c) Localisation :	La Martinique
d) Moyens mis en œuvre :	Moyens financiers, ateliers, formations.

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

●Participants

- ®Nombre de personnes accompagnées,
- ®Nombres de création d'entreprises,
- ®Nombre de sorties du RSA,
- ®Montant des aides attribuées,
- ®Accompagnements/Orientations.

●Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participants à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-140-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-140-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU SERVICE IMMOBILIER RURAL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (SIREs) POUR L'EXERCICE DE LA MISSION D'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (AIS) AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/200-11 du 3 mars 2011 autorisant la mise en place de l'agence immobilière sociale (AIS) ;

Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/430-15 du 11 juin 2015 prorogeant de deux (2) ans le plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées-plan départemental accueil hébergement insertion (PDALPD-PDAHI) 2011-2015 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n°CP/1059-15 du 19 novembre 2015 portant avenant de prorogation de la mission AIS confiée au Service Immobilier Rural Économique et Social (SIREs) dans le cadre du PDALPD-PDAHI (2011-2017) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la convention cadre du 15 avril 2013 définissant les relations entre les partenaires financiers du plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) et le SIRES Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement de la mission d'Agence Immobilière Sociale (AIS) du SIRES Martinique pour l'exercice 2016 est fixée à soixante dix mille euros (70 000 €).

ARTICLE 2 : La subvention est versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- 50 % après signature et notification de la convention financière et sur présentation des comptes certifiés 2015 ;
- Le solde sur présentation du bilan chiffré et commenté de la mission AIS de l'exercice 2015, ainsi que du bilan du 1^{er} semestre 2016.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-140-1



ANNEXE A LA DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE N°17-

CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE DE LA MISSION D'AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE (AIS) EFFECTUEE PAR LE SERVICE IMMOBILIER RURAL ECONOMIQUE ET SOCIAL (SIRES) AU TITRE DE L'ANNEE 2016.

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique,

Représentée par son Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Domicilié à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sis rue Gaston Deferre, CS 30 137 – 97261 Fort-de-France Cedex, d'une part,

ET

Le Service Immobilier Rural Economique et Social MARTINIQUE,

Représenté par son Président Monsieur Domicilié ZAC de Rivière Roche, Bâtiment F4, 97200 Fort de France, d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Général n° CG/83-98 du 28 octobre 1998 portant programme départemental d'interventions pour le logement social et l'habitat,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP/165-11 du 17 février 2011 relative à l'approbation du Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) 2011-2015,

Vu la délibération du Conseil Général N° CG/04-11 du 21 avril 2011 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente,

Vu la délibération de la Commission Permanente n°200-11 du 3 mars 2011 relative à la mise en place d'une Agence Immobilière Sociale (AIS) pour la Martinique,

Vu la convention cadre du 15 avril 2013 définissant les relations entre les partenaires financiers du PDALPD et le SIRES MARTINIQUE,

Vu la délibération n° CP/430-15 du 11 juin 2015 prorogeant de deux (2) ans le Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées-Plan Départemental Accueil Hébergement Insertion (PDALPD-PDAHI) 2011-2015,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-13-1 du 19 janvier 2016 portant autorisation de versement d'avances aux organismes partenaires de la Collectivité Territoriale de Martinique avant le vote du budget primitif 2016,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition des mesures d'application,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- du 2017 portant attribution au Service Immobilier Rural Économique et Social (SIRES) Martinique d'une subvention de fonctionnement pour la mission d'AIS, au titre de l'année 2016,

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif,

Après en avoir délibéré,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La mise en place d'une Agence Immobilière Sociale est une des actions du Plan Départemental d'Actions pour le logement des Personnes défavorisées de la Martinique en réponse à la demande dans le secteur du logement social (environ 14 000 logements).

En effet, la lente progression du développement du secteur du logement locatif social public, complexifiée par la pénurie du foncier, la prégnance de l'indivision et des dents creuses ne favorisent pas la construction de logements neufs. L'accroissement de la construction de logements sociaux reste difficile à la Martinique.

Pour ces raisons, le partenariat avec une Agence Immobilière Sociale (AIS) constitue une des solutions pour mettre sur le marché de la location sociale des logements du parc privé afin de relayer la politique sociale du logement en Martinique.

Cette mise à disposition s'accorde avec les exigences de la loi du 5 mars 2007 instituant un « droit au logement opposable » et qui garantit à toute personne qui en est privée un logement décent.

Cette mission a été confiée au SIRES Martinique par l'État, le Conseil général et la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique.

Elle porte sur la prospection et la mobilisation de logements dans le parc privé, des bailleurs publics et des personnes morales à destination des personnes en difficulté d'insertion et sur leur gestion avec l'apport de garanties renforcées des risques locatifs.

Ainsi, le SIRES Martinique devra œuvrer à la remise sur le marché de logements vacants ou inoccupés et contribuer au développement de la mixité sociale et intergénérationnelle sur le territoire.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée au SIRES Martinique pour l'exercice de la mission d'AIS, au titre de l'année 2016.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un (1) an à compter de sa signature.

Article 3 : Financement et règlement

La Collectivité Territoriale de Martinique verse au SIRES Martinique, une subvention de fonctionnement d'un montant de **TRENTE MILLE EUROS (30 000 €)** pour l'exercice 2016 afin de lui permettre de remplir les missions qui lui sont reconnues dans le cadre de l'AIS et d'assurer le fonctionnement de l'Agence.

Le versement s'effectuera en deux fois selon les modalités suivantes :

- 50 % après signature et notification de la présente convention financière et sur présentation des comptes certifiés 2015,
- Le solde sur présentation du bilan chiffré et commenté de la mission AIS de l'exercice 2015, ainsi que du bilan du 1^{er} semestre 2016.

La somme sera virée sur le compte du SIRES Martinique au vu d'un relevé d'identité bancaire.

Article 4 : Obligations de l'Agence

Le SIRES – Martinique déclare avoir recherché et obtenu les dons, prêts et autres financements nécessaires pour équilibrer son budget 2016.

En contrepartie du versement de sa subvention, le SIRES Martinique s'engage à :

- ❖ Respecter l'ensemble des clauses de la présente convention et à participer activement, dans la limite de l'exercice de son activité, à la mise en œuvre de la politique d'action sociale de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Ne pas utiliser les fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été consentis.
- ❖ Transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique les comptes approuvés et le rapport d'activités liés à la mission d'AIS de l'année 2015, avant la fin de l'exercice 2016.
- ❖ Transmettre le bilan des actions menées au titre de la mission d'AIS de l'exercice 2015.
- ❖ Faire référence au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment auprès des usagers (en faisant apparaître, le cas

échéant, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

- ❖ Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Fournir régulièrement les procès verbaux des assemblées générales et informer la Collectivité Territoriale de Martinique de toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration, du Bureau et des délégations de fonctions.
- ❖ Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Le SIREs Martinique paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause.

Article 5 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 6 : Résiliation

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente, le droit de résiliation sera ouvert à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Durant ce délai, l'organe délibérant de la Collectivité Territoriale de Martinique devra se prononcer sur la suite à donner, après avoir entendu le Président du Conseil d'Administration du SIREs Martinique.

En outre, si l'activité réelle de l'association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 7 : Litiges

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention seront soumises au Tribunal compétent.

Fait en trois (3) exemplaires originaux

A Fort-de-France, le

La Collectivité Territoriale de Martinique

**Le SERVICE IMMOBILIER
RURAL ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

**Le Président du Conseil Exécutif
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**

Le Président



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-141-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-141-1
AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

**PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°12-1448-1 DU 30 OCTOBRE 2012
PORTANT OCTROI DE SUBVENTIONS AU TITRE DU VOLET N°2 DU DISPOSITIF POUR LA
RÉHABILITATION DES LOGEMENTS INDIVIDUELS**

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°12-1448-1 du 30 octobre 2012 portant octroi de subventions au titre du volet n°2 du dispositif pour la réhabilitation des logements individuels ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'annexe de la délibération du Conseil régional de Martinique n° 12-1448-1 du 30 octobre 2012 portant octroi de subventions au titre du volet n° 2 du dispositif pour la réhabilitation des logements individuels est modifiée, pour ce qui concerne le dossier 86 S, tel que figurant dans le document joint.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n° 12-1448-1 du 30 octobre 2012 demeurent sans changement.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-141-1

N° dossier	CP	Ville	Mt travaux éligibles	Subv
86 S	97214	Lorrain	3 538 €	2 123 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-142-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N° 17-142-1
AFFICHAGE LE :

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOLIDARITÉS
LAMENTINOISES POUR L'ORGANISATION DES MINI OLYMPIADES DE L'INSERTION**

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 28 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'Association Solidarités Lamentinoises pour l'organisation de la 2^{ème} édition des mini olympiades dont le thème est « sport, cultures, échanges ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 4 444 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association Solidarités Lamentinoises.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-142-1



CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION SOLIDARITE LAMENTINOISE POUR L'ORGANISATION DES MINI OLYMPIADES DE L'INSERTION»

Vu le règlement n°1998-2006 de la Commission Européenne en date du 15 décembre 2006, relatif à l'application des articles 87 et 88 du Traité Européen
Vu l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
Vu l'arrêt de la Cour Européenne de Justice des Communautés Européennes du 24 juillet 2003, ALTMARK trans GmbH
Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° du janvier 2017 portant attribution d'une subvention à l'Association Solidarité Lamentinoise pour la mise en place des mini olympiades de l'insertion « Sport, culture et échanges »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS 30137, 97 201
Fort-de-France,
dénommé ci-après « la CTM »
et, d'autre part,

L'Association Solidarités Lamentinoises,
représentée par, Madame **habilitée à représenter le co-contractant en sa qualité**
de Présidente de l'association,
ayant son siège social sis 18 rue des Amandiers lotissement Place d'Armes– 97 232 LE LAMENTIN,
Dénommée ci-après « le partenaire»

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique d'animation et de coordination d'actions spécifiques contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi, l'Association Solidarités Lamentinoises met en place des mini olympiades de l'insertion sur le thème : « sport, culture et échanges ».

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire, pour la mise en œuvre de sa deuxième édition

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois suivant la réalisation de l'opération), le compte-rendu financier de l'action attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre des mini olympiades de l'insertion de l'Association Solidarités Lamentinoises, partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de 5 000 euros (cinq mille euros).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) s'effectuera en deux fois.

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit trois mille cinq cents euros (3 500 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit mille cinq cent euros (1 500 €) sera versé au vu du compte rendu financier faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'opération.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom d'Association Solidarités Lamentinoises auprès du Trésor public

Code banque	Code guichet	N°de compte	Clé RIB
19806	00008	13247239001	52

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de l'opération, le compte rendu financier faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes :

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**La Présidente de l'Association Solidarités
Lamentinoises**

**Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION «MINI OLYMPIADES DE L'INSERTION- SPORT, CULTURE ET ECHANGES»

Dans le cadre de sa politique d'insertion sociale et professionnelle en faveur des demandeurs d'emploi, l'association Solidarités Lamentinoises (ASL) organise des mini olympiades de l'insertion autour des thèmes « sport, culture et échanges ».

L'association a réuni les structures d'insertion autour d'activités sportives et culturelles le vendredi 2 décembre 2016 sur le parcours santé de la ville de Ducos.

Cette manifestation avait pour objectif la mutualisation des expériences, mais aussi le renforcement de l'esprit d'équipe entre salariés et encadrants des structures d'insertion par l'activité (IAE).

Quarante jeunes européens originaires de la Serbie, de l'Italie, de la Géorgie et de l'Espagne ont partagé des instants de convivialité et permis d'enrichir les échanges culturels de cette deuxième édition.

En organisant ces mini olympiades, l'ASL se proposait de valoriser le travail des salariés en parcours d'insertion dans les structures IAE, tout en mettant en exergue l'insertion par le sport.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations du Département, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
5 000 €	5 000 €	100 %
Montant attribué 2016		Taux de financement CTM
5 000 €		100%
Charges les plus importantes		
Prestations de service :	2 100 €	42.00%
Assurance :	1 200 €	24.00%
Déplacements et missions:	350 €	7.00%

a) Objectifs :	Mettre en place des mini olympiades de l'insertion
b) Public(s) visé(s) :	Jeunes salariés, personnel encadrant, jeunes européens
c) Localisation :	Ville du Lamentin
d) Moyens mis en œuvre :	Sensibiliser la population martiniquaise au travail des salariés en entreprises d'insertion par l'activité économique. Favoriser l'esprit d'équipe entre salariés et encadrants des IAE, en valorisant l'insertion par le sport. Associer les jeunes européens à la manifestation pour enrichir les échanges.

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

°Salariés des entreprises d'insertion par l'activité économique

°Jeunes européens

°Nombre de participants

•Les partenaires associés à l'action

URSIEA

Indicateurs qualitatifs :

L'Association Solidarités Lamentinoises fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'elle devra mener auprès des participants à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir le bilan de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-143-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-143-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM) DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ALIMENTAIRE

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
Vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, art. 1 ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment son article 59 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la loi n°2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
Vu le décret n°2012-63 du 19 janvier 2012 relatif à l'aide alimentaire ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la demande de subvention de la Banque Alimentaire de Martinique pour l'année 2016 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 28 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Banque Alimentaire de Martinique (BAM) une subvention de fonctionnement d'un montant de cent mille euros (100 000 €) pour mener différentes actions, notamment la formation des bénévoles, la mise en place d'ateliers thématiques pour les bénéficiaires de l'aide alimentaire.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-143-1



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Fort-de- France, le

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT A LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)
AU TITRE DE L'ANNEE 2016**

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,
Sis Rue Gaston DEFERRE, CS 30 137 - 97201 FORT DE FRANCE CEDEX,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

ET

LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)

Sis Voie n° 1 - ZI la Lézarde - 97 232 LE LAMENTIN

Représentée par Monsieur son Président, dûment habilité par le Conseil d'Administration,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L1111-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relatif aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, art. 1,

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relatives aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique,

Vu l'article 59 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

Vu la délibération n°15-003 du vendredi 18 décembre 2015 désignant le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique,

Vu la délibération n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition des mesures d'application,

Vu la loi n°2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire

Vu le décret n°2012-63 du 19 janvier 2012 relatif à l'aide alimentaire

Vu la demande de subvention de la Banque Alimentaire de Martinique pour l'année 2016,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention allouée à **LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)** pour l'aider à financer les actions menées dans le cadre de la lutte contre l'exclusion alimentaire en termes de :

- ✓ formation des bénévoles
- ✓ organisation d'ateliers thématiques en faveur des bénéficiaires de l'aide alimentaire
- ✓ conservation et de stockage des produits alimentaires

La lutte contre l'exclusion alimentaire constitue un enjeu majeur et participe à la volonté de la Collectivité Territoriale de Martinique de réduire les risques de précarité sociale sur le territoire.

ARTICLE 2 – Nature et étendue des activités

LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM) est une association de type loi 1901, à but humanitaire, qui dépend de la Fédération Française des Banques Alimentaires (FFBA), elle-même reconnue association de bienfaisance, détentrice du label 2000 « Campagne d'intérêt général ».

La BAM, dont la devise est « Ensemble, aidons l'homme à se restaurer », récolte et distribue gratuitement des denrées alimentaires à des personnes en difficulté et/ou en situation de précarité.

Elle mène également des actions de formation auprès :

- Des associations, pour servir des repas équilibrés et cuisiner des produits autres que locaux ;
- De ses bénévoles, dans le cadre de l'hygiène alimentaire,
- De jeunes dans le cadre de travaux d'intérêt général permettant leur insertion dans le monde du travail.

Pour accomplir sa mission première, la BAM dispose de bénévoles, de salariés et d'emplois aidés. Ses sources d'approvisionnement sont les suivantes :

- 1- Les fournisseurs locaux : grossistes, industriels, producteurs, distributeurs. Ils représentent le plus fort pourcentage de l'approvisionnement en produits laitiers frais, fruits et légumes, viandes et poissons congelés.

- 2- L'Union Européenne par l'intermédiaire du Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD)
- 3- Les collectes

Les produits récoltés sont distribués aux familles par l'intermédiaire d'associations ayant reçues l'habilitation par la Direction de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale et passé convention avec la BAM.

ARTICLE 3 – Obligations des parties

1/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Départementale a décidé d'allouer à **LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)** une subvention de **100 000 € (cent mille euros)** pour financer les actions de formations des bénévoles, des ateliers thématiques en faveur des bénéficiaires de l'aide alimentaire et les charges locatives.

L'Aide de la Collectivité, imputée au chapitre 934, du budget territorial, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte de **LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)** selon les procédures comptables en vigueur.

Par ailleurs, la CTM s'engage à :

- mettre en œuvre un dispositif régulant les demandes d'aide alimentaire des travailleurs sociaux de la Collectivité Départementale auprès des associations partenaires de la Banque Alimentaire de Martinique. Ce dispositif devra se traduire notamment par la mise en place d'un imprimé type de demande d'aide alimentaire avec les logos de la CTM et de la BAM.
- accompagner la BAM dans son organisation et à la mobilisation du Fonds Social Européen dans le cadre de l'inclusion sociale
- contribuer financièrement à l'activité de la BAM sur une période de trois ans (2016-2017-2018) pour un montant de **100 000 € (cent mille euros)** et conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente convention.

2/ La Banque Alimentaire de Martinique (BAM)

En contrepartie du versement de la subvention, **LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)** s'engage à :

- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique, reverser une partie des subventions à d'autres mutuelles, sociétés, œuvres, etc.
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, dans les six mois suivant la fin de chaque exercice pour lequel la subvention a été accordée, soit au plus tard le 30 Juin, le bilan, le compte de résultats de l'exercice certifiés par des commissaires aux comptes, ses liasses fiscales et le rapport de l'année écoulée.

- Fournir régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts et dans la composition du Conseil d'Administration.
- Faciliter le contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique de l'utilisation des fonds publics alloués et notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.
- Faire apparaître, le cas échéant, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. **LA BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)** paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que les responsabilités de la Collectivité Territoriale de Martinique puissent être mises en cause.
- Veiller auprès des sites de délivrance et des partenaires, à porter des réponses prioritaires aux demandes d'aide alimentaire et aux urgences sociales formulées par les travailleurs sociaux de la Collectivité Territoriale de Martinique

ARTICLE 4 : Modification de la convention :

Toute modification du contenu de la présente fera l'objet d'un avenant à celle-ci signé par les deux parties.

ARTICLE 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans pour les exercices 2016, 2017, 2018.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de la **BANQUE ALIMENTAIRE DE MARTINIQUE (BAM)** était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre de l'association.

ARTICLE 6 : Litiges

Les parties de la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant saisine de la juridiction compétente.

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DE MARTINIQUE**

**LE PRESIDENT DE
LA BANQUE ALIMENTAIRE**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-144-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-144-1

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR LA MISE EN PLACE DE CLASSES PASSERELLES

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 27 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente-quatre mille six cent soixante dix euros (34 670,00 €) à la ville de Fort-de-France pour la mise en place de deux classes passerelles aux écoles maternelles de De Briand et de Dillon B.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-144-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

LA VILLE DE FORT DE FRANCE

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 20 septembre 2016 présentée par la ville de Fort de France;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de 34.670,00 € à la ville de Fort de France, dans le cadre de la mise en place de deux classes passerelles dans les écoles maternelles de De Briand et de Dillon B.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

LA VILLE DE FORT DE FRANCE

Domiciliée rue Victor Sévère – BP 646 – 97262 FORT DE FRANCE CEDEX
Représentée par Monsieur Didier LAGUERRE, le Maire, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'éducation des jeunes enfants se réalise la plupart du temps dans le cadre de modes de garde individuels ; seuls 9 % des enfants de moins de trois ans sont gardés en crèche ou halte-garderie. Cette éducation se poursuit à l'école maternelle où sont accueillis 35 % des enfants de deux ans et la quasi-totalité des enfants à trois ans.

Les premiers pas à l'école maternelle se font dans un environnement collectif et sont marqués par une rupture forte, dans la mesure où les enfants n'ont pas été préparés à une expérience de vie en grand groupe.

Afin de favoriser l'éveil des enfants qui n'ont pas bénéficié d'une prise en charge en structures collectives, la ville de Fort de France a mis en place deux classes passerelles, une à l'école de De Briand Maternelle, l'autre à Dillon B maternelle depuis 2003.

La classe passerelle consiste à scolariser des enfants de deux à trois ans qui n'ont pas ou peu fréquenté de structures d'accueil collectif et qui présentent des signes de fragilité en termes de socialisation, de langage ou de comportement. Il s'agit notamment avec la présence d'un parent d'accompagner en douceur leur inclusion scolaire. En outre, Les familles intégrant ce dispositif sont repérées par des travailleurs sociaux, il ne s'agit pas d'une inscription pouvant être faite directement par les familles

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à la ville de Fort de France, dans le cadre de la mise en place de deux classes passerelles dans les écoles maternelles de De Briand et de Dillon B.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à **173.350,00 €**.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à la ville de Fort de France, une subvention d'un montant de **34.670,00 €**, dans le cadre de la mise en place de deux classes passerelles dans les écoles maternelles de De Briand et de Dillon B.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **34.670,00. €**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **34.670,00 €** en deux fois.

- Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
- Le solde sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à fournir un compte rendu financier propre à l'objectif subventionné, signé par le président ou une personne habilitée dans les six mois suivant sa réalisation.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit au Département, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 3 de la présente convention. Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12– LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-145-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-145-1

PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE AFFECTANT LA SUBVENTION ATTRIBUÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N° 11-1458-1 AU CENTRE HOSPITALIER DU CARBET POUR SON PROGRAMME DE MODERNISATION

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n° 11-1458-1 du 04 octobre 2011 portant attribution d'une subvention au Centre Hospitalier du Carbet pour son programme de modernisation ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis de la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 27 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la levée de la déchéance quadriennale affectant la subvention attribuée par la délibération n° 11-1458-1 du 04 octobre 2011 au Centre Hospitalier du Carbet pour son programme de modernisation.

ARTICLE 2 : Est autorisé le versement du solde de la subvention mentionnée à l'article 1 soit un montant de cent vingt-six mille trois cent trente-deux euros (126 332 €) au centre hospitalier Nord Caraïbe (ex centre hospitalier du Carbet).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-145-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION N° 17-.....

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE**

Et

LE CENTRE HOSPITALIER NORD-CARAÏBE

- Vu la délibération n° 11-1458-1 portant octroi d'une subvention à l'Hôpital du Carbet actuellement pour la réalisation de son programme de modernisation
- Vu la délibération n° portant levée de la déchéance quadriennale de la délibération n°11-1458-1

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015, Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Deferre - 97200 FORT DE FRANCE

Et

LE CENTRE HOSPITALIER NORD CARAÏBES

Domiciliée Quartier Lajus - BP 24 - 97221 LE CARBET, représentée par son Directeur Monsieur

EXPOSE :

Par délibération n° 11-1458-1 du 4 octobre 2011, l'ex conseil régional a accordé une subvention de trois cent vingt mille euros (320 000 €) à l'hôpital du Carbet actuellement centrepour la réalisation de son programme de modernisation.

Conformément à la convention n°11-1458-1 fixant les modalités de versement de la subvention un acompte de 192 000 € correspondant à 60% de la subvention a fait l'objet d'un versement en 2012.

Article 1. La présente convention a pour objet de fixer **les modalités de versement du reste de la subvention soit 126 332 €** allouée en 2011 au Centre Hospitalier Nord-Caraïbe (ex hôpital du Carbet).

Article 2. Le solde de 126 332 € calculé au prorata des dépenses réalisées sera versé sur présentation :

- d'un récapitulatif des investissements réalisés par grands poste d'opérations daté, signé et certifié conforme par le Directeur du centre hospitalier Nord Caraïbe
- le plan de financement définitif de l'opération daté, signé et certifié conforme par le Directeur du centre hospitalier Nord Caraïbe

Article 3. La dépense correspondante sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique

Article 4. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°17-...
- le récapitulatif des investissements réalisés par grands poste d'opérations daté, signé et certifié conforme par le Directeur du centre hospitalier Nord Caraïbe

Fait à Fort-de-France, le

en six exemplaires originaux.

**Le Directeur du Centre hospitalier
Nord-Caraïbe**

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité Territoriale de
Martinique**

Cachet, date et signature



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-146-1-DE
Date de télétransmission : 25/04/2017
Date de réception préfecture : 25/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-146-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 25 AVR. 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION BAY LANMIN POUR DES ACTIVITÉS D'ÉCOUTE ET D'AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉ SUR LA COMMUNE DU GROS-MORNE

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 28 mars 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association Bay Lanmin une subvention d'un montant de douze mille cent-quatre-vingt euros (12 180 €) pour des activités d'écoute et d'aide aux personnes en difficulté sur la commune du Gros-Morne.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-146-1

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

L'ASSOCIATION « BAY LANMIN »

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LE FINANCEMENT D'UNE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 12 180 €
EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION « BAY LANMIN »**

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;
- ✓ le Code général des collectivités territoriales ;
- ✓ **Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques ;
- ✓ **Vu** la délibération N° du 2017 relative à l'attribution d'une subvention à l'association « BAY LANMIN », pour le lancement de son activité;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale de Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilitée par la délibération susvisée,
domiciliée à Hôtel de la Collectivité territoriale de Martinique / CS 30137 - 97201 Fort-de-France
cedex
Dénommé ci-après « la Collectivité»**

ET, d'autre part,

**L'association BAY LANMIN, 11 rue Jules Ferry, 97213 Gros-Morne, 0596-76-36-26, , association Loi
1901, SIRET n°813 347 770 00014
représenté par Président
ayant son siège social 11 rue Jules Ferry
Dénommé ci-après « l'association»**

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'association « BAY LANMIN » a pour objet l'écoute des personnes en difficulté et l'aide aux familles défavorisées par le biais d'un centre de redistribution alimentaire dans un lieu d'accueil, d'échange, de convivialité et d'accompagnement social.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité de Martinique apporte son soutien aux activités du partenaire, mentionnées à l'annexe 1.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation lui en allouant une subvention d'un montant de **douze mille cent-quatre-vingt euros (12 180 €)**.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations de l'association

L'association doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité de Martinique ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité ;
- Communiquer à la Collectivité (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), **le** compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation du service communication la participation financière de la Collectivité ;
- Fournir les procès verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par le Collectivité.

b) Obligations de la Collectivité

Dans ce cadre, le contribue au fonctionnement de l'association par l'attribution d'une subvention.

La Collectivité n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de 12 mois, à compter de la date de sa signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi

2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La Collectivité s'engage à verser à l'association une subvention d'un montant total douze mille cent-quatre-vingt euros (12 180 €).

Le versement de la subvention s'effectuera de la manière suivante :

- 60 % à la signature de la convention ;
- Le solde, sur présentation d'un rapport annuel d'activité provisoire faisant apparaître l'état des dépenses et des recettes de l'année.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur, sur le compte ouvert au nom de l'association BAY LANMIN :

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
16159			

Si l'association vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'association devra communiquer à la Collectivité, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président de l'association ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

L'association devra prévenir sans délai la Collectivité de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par l'association en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Conformément au quatrième alinéa de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée (...). ».

Ce compte-rendu doit être établi conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif à ce compte rendu financier. Le compte-rendu financier ci-dessus visé, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes généraux du partenaire, contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention. Sur demande de la Collectivité, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

L'association gestionnaire et utilisatrice de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

L'association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général départemental au travers de son action. A cet effet, la Collectivité définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité, le reversement de tout ou partie de la subvention pourra mettre mis en œuvre.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En trois exemplaires originaux

*un exemplaire pour la direction instructrice,
un exemplaire pour la direction des affaires financières,
un exemplaire à remettre au partenaire*

**Le Président de l'association
« BAY LANMIN**

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

»



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-147-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-147-1

AFFICHAGE LE : 20 AVR. 2017

PORTANT DÉSIGNATION DE MADAME DE PLANIFICATION, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION FAMILIALE (CPIOF) À LA DIRECTION DU CENTRE

L'An deux mille dix sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil général de Martinique n° CG/03-15 du 05 février 2015 portant planification familiale et d'éducation familiale dans le cadre d'une régie personnalisée - création de la structure et approbation des statuts ;

Vu les statuts de la régie dotée de la personnalité morale et de l'autorité financière dénommée « Centre de planification, d'information et d'orientation familiale » approuvés par la délibération n°CG 03-15 du 05 février 2015 (article 3), notamment son article 12-1 relatif à la désignation du directeur du CPIOF ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE, le 27 mars 2017;
Considérant la candidature de Madame CHARPENTIER Huguette, Docteur Gynécologue obstétricienne et sur proposition du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique approuve la désignation de Madame Docteur Gynécologue obstétricienne au poste de directrice du Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale (CPIOF).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-148-1-DE
Date de télétransmission : 05/05/2017
Date de réception préfecture : 05/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : - 9 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-148-1

PORTANT MISE À DISPOSITION D'UN PERSONNEL DE DROIT PRIVÉ DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, notamment son article 11 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer avec la Chambre d'Agriculture de Martinique, la convention de mise à disposition d'un personnel de droit privé, en charge de la mise en oeuvre et du suivi général du Programme de Développement Rural de la Martinique pour la période 2014/2020.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée sur les crédits inscrits aux chapitres 930 et 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustement nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017 //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n°17-148-1

PROJET

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN PERSONNEL DE DROIT PRIVE

ENTRE,

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE, représenté par son Président d'une part,

ET

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représenté par Mr Alfred MARIE-JEANNE, Président
du Conseil Exécutif d'autre part,**

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er - Objet

Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Martinique met Monsieur _____ salarié de droit privé, à disposition de la Collectivité Territoriale de Martinique, en application des dispositions des articles 61 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

ARTICLE 2è - Nature des fonctions exercées par le salarié mis à disposition

Monsieur _____ compte-tenu de ses compétences techniques spécialisées, est mis à disposition de la CTM pour assurer :

- le suivi général de l'avancée du Programme de Développement Rural de la Martinique en lien avec les services instructeurs.
- L'élaboration des documents et outils nécessaires à la mise en œuvre du programme
- La coordination de l'ensemble des actions relatives au suivi du programme FEADER

ARTICLE 3è - Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prend effet le 01/04/2017 pour une durée de 2 ans qui peut être renouvelée sans pouvoir excéder 4 ans.

ARTICLE 4è - Conditions d'emploi du salarié mis à disposition

Durant le temps de mise à disposition Monsieur _____ est affecté à la Direction des fonds européens, dans les bureaux de la CTM à Fort de France.

Il effectuera 35 heures de travail par semaine en moyenne selon le planning suivant :

8H à 17H les lundi, mardi et jeudi (pause méridienne d'une heure)

8H à 13H30 les mercredi et vendredi

Selon les nécessités de service des heures supplémentaires peuvent se rajouter à ce cycle de travail hebdomadaire, et seront compensés par des RTT.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique de Madame Directrice des fonds européens.

La Chambre d'Agriculture de la Martinique gère la situation administrative de Monsieur

Les congés annuels et les congés pour raison de santé sont accordés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5è - Rémunération du salarié mis à disposition

La Chambre d'Agriculture de la Martinique verse à Mr la rémunération correspondant à son emploi d'origine (émoluments de base, supplément familial plus, le cas échéant, indemnités et primes liées à l'emploi).

La Collectivité Territoriale de Martinique ne verse aucun complément de rémunération à l'exception, le cas échéant, des remboursements de frais professionnels.

ARTICLE 6è - Remboursement de la rémunération (art 61-2 de la loi du 26 janvier 1984)

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la Chambre d'Agriculture de la Martinique est remboursé par la Collectivité Territoriale de Martinique au prorata du temps de mise à disposition.

Le remboursement sera interrompu pendant les périodes de congé pour accident du travail ou maladie professionnelle et pendant les périodes de congé de maladie.

ARTICLE 7è - Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du salarié mis à disposition

Le salarié mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend au sein de la Direction des fonds européens de la Collectivité Territoriale de Martinique. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au salarié qui peut y apporter ses observations et à la Chambre d'Agriculture de la Martinique.

En cas de faute disciplinaire commise au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique, la Chambre d'Agriculture de Martinique est saisie par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique au moyen d'un rapport circonstancié.

ARTICLE 8è - Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- de la Collectivité Territoriale de Martinique
- de la Chambre d'Agriculture de la Martinique,
- de Monsieur

sous réserve d'un préavis de deux mois.

Si au terme de la mise à disposition le salarié ne peut être réaffecté dans les fonctions qu'il exerçait à la Chambre d'Agriculture, il lui sera proposé un des emplois vacants correspondant à ses qualifications et compétences.

ARTICLE 9è - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de FORT DE FRANCE.

Fait à Fort De France, le

Pour la Chambre d'agriculture de la Martinique
Le Président,

Pour la Collectivité Territoriale de la Martinique
Le Président,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-149-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-149-1

AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA REVALORISATION DU MONTANT MAJORÉ DU COMPLÉMENT FAMILIAL SERVI EN GUADELOUPE, GUYANE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, À SAINT-BARTHELEMY ET À SAINT MARTIN

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la saisine du Préfet en date du 21 février 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 24 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 27 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif à la revalorisation du montant majoré du complément familial servi en Guadeloupe, Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

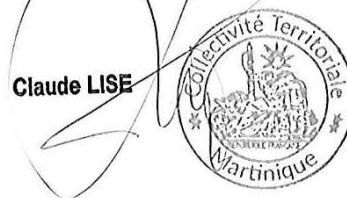
ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-151-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-151-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU COMPLÉMENT FAMILIAL ET AU MONTANT MAJORÉ DU COMPLÉMENT FAMILIAL MENTIONNÉS AUX ARTICLES L.755-16 ET L.755-16-1 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la saisine du Préfet en date du 02 Mars 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 24 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 27 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif au complément familial et au montant majoré du complément familial mentionnés aux articles L.755-16 et L.755-16-1 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-153-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-153-1

AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRES CONTENTIEUSES

L'An deux mille dix sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses - autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matières contentieuses pour la période du 28 janvier au 9 mars 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170407-17-154-1-DE
Date de télétransmission : 20/04/2017
Date de réception préfecture : 20/04/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 21 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-154-1

PORTANT DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE RENOUVELLEMENT DES ADHÉSIONS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DIVERS ET EN MATIÈRE DE VERSEMENT DES COTISATIONS Y AFFÉRENTES

L'An deux mille dix sept, le sept avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (pouvoir donné à Sandrine SAINT-AIME), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE (pouvoir donné à Marie-France TOUL), Fred LORDINOT, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2122-21, L.2122-22, L. 3211-1, L. 4221-1, et L. 7251-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-525 du 11 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et notamment son article 79 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique donne délégation au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour la durée de son mandat, à l'effet de prendre toute décision relative :

- aux renouvellements des adhésions de la Collectivité Territoriale de Martinique aux associations et organismes divers dont elle est membre ;
- aux paiements et versements des cotisations afférentes aux adhésions sus-mentionnées.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute disposition et signer tout acte ou document dans le cadre de l'application de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

